



**Pri
mium
အောင်
လှိုင်**

**UNE ENTREPRISE
POLITIQUE POUR
UNE MOBILISATION
CITOYENNE**



**ENTREPRISE
POLITIQUE POUR
UNE MOBILISATION
CITOYENNE**

Primum Non Nocere
Entreprise politique
et mobilisation citoyenne

Édité par Primum Non Nocere
(tous droits réservés)

Directeur de publication
Primum Non Nocere, Olivier Toma

Rédaction en chef
BVM Communication, Véronique Molières

Enquête et rédaction
Rachel Billod-Mulalic, Véronique Molières,
David Philippot, Olivier Toma

Secrétariat de rédaction, iconographie
Rachel Billod-Mulalic, Benoît Blanquart,
Élodie Durand, Véronique Molières

Conception maquette et réalisation
BVM Communication, Alain Chevallier

Impression
Pure Impression, sur papiers recyclés
Keakolour et Cocoon offset

Crédits photo
Hugo Da Costa, BVM communication,
HPNP, Laboratoire Pierre Fabre, Ecodas,
CH Valenciennes, Jardin d'Egregore,
Shutterstock, iStock.

Primum Non Nocere
5 bis, rue Franklin
34500 Béziers
Tél. : 04 67 00 31 70
contact@primum-non-nocere.fr
www.primum-non-nocere.fr
politiquedesante.fr

Dépôt légal : janvier 2018
ISBN : 9782956031802

5 Préface

AGIR

7 Pour le siècle qui vient

12 Les 17 objectifs de développement durable de l'ONU sont une feuille de route universelle

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

15 Graine de bonheur

18 Les petits cercles vertueux

19 Ceux qui l'aiment prendront le train

21 L'effet thérapeutique des moutons solognots

BIEN-ÊTRE ET SANTÉ AU TRAVAIL

24 Sacrée tambouille !

27 Des solutions évidentes

28 À la place de l'autre

29 Pas d'excellence sans bienveillance

ACHATS

33 Regarder de près, voir plus loin

35 La trajectoire d'un philanthrope

36 Acquérir les bons réflexes

37 Le développement durable : actifs par principe

38 L'engagement de la chaîne d'achats

DÉCHETS

43 **Poubelle mon amour...**

- 45 Une croyance positive
- 46 À vos platines !
- 47 La juste assiette

EAU

50 **Ça coule de source**

- 53 Traquer les polluants
- 54 Économiser une ressource rare
- 55 L'eau dans tous ses états

ÉNERGIE

58 **Vers un courant alternatif**

- 61 « Les énergies renouvelables sont un vecteur de paix »
- 62 Le bar de la santé
- 63 Une pharmacie éco-responsable

ÉCO-CONSTRUCTION

66 **Les nouveaux bâtisseurs**

- 69 La blouse et l'architecte
- 70 Une culture extraordinaire
- 71 Manager, c'est choisir

ÉCO-CONCEPTION DES SOINS

75 **Tout en douceur**

- 77 Un infirmier pionnier
- 78 La cataracte au microscope
- 79 La prévention des escarres
- 80 Un modèle holistique
- 82 Les textes réglementaires
- 86 Primum Non Nocere. Vers une santé environnementale
- 89 L'équipe Primum et Weeakt
- 90 Livre Vert : 21 leviers pour une santé durable

RETROUVEZ DANS CHAQUE CHAPITRE
LES RÉPONSES ET TÉMOIGNAGES
DES EXPERTS DE PRIMUM NON NOCERE



Oui, nous remercions

➤ *tous nos clients pour la confiance qu'ils nous accordent depuis 8 ans,*

➤ *nos futurs clients qui aujourd'hui découvrent nos méthodes, outils et valeurs et s'engageront demain à nos côtés,*

➤ *nos prestataires et particulièrement ceux qui ont pensé et réalisé nos bureaux éco-conçus,*

➤ *les artistes invités qui pimentent notre environnement de travail,*

➤ *nos collaborateurs, pour le formidable travail qu'ils accomplissent au quotidien sur tout le territoire, avec leur conviction, leur joie de vivre et leur engagement permanent,*

➤ *les collaborateurs à venir, dont les candidatures nous inspirent : nous construisons parfois des projets autour de ces femmes et hommes qui nous contactent, et non l'inverse,*

➤ *les penseurs et créateurs qui nous proposent des idées et des solutions nouvelles,*

➤ *les industriels, ceux qui innovent et acceptent de se remettre en question pour bâtir un monde plus noble, et tous les autres qui nous montrent ce qu'il ne faut plus faire,*

➤ *tous ceux qui, comme nous, nagent à contre courant depuis tant d'années et qui trouveront le souffle, avec nous, pour inverser le sens de ce courant,*

➤ *enfin, nous remercions les générations futures qui nous inspirent, nous guident, et donnent du sens à notre action.*

Préface

Nous l'avions invité à participer à une de nos tables ouvertes. En effet, chaque vendredi, l'équipe de l'agence se retrouve autour d'une recette à tester et reçoit un ou plusieurs invités. En juin 2017, le Professeur Jean-Jacques Eledjam, président de la Croix-Rouge française, déjeunait avec nous tous. Un moment rare...



Quelques phrases résonnent toujours dans nos esprits. Nous avons voulu les placer en préface de cette publication.

« La solidarité est dans la capacité d'altruisme que nous avons les uns les autres pour adapter et transformer l'environnement. Je ne considère plus le malade avec sa maladie, je le considère dans son environnement, et finalement je le traite en tenant compte de son environnement. »

« La solidarité est là : comment j'arrive à m'adapter à un environnement brutal ? Le caractère solidaire se constitue ainsi. »

« Le manager doit se dire : Suis-je adapté à l'environnement qui est le mien ? »

« Le caractère humanitaire, c'est la capacité que nous avons les uns les autres de regarder la misère du monde. »

« La Croix-Rouge est une maison extraordinaire qui est capable d'ouvrir son cœur et de donner l'essentiel de ce qu'on possède pour servir nos bénéficiaires. »

« La fraternité, c'est le triptyque républicain. On n'a jamais su où la mettre : on la mettait devant, puis au milieu, puis à la fin. La liberté et l'égalité sont des droits, la fraternité est un devoir. Quand on parle de santé durable, il faut soulever la fraternité comme une nécessité. »

« Il faut être humble et exemplaire. Avoir la capacité de transposer ce que l'on est avec des mots de vérité, qui imposent le doute, qui est constitutif par contraste de la vérité. Il faut dire : Je suis ce que je suis. L'être humain est unique et irremplaçable. »



9 h

Arrivée à Primum.
Pas à pas, prenons
de la hauteur !



Agir

Pour le siècle qui vient

par Olivier Toma, fondateur de Primum Non Nocere

La santé environnementale et la responsabilité sociale et sociétale des organisations (RSO), sont un projet politique au sens noble du terme. Les citoyens, entreprises, ONG et administrations sont invités aujourd'hui à s'approprier ce projet de société et à construire le leur.

Ces sujets sont techniques et ils demandent de l'expertise, du temps et de la volonté face à de nombreux lobbies publics et privés aux objectifs souvent contradictoires. Notre devoir de citoyens responsables, d'entrepreneurs engagés, nous incite à revoir notre modèle de consommation et de production pour un modèle plus juste qui priorise le bien-être, et non l'argent et le pouvoir, certes nécessaires en termes de moyens. Nous proposons une nouvelle vision au secteur de la santé qui doit occuper le cœur de l'économie dès aujourd'hui.

En effet, il faut reconsidérer ce secteur qui est bien plus qu'une source de dépenses et une cause de déficits, tel que présenté chaque automne à l'heure du vote du budget de l'État par les parlementaires, mais un secteur créateur d'emplois locaux non délocalisables, un levier de croissance économique et d'innovations, et *in fine*, une dynamique qui améliore la santé des populations. Le système sanitaire axé sur le curatif devra prendre le virage de la prévention. C'est donc maintenant que nous devons agir, c'est maintenant que tout devient possible, si nous acceptons individuellement et collectivement de relever ce défi.

Chaque mois, l'agence Primum Non Nocere rencontre des élus régionaux et nationaux pour leur apporter des solutions. Nous sommes une entreprise politique et œuvrons à l'émergence d'un lobbying éthique.

L'objet de cette publication est de vous présenter notre vision, nos actions et outils pour donner envie d'agir aux acteurs de terrain et aux décideurs politiques et économiques qu'il faut convaincre pour rendre possible ce nouveau monde de la santé.

Principe de prévention, de précaution, de responsabilité... si tout simplement le principe était celui de la collaboration active dans l'intérêt général ? Et si chacun d'entre nous faisait sa part ?

La RSO, rêve à la mode ou levier de performance ?

La RSO consiste à transformer le concept du développement durable en actions concrètes au sein d'une organisation. Déclinée dans le secteur de la santé, elle permet de réduire les impacts de l'activité de soins sur l'environnement et sur la santé humaine et animale, de créer du lien social, et d'optimiser les dépenses de santé. Cette démarche RSO nécessite un plan d'action et un accompagnement spécifique pour atteindre des résultats probants et pérennes. Issue du Grenelle de l'environnement et du Plan national santé environnement (le PNSE3), cette politique est reprise dans l'accord de Paris signé lors de la COP 21 et confirmée par les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Au quotidien et en pratique, elle indique un cadre pour changer le monde de la santé.

2017-2020 : la RSO accessible à tous

À l'agence Primum Non Nocere, nous faisons notre part. Après deux années de développement informatique, nous venons de lancer « Primum Office® », un portail Internet qui permet d'établir un

scoring RSO en ligne, un affichage environnemental, et d'être accompagné individuellement et en direct par des experts sur chaque thème. Analyse, pilotage et reporting sont maintenant accessibles. Cette solution permet, non pas d'afficher une politique RSO, mais de la mettre en action et d'en mesurer les résultats.

La formation des acteurs est ce qui élève !

Directions, soignants, médecins, paramédicaux, acheteurs, administratifs, techniciens des services sanitaires et médico-sociaux ne devraient-ils pas bénéficier d'une formation initiale et commune pour leur enseigner les fondamentaux de la RSO ? Ce tronc commun aurait le mérite de leur donner un vocabulaire partagé pour mieux collaborer par la suite. Il permettrait aux professionnels de santé de répondre aux préoccupations émergentes des patients et résidents sur la santé environnementale, l'exposition aux produits chimiques et aux champs électromagnétiques, l'éco-conception des soins, l'économie circulaire.

À l'agence Primum Non Nocere, nous faisons notre part avec des formations en ligne, un *mooc* à venir, des « cafés santé » pour partager notre savoir, et l'animation d'un diplôme universitaire sur le développement durable en santé, construit avec le Comité pour le développement durable en santé (C2DS) et porté par le CESEGH. Ou encore, au fil de séances informelles, nous sensibilisons des élèves de collèges et lycées. Depuis trois ans, nous intervenons dans les formations initiales de trois Instituts de formation en soins infirmiers pour sensibiliser les étudiants infirmiers à l'éco-conception

des soins. Enfin, nous animons un *think-tank* citoyen, le « cercle Hippocrate® » pour essayer, sensibiliser et donner envie d'agir au plus grand nombre.

Réduire les pollutions pour réduire les maladies

Nous voulons servir les générations futures et avons fait nôtre le principe d'Hippocrate « *d'abord ne pas nuire, ensuite soigner* » au point d'en faire le nom de notre agence. Diverses pollutions impactent la santé publique et animale. La mauvaise qualité de l'air intérieur, l'exposition aux perturbateurs endocriniens coûtent plus de 10 milliards d'euros par an à l'Assurance maladie en France et plus de 150 milliards à l'Europe. Mesurer précisément puis réduire les pollutions, revient à protéger la biodiversité, réduire les maladies et permet d'optimiser les dépenses de santé. À l'instar du secteur aérospatial qui travaille avec un horizon à 2050, la santé requiert une politique ambitieuse et à long terme. Par exemple, réduire les pollutions, c'est accepter de créer un étiquetage des médicaments avec un indice composite qui prenne en considération, l'efficacité, le coût et l'impact environnemental. L'indice suédois PBT mesure la persistance, la bioaccumulation, la toxicité des produits ; il est en ce sens une piste prometteuse.

C'est aussi convaincre les industriels de maîtriser leurs effluents liquides et ceux de leurs sous-traitants et d'en suivre l'application. Tel n'est pas le cas aujourd'hui ! Il s'agirait aussi de systématiser les mesures de qualité d'air intérieur dans tous les bâtiments accueillant du public pour identifier les pièces à risque et les sécuriser, les pratiques à risque et les modifier.



Cela nécessite d'indiquer via un étiquetage clair le taux de composés organiques volatils des matériaux de construction et rénovation, du mobilier et objets de décoration et des produits de nettoyage.

La pollution est aussi celle du tabac. Les professionnels de santé fumeurs pourraient être accompagnés dans leur propre sevrage tabagique, via un plan national, pour les aider à devenir des référents plus à même d'aider la population.

Réduire les expositions à risque

Les perturbateurs endocriniens sont omniprésents et leur présence est particulièrement préoccupante à certaines étapes de la vie. Nous appelons de nos vœux la création d'une autorisation de mise sur le marché simplifiée pour les cosmétiques avec des exigences particulières pour tous les produits à destination des femmes enceintes, des femmes en âge de procréer, des enfants. Imposer par ailleurs un étiquetage des nanoparticules présents dans les produits de grande consommation serait une bonne mesure.

La santé environnementale est au menu de la décennie à venir. Saurons-nous écrire le livre de recette ?

De même, nous devrions réduire, voire supprimer, la présence des perturbateurs endocriniens dans les biens de consommation en favorisant les produits écolabélisés par un taux réduit de TVA. Ou encore, il serait nécessaire de protéger tous les professionnels de santé de l'exposition au formol et au formaldéhyde en utilisant des procédés innovants que nous avons identifiés. Protéger dès le plus jeune âge les populations des perturbateurs endocriniens et des substances les plus toxiques, et les alerter sur les effets des nanoparticules, serait une avancée majeure en termes de santé publique.

Enfin, l'exposition aux champs électromagnétiques demeure un sujet peu exploré alors que des solutions existent pour en réduire les impacts comme celle d'intégrer l'émissivité des équipements comme un critère, dès la décision d'achat. De même, le sujet des nuisances sonores émerge progressivement et trouve des solutions simples avec des matériaux spécifiques et la mise en place d'attitudes plus respectueuses.

À Primum Non Nocere, nous faisons notre part. Nos locaux sont éco-conçus et rénovés avec des matériaux non émissifs, la qualité de l'air intérieur est mesurée en permanence, nous avons supprimé tous les produits chimiques.

Nous embarquons nos partenaires et les accompagnons pour identifier et réduire l'ensemble des pollutions.

Nous animons un « LAB RSO® », pour repérer partout dans le monde les produits

**À Primum Non Nocere,
nous voulons transformer
le « c'est pas possible ! »
en « et pourquoi pas ? ».**

**Notre crédo ?
Changer le monde.**

et procédés moins impactants, les tester et les rendre accessibles en France au plus grand nombre. Nous mettons ainsi une veille technologique au service de la santé.

La recherche du bien-être au travail des collaborateurs de l'agence est une réalité chez nous : Gi gong, séances programmées avec un ostéopathe, naturopathe, cuisine collective pour une alimentation saine. Et pour prendre l'air ensemble, nous allons planter des arbres ! L'agence, située en centre ville, dispose de son potager cultivé selon les principes de la permaculture, et les abeilles de nos ruches s'occupent de la pollinisation. Ainsi, nos partenaires ou simples citoyens qui viennent à notre rencontre pour tester de nouveaux menus, partagent avec nous une cuisine faite sur place avec des légumes bio, de saison et cultivés à l'étage.

Enfin, nous accueillons dans notre espace collaboratif de jeunes start-up et des artistes que nous soutenons dans leur développement.

Vers une santé globale

Depuis huit années, nous mettons nos compétences au service de cette noble cause. Cela signifie oser et changer les codes : transformer l'entreprise en un lieu d'épanouissement. Mettre au cœur





des projets d'établissements le bien-être, la satisfaction et la santé au travail des collaborateurs pour leur permettre de mieux prendre en charge celle des autres. Pourquoi ne pas impulser dans chaque organisation une action sur la biodiversité quand nous savons que sa protection est nécessaire à la vie de notre planète ? Pourquoi ne pas évaluer et développer les médecines alternatives et complémentaires ?

Cette publication vise à mettre en lumière les actions, les idées et les initiatives et démontrer que c'est possible !

Pour prendre l'air ensemble, nous allons planter des arbres.

Les 17 objectifs de développement durable de l'ONU sont une feuille de route universelle

L'agence Primum Non Nocere décline ces 17 objectifs dans le secteur de la santé et propose une feuille de route universelle sectorielle, adaptée aux acteurs sanitaires.

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030. « C'est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats », affiche le ministère français de la Transition écologique et solidaire. 17 objectifs de développement durable, et leurs 169 cibles, ou sous-objectifs, intègrent les trois dimensions du développement durable, désormais incluses de manière transversale et

couvrent l'intégralité des enjeux du développement durable tels que le climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau mais aussi la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc. Chaque objectif a des cibles spécifiques à atteindre dans les 15 prochaines années. « Pour que les objectifs soient atteints, chacun doit faire sa part : les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les personnes comme vous », déclare l'ONU.



○ Eliminer la pauvreté en proposant des emplois durables et des salaires équitables



○ Promouvoir une agriculture et une restauration durables. Réduire le gaspillage et améliorer la nutrition



○ Favoriser pour tous une santé optimale et promouvoir le bien-être



○ Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité tout au long de la vie



○ Agir pour supprimer les inégalités de traitement subies par les femmes



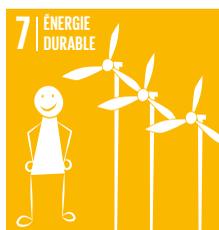
➔ Encourager des pratiques de consommation responsables et assurer un accès équitable à l'eau



➔ Valoriser des infrastructures à faible impact sur l'environnement et faible consommation d'énergie, ouvertes et adaptées à tous



➔ Prévenir les violences et les conflits pour aller vers une société juste, transparente et pacifique



➔ Promouvoir les énergies renouvelables et inciter à une gestion responsable



➔ Sensibiliser les acheteurs et consommateurs, innover avec des produits et services éco-responsables



➔ Favoriser les emplois décents, le développement des compétences et l'égalité entre tous les travailleurs



➔ Inciter à la transition vers des économies bas-carbone et contenir le réchauffement climatique



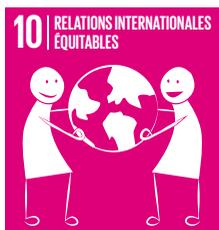
➔ Créer des partenariats et mobiliser ses parties prenantes au service de la démarche de responsabilité sociale des organisations



➔ Promouvoir des solutions scientifiques et technologiques innovantes et éco-responsables



➔ Préserver la biodiversité marine en limitant les pollutions générées et les impacts sur les écosystèmes



➔ Soutenir l'intégralité sociale, économique et politique de tous et notamment des personnes sensibles



➔ Améliorer les liens entre le développement économique et la protection de la biodiversité par une pratique durable de son activité



10h

Nous plantons un arbre.
Les mains dans la terre,
connectés à l'essentiel,
apprendre à laisser une
empreinte légère.

Santé environnementale

Graine de bonheur

*La santé environnementale est au cœur de la politique de santé.
La relation de l'homme à son écosystème est primordiale.*

En 2003, près de 20 000 décès supplémentaires en France étaient attribués aux effets d'une canicule exceptionnelle dans sa durée et son intensité. Le système de santé laissait alors apparaître de nombreuses failles et le « vivre ensemble » était questionné. Surtout, l'impact de l'environnement sur la santé se révélait au grand jour. Un environnement avec lequel il faut composer, mieux, avec lequel, apprendre à interagir en harmonie, devient une nécessité vitale.

Pour les professionnels de santé, une question se fait pressante : comment œuvrer pour une meilleure santé publique sur une planète souffrante ? En 2017, le 2 août, l'humanité a déjà consommé autant de ressources naturelles renouvelables que ce que la Terre peut produire sur l'année entière. Il s'agit du jour du dépassement global (*Earth Overshoot Day*), selon le Global Footprint Network, un institut international de recherche

qui conseille les gouvernements et les institutions financières en matière de gestion des ressources naturelles et de changement du climat.

Le changement climatique génère des impacts sanitaires dont les contours se dessinent progressivement et dont le coût colossal accorde tous les observateurs. En effet, le changement climatique pourrait non seulement modifier l'environnement, mais aussi les déterminants de l'exposition aux risques environnementaux et infectieux, et enfin l'état de santé de la population en fonction de mécanismes directs ou indirects. Cette nouvelle donne pourrait ainsi aggraver les inégalités de santé au plan national et international, via l'augmentation en fréquence et en intensité d'événements climatiques extrêmes, l'émergence ou la réémergence de maladies infectieuses, l'impact du CO₂ sur la santé humaine et animale, les modifications progressives de nouvelles expositions. Ces bouleversements sont une clé dans les métiers de santé.



holistique

La pensée holistique tend à expliquer un phénomène comme étant un ensemble indivisible, la simple somme de ses parties ne suffisant pas à le définir. De ce fait, elle se trouve en opposition à la pensée qui tend à expliquer un phénomène en le divisant en parties.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2012, près de 24 % des décès dans le monde étaient causés par la pollution de l'air, de l'eau, des sols, l'exposition à des substances chimiques, le changement climatique, et les rayons UV. L'OMS publiait déjà en 2002, la liste des dix premières pathologies liées à l'environnement. Parmi elles, les maladies non-transmissibles, telles que les accidents vasculaires cérébraux, les maladies cardiaques ou respiratoires et les cancers, qui représentent près des deux tiers des cas de décès pour causes environnementales. Pourtant des solutions existent, par exemple, réduire de 30 % les particules fines revient à réduire d'une part la consommation de carburant d'origine fossile, et d'autre part les risques de maladies cardio-vasculaires. Par ailleurs, l'évolution des technologies et l'hyper-spécialisation des praticiens promeuvent une vision « micro » de la prise en charge des personnes que le système de santé coordonne de mieux en mieux au sein de parcours de soins, dans et hors les murs des établissements de santé. *« Mais aujourd'hui, nous devons changer nos paradigmes. Les avertissements des scientifiques et le bon sens commandent les professionnels de santé à appréhender leur activité de soignant selon une vision bien plus large que nous pourrions qualifier d'holistique. Concrètement, nous avons véritablement besoin d'un grand ministère d'État de la santé et de l'environnement. Les décisions relatives à*



L'équipe de Primum plante des arbres et contribue au renouvellement de la ressource.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Prendre conscience des enjeux

Une épidémie mondiale du cancer du sein cause le décès de 500 000 femmes chaque année et en touche 1,8 million ; le sida cause la mort de 600 000 femmes et en touche 1,2 million. « Les chiffres parlent, et ceux du cancer sont très inquiétants mais il n'y a pas de prise de conscience à la hauteur des enjeux », interpelle André Cicoella, toxicologue. « Dans le cas du cancer du sein, la maladie est vécue comme un fatalisme lié principalement au vieillissement. Or, il faut savoir qu'il y a en Belgique 22 fois

plus de cancer du sein qu'au Bhoutan, ou encore que les Japonaises développent 2 fois moins de cancer du sein que les Françaises. Dans les années 80, elles en avaient 6 fois moins mais dès lors qu'elles migraient aux États-Unis, elles développaient 4 fois plus de cancer que si elles étaient restées chez elle. Ce n'est pas leur patrimoine génétique qui avait changé mais leur environnement. Il faut comprendre pourquoi ? Or nous manquons cruellement d'études. »

la santé et à l'environnement doivent être communes afin de placer ces enjeux au cœur des débats », propose Olivier Toma.

Les lanceurs d'alerte

Si les impacts sanitaires d'un changement climatique sont observés à de multiples points de la planète, des médecins alertent aussi en France sur l'aggravation,



Une équipe de terrain qui savoure le plaisir du travail accompli !

ou l'apparition de pathologies : la pollution extérieure renforce les affections respiratoires chroniques, les allergies se multiplient comme par exemple celle à l'ambrosie qui se développe à la faveur d'un climat plus clément, des moustiques tigres vecteurs de transmission du chikungunya et de la dengue sont recensés dans une trentaine de départements. Mais également des pathologies liées au mode de vie : les maladies cardio-vasculaires et le diabète, l'obésité, les cancers. « Notre système biologique fonctionne relativement bien car nous devrions être davantage malades. On résiste plutôt bien ! Mais nous devons développer une nouvelle intelligence dans nos modes de vie et en priorité à certains moments cruciaux que sont la grossesse et la petite enfance », déclare le Dr Pierre Souvet, cardiologue et président de l'Association Santé Environnement France (ASEF). Informer et alerter est aussi le crédo du

EFFET DE SERRE

Économiser 3 millions de jours de congés maladie

Avec une réduction de 30 % d'émissions de gaz à effet de serre, on éviterait en Europe 3 millions de jours de congés maladie par an pour maladies respiratoires et cardiaques, 3 776 admissions à l'hôpital, et 1,2 million de jours de consommation de médicaments pour problèmes respiratoires. Une approche environnementaliste de la santé permettrait sur ce seul point

d'économiser des dizaines de millions d'euros, selon les études d'associations de lobbying européennes : Health Care Without Harm (HCWH) et Health and Environment Alliance (HEAL). Ces calculs s'appuient sur les chiffres officiels de l'Union européenne concernant trois sortes de polluants : particules fines, oxydes d'azote, dioxyde de soufre, et des statistiques sur la mortalité, la maladie et l'absentéisme.

Réseau Environnement Santé (RES), qui a fait des perturbateurs endocriniens, son cheval de bataille. « La communication rassurante de santé publique ne correspond pas à l'état des connaissances scientifiques actuelles sur les perturbateurs endocriniens qui ne sont pas des substances chimiques comme les autres », dénonce André Cicoella, toxicologue et président du RES.

POURQUOI JE M'ENGAGE

Les petits cercles vertueux

VIRGINIE POLI RESPONSABLE PERFORMANCE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ CORSE



« **M**a région et ma religion » : c'est ce qui définit Virginie Poli, aimantée par la Corse où elle est revenue vivre en 2012, après des années sur le continent. Dans son quotidien, c'est la face éclairée du catholicisme qui la guide : l'attention à l'autre et le maintien de ce qui a été créé. La responsable performance de l'agence régionale de santé pour l'île de beauté fréquente peu les églises mais transpose les valeurs de l'Église et son humanisme le plus fondamental dans sa vie professionnelle : « Quand je constate qu'il y a

« Quand on forme le personnel au tri des déchets, cela influe ensuite sur les pratiques familiales de chacun. »

un absentéisme de 20 % dans un établissement de prise en charge des enfants handicapés, ça me bouleverse ! Je sais qu'il y a à la clé une souffrance du personnel. Également des enfants et de leurs parents qui souffrent de

ce turn over. » Sa générosité et son ouverture aux autres la prédisposent à se préoccuper d'écologie, dans cette région où le patrimoine environnemental exceptionnel n'est pas qu'une expression de brochure touristique.

« Son » île, qu'elle voit rattrapée dans son splendide isolement méditerranéen par les problématiques de pollution : les nuages de particules fines venus de Marseille ou d'Afrique du Nord nuisent à la qualité de l'air jusqu'à provoquer des alertes, l'eau des fleuves est contaminée par des bactéries... Celle qui partage sa vie entre les deux bords de l'île, entre Porto-Vecchio et Ajaccio, a envie de continuer à faire bouger les choses, consciente que chaque « action verte » entraîne une réaction en chaîne, selon le principe bien connu de l'effet papillon : « Le secteur de la santé, sur tout le territoire, représente souvent un acteur économique-social de poids et doit se donner pour mission la ventilation du savoir : quand on forme le personnel au tri des déchets, cela influe ensuite sur les pratiques familiales de chacun. Quand on décide de consommer éthique, on influence le cycle de production des entreprises : ce sont des petits cercles concentriques et vertueux. » La dimension qui la touche le plus est l'universalité du « bien-vivre : mieux se soigner, manger mieux, acheter moins de médicament, c'est un projet motivant car c'est une démarche qui touche tout le monde quelle que soit la catégorie socio-professionnelle. » Un projet humain et universel.

POURQUOI JE M'ENGAGE

Ceux qui l'aiment prendront le train

CATHERINE TAILLEFER DIRECTRICE FINANCIÈRE DU CH DE LAVAUUR (81), EX-PHARMACIENNE



Ou une Tesla, à la rigueur : la voiture électrique dont elle rêve. Car Catherine Taillefer n'aime pas les polluants. Ceux qui l'irritent le plus, ce sont les micro-polluants issus des résidus médicamenteux. Comment cette pharmacienne hospitalière, qui considère le service public comme un Graal, pourrait-elle accepter que ce qui nous soigne empoisonne les eaux ? Dans son hôpital des Portes de Camargue, elle a commencé par la fin. Aidée des soignants, elle s'est efforcée de réduire la quantité de médicaments jetés : adapter les formes galéniques aux patients pour réduire la quantité utilisée, mieux gérer les stocks, échanger le surplus avec d'autres établissements...

Mais elle a vite compris qu'il fallait remonter à la source : favoriser, à effet thérapeutique équivalent, la molécule la moins polluante. Alors, dès 2013 elle a proposé que soit adopté en France l'indice suédois PBT, qui cote la toxicité des médicaments pour le milieu aquatique. Penser l'impact environnemental dès la prescription, une idée simple qui fait son chemin. Cet indice n'apparaît pas encore dans le Vidal, mais est sur la table des chercheurs des laboratoires pharmaceutiques. Faire rentrer le développement durable dans la

pharmacie hospitalière, quitte à paraître utopiste, et bousculer une profession parfois ronronnante. Entrée en fac de pharmacie un peu par hasard, l'étudiante studieuse se rêvait plutôt paysagiste. Elle en est pourtant sortie par la grande porte. Car elle va toujours au bout de ses chemins, surtout s'ils sont de travers.

Ses convictions environnementales sont ancrées dans la garrigue, et dans ce jardin où son père, encore lui, lui expliquait les plantes. Engagement et transmission. Elle n'a même plus le temps de parcourir les landes mais trouve encore l'énergie de s'impliquer dans le mouvement des Villes en transition. Et de transmettre, à son tour : chargée de formation au C2DS, elle enseigne par ailleurs le développement durable aux pharmaciens et préparateurs.

Elle est maintenant sortie de la pharmacie, en empruntant la passerelle étroite qui mène aux postes de direction des hôpitaux. Tentée par la recherche, elle a donc préféré choisir la gouvernance. Pur pragmatisme. Ses nouvelles fonctions lui permettront de rassembler encore autour de cet intérêt commun : planter le développement durable au cœur des hôpitaux.

Elle aime avoir les mains dans le cambouis, dit-elle. A-t-elle jamais sorti ses mains de la terre du jardin familial ?

« Il faut être au cœur de l'établissement »

EXPERTISE PRIMUM ÉLISE SCARPATI, CONSEILLER DÉVELOPPEMENT DURABLE

« **L**e vocabulaire doit évoluer » déclare sans ambages Elise Scarpati. « J'ai été hospitalisé trois semaines et j'étais la chambre 221, côté fenêtre : voilà comment le patient résume son séjour car c'est le discours qu'il entend. Nous développons des organisations standardisées et perdons la place de l'humain et ne prenons plus en considération l'histoire de vie du patient ou du résident. » Gestionnaire des risques, Elise maîtrise réglementations et démarche qualité. « La certification HAS est frustrante pour moi car elle se concentre sur des scores et est vécue comme une contrainte



creusant un fossé entre la théorie et l'opérationnel. La RSE quant à elle, enclenche des programmes d'action conduits par l'ensemble des équipes avec l'objectif d'accroître la satisfaction des patients, des résidents et des salariés. Mon métier me permet de mettre les pieds dans le plat, de donner du sens à cette certification et de trouver des solutions. » Quels sont les axes de recherche en termes d'innovations technologiques et organisationnelles pour résoudre les impacts environnementaux des établissements sur notre santé ? « Chaque maillon de la chaîne est important et les interfaces internes sont des points clés. Établir une relation de confiance

avec l'équipe de direction et établir d'entrée un dialogue élargi aux enjeux sociaux et sociétaux, au-delà de l'environnemental, est fondamental. Nous sommes des guides, des moteurs et sans doute pas des apporteurs de pré-mâché car c'est la garantie de n'avoir aucune action pérenne derrière. » Pour cela, le scan de l'organisation est global. Les achats sont passés au crible, et les fournisseurs embarqués dans la démarche. « Nous travaillons sur les fiches de données environnementales et sanitaires des produits, on étudie la question des effluents, etc. On n'a pas de solution ? Ensemble, on sera plus fort et on les trouvera ! Par ailleurs, je participe aux commissions de CHSCT, CLAN, CLIN et aux instances de représentation des usagers, il faut être au cœur de l'établissement. »

INITIATIVES

CENTRE LILLOIS DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE, LILLE (59)

L'effet thérapeutique des moutons solognots

L'équipe du Centre lillois de rééducation professionnelle mène depuis toujours des actions pleines de bon sens. Elle sait depuis peu que cela s'appelle une politique de développement durable. Ces « M. Jourdain » sont aujourd'hui parmi les plus avancés en France. Lassés d'entendre chaque semaine la tondeuse coupant 3 hectares d'herbe près du centre, l'équipe se lance dans l'écopaturage et installe un troupeau de moutons solognots qui mangent tout sauf les chardons. Autant de produits phytosanitaires devenus inutiles. « *Progressivement, nous avons vu que les moutons avaient aussi un effet thérapeutique très positif sur les personnes que nous accueillons en situation de handicaps psychiques et d'autisme et qui suivent chez nous un programme de réadaptation professionnelle. En phase de crise ou de décompensation, aller faire le tour de la parcelle où paissent les moutons, les calme* », remarque Laurent Chatagnon, directeur adjoint. Avec son petit coin de paradis peuplé de moutons et d'abeilles, le centre est devenu un véritable acteur du quartier.

Nous avons une boîte à idées

Le restaurant d'entreprise offre un concentré de bonnes pratiques : pour commencer, 40 % des produits sont locaux. Le volume de biodéchets a fondu de 42,2 %. Il reste juste à peine de biodéchets pour être emmenés à l'usine de méthanisation proche pour être

transformés en biogaz et alimenter les bus de la métropole et les réseaux de chauffage urbain. Dans l'établissement, 40 filières de déchets ont été mises en place dont 30 filières tracées. « *Les idées sont discutées en comité DD et si une est bonne, on la met en place.* » Ainsi,

« Les idées sont discutées en comité DD et si une est bonne, on la met en place. »

la peinture est de qualité A+, les sols, en caoutchouc, le mobilier, peu émissif en composés organiques volatiles... eux-

mêmes traqués régulièrement par un appareil de mesure de la qualité de l'air intérieur. Une politique d'achat est écrite avec des critères très précis et affiché. Un succès qui fait de cet établissement le pilote pour la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie du développement des achats responsables auprès de ses pairs.



RÉPONSES PRIMUM

Qualité de l'air intérieur

Des mesures de COV réalisées par l'agence Primum Non Nocere dans 110 établissements de soin montrent que 100 % avaient au moins 1 pièce à risque. Le protocole est le suivant : mesures > cartographie des risques > plan d'action > élimination de toutes les pièces classées en niveau 4 et 5 > plan d'action amélioratif.

Bravo ! Les ambulanciers en charge des transports des patients de l'Hôpital Privé Nord Parisien mesurent chaque année la qualité de l'air intérieur de leurs véhicules.

Le Groupe E4 lance un nettoyage vapeur. Résultat : -50 % d'utilisation de produits détergents. Un gain économique, une meilleure qualité de l'air intérieur et une réduction de l'exposition des salariés à des agents cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques.

Les perturbateurs endocriniens

100 % des cosmétiques sont bio.

À la maternité de la clinique Rive Gauche à Toulouse, et au Centre hospitalier de Guéret, les produits cosmétiques utilisés sont sans perturbateurs endocriniens.

Fait ! Au Centre lillois de réadaptation professionnelle, des carafes en verre remplacent 100 % des bouteilles jetables.

Transparence. 172 fournisseurs de dispositifs médicaux référencés par la CAHPP étaient consultés sur la concentration de DEHP dans leurs dispositifs médicaux. 15 industriels commercialisent d'ores et déjà des dispositifs médicaux exempts de DEHP (phtalates).

Carton rouge aux parlementaires. Les parlementaires ont-ils sérieusement testé le marché au point de craindre une rupture d'approvisionnement concernant certains



Il mesure la QAI à l'agence Primum Non Nocere.

dispositifs et reporter l'interdiction de DEHP dans les services de néonatalogie ? Le projet de loi interdisant la présence de DEHP dans les dispositifs médicaux à usage unique, abandonné par crainte de rupture de marché, peut être réactivé preuve en main.

0

PRODUIT PHYTOSANITAIRE
Désormais plus aucun client de Primum Non Nocere n'utilise de produits phytosanitaires pour ses espaces verts.

100

SALARIÉS À l'Hôpital Privé Nord Parisien, ils sont formés à la prévention des risques des perturbateurs endocriniens.

100 %

DES DISPOSITIFS MÉDICAUX SONT SANS PHTALATES. À la maternité de la Clinique Clémentville à Montpellier, c'est possible.

Les champs électromagnétiques

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les entreprises ont l'obligation d'évaluer et de prévenir les risques liés aux champs électromagnétiques. Il existe plusieurs appareils de mesure des champs électromagnétiques, suivant qu'il s'agisse de champs à basses fréquences ou à hautes fréquence (téléphonie, internet, radio, etc.).

10

éco-gestes pour réduire l'exposition aux risques, tel que l'exige le Code du travail.

1 500 €

La création d'une chambre pour patients hypersensibles représente un coût estimé à environ 1 500 euros.

PROJET DE LOI
Préparation d'une proposition de projet de loi relative à l'étiquetage des émissions de champs électromagnétiques des produits.

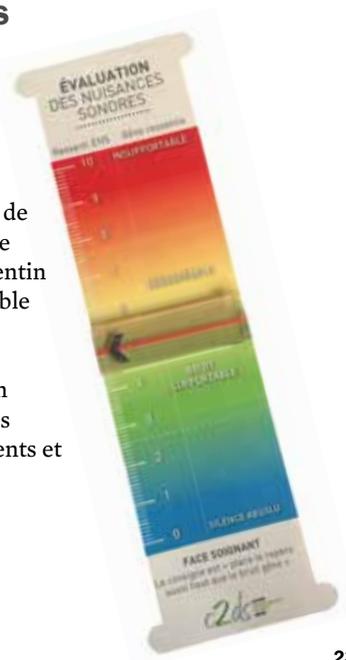
CONSEIL AUX MATERNITÉS :
ne pas placer la couveuse du nouveau-né près du boîtier électrique des lits médicalisés, qui génère une surexposition précoce inutile.



Mesurer les nuisances sonores

Primum Non Nocere a mis au point une réglette, à l'instar de celle utilisée pour la douleur. Fruit d'une expérimentation sur une année au service de réanimation et de surveillance continue de la Clinique Pasteur à Toulouse, pilotée par Quentin Deregnaucourt, infirmier responsable du service.

Une campagne de sensibilisation aux nuisances sonores est lancée en 2017 avec le C2DS, à destination des 500 établissements de santé adhérents et des clients de l'agence.



Bien-être et santé au travail

Sacrée tambouille !

Les ressources humaines sont un véritable capital immatériel d'un établissement de santé. Leur bien-être sont une des clés de performance.

Les établissements sanitaires et médico-sociaux sont des concentrateurs d'émotions humaines : on y naît, on y meurt, on y souffre, on y vit, on y guérit... Les ressources humaines sont la richesse de ce secteur, et les métiers du soin, des métiers de vocation, de passion. Préserver le capital santé et le bien-être des soignants pour un meilleur bien-être des patients et des résidents est une évidence. Une démarche de responsabilité sociale des organisations (RSO) est en ce sens un véritable levier social qui redonne du sens aux métiers et implique l'ensemble des équipes dans l'organisation.

Bonne nouvelle, le plan santé au travail, version 3, renforce le rôle de la médecine du travail. Un excellent signal pour autant que le plan soit accompagné de ressources financières et humaines et donc suivi d'effets. Trop souvent, la lutte contre les troubles musculo-squelettiques, l'attention portée à la qualité de

l'air dans les blocs opératoires (notamment la question de l'oxyde d'éthylène et du formol) ou les services de stérilisation, l'examen des produits détergents puissants omniprésents, etc., ne sont pas engagées.

Par ailleurs, protéger ses propres collaborateurs de l'exposition aux produits chimiques, aux allergènes, aux nanoparticules, aux perturbateurs endocriniens, aux champs électromagnétiques, les accueillir dans des établissements qui optimisent la qualité de l'air intérieur, facilitent une saine nutrition y compris la nuit et « l'écologie humaine », devient une clé en termes de recrutement.

Un secteur sanitaire peu exemplaire

Les Islandaises rappellent aux organisations leur responsabilité sociale et sociétale lorsque des milliers d'entre elles cessent symboliquement leur travail à 14h38 pour protester contre les inégalités salariales entre hommes et femmes. En France, combien de crèches

PRÉVENTION Hôpital sans tabac

Le C2DS et sa filiale l'agence Primum Non Nocere lançaient une campagne didactique : 10 écogestes ou attitudes pour arrêter de fumer et aider son collègue à le faire. « Plus les professionnels sont accompagnés sur le sujet, plus ils sont en capacité d'assister d'autres personnes, et en premier lieu leurs patients et résidents. Notre objectif est de faire évoluer les établissements de santé en promoteurs de santé », souligne François Mourgues, président du C2DS.



11h

L'esprit d'une équipe,
ça se construit,
ça se nourrit. Le
bien-être commence
par l'assiette.

d'entreprise intègrent les horaires décalés des métiers de la santé ? Ou encore, les hôpitaux soignent de leur mieux les handicaps mais n'accueillent pas davantage que d'autres les personnes qui en souffrent dans le rang de leurs salariés.

Il n'y a que des solutions

Les premières questions récurrentes posées au fil des accompagnements de l'agence Primum sur site sont pratico-pratiques : est-ce que j'ai bien élevé mon écran, est-ce que mon matériel est adapté ? Mais il s'agit ensuite d'analyser le sens de la tâche menée et la manière de l'accomplir. Est-ce avec plaisir que je vais travailler, suis-je à ma place à ce poste et dans mon emploi, ai-je les moyens de réaliser un travail de qualité, ma situation professionnelle me permet-elle de concilier équitablement ma vie personnelle et professionnelle, une évolution professionnelle existe-t-elle si je le souhaite, ma hiérarchie est-elle disponible ? Ouvertes 24/24, 365 jours par an, les établissements de soin ne prennent que rarement le temps de se pencher sur ces questions. Pourtant, les réponses peuvent être mesurées et suivies dans le temps. Le mal-être des soignants est, plus que tout autre manquement à la qualité, extrêmement coûteux pour l'organisation et la collectivité. De quel levier dispose-t-on pour conduire un changement ? Comment ne pas épuiser les ressources humaines mais au contraire redonner du sens à chacun dans son métier ?

La première étape est de poser des éléments objectifs. Mesurer, d'abord et toujours. Puis dans le respect de la culture de l'entreprise, élaborer un plan d'action collaboratif. L'inventivité des salariés ou



Chaque vendredi, l'équipe se retrouve et reçoit un ou des invités, à l'occasion d'une « table ouverte » pour tester des menus.

des patients et résidents, l'innovation organisationnelle, des initiatives remarquables et duplicables, viendront nourrir une démarche RSO. Tout l'enjeu consiste à montrer qu'il ne s'agit pas d'un nouveau métier qui s'ajoute, mais d'une nouvelle manière de l'exercer. Enfin, il s'agira d'être un acteur de promotion en santé en direction de sa sphère d'influence interne à l'établissement comme externe.

SÉCURITÉ

Violences : protéger les personnels

Le ministère de la Santé parle de « accompagnement », là où il faut parler de « financement ». Cela veut-il dire que les établissements et les praticiens devront financer leur sécurité quand le tarif de leurs actes sont fixés d'autorité par l'État. Comment assumeront-ils de nouvelles dépenses qui leur seraient arbitrairement imposées pour se protéger si elles ne

sont pas budgétées et financées ? Les 75 millions d'euros annoncés par l'État « n'accompagneront-ils » que les établissements ou les praticiens les plus exposés ? Mais alors quels sont-ils ? Quels sont les critères d'éligibilité ? Si certains établissements sont sécurisés, cela conduira-t-il les autres à se distinguer comme cibles privilégiées ?

Des solutions évidentes

NATHALIE RONZIÈRE DIRECTRICE ADJOINTE DU CENTRE HOSPITALIER DE CANNES (06)



De sa fenêtre, la grande Bleue s'offre au regard. « C'est assez naturel d'être sensibilisés à l'écologie car nous vivons presque au bord de cet écosystème plus fragile que les autres », souligne Nathalie Ronzière. Le Centre hospitalier de Cannes ressemble à un splendide paquebot blanc vif, ancré à deux kilomètres de la mer Méditerranée. « D'autant plus que notre activité, en tant que promoteur de santé publique, avec 2 000 salariés, induit une pression forte et immédiate sur l'environnement : nous achetons beaucoup, nous consommons et rejetons beaucoup, des produits à usage

unique et des produits toxiques. » Dans cet établissement médical de premier plan, un mode de fonctionnement écologique ne va pas de soi quand il faut le conjuguer avec l'impératif de

la limitation des dépenses. À force de se confronter à « nos difficultés, nos lourdeurs et nos impossibilités », des solutions s'imposent comme une évidence. « Par exemple, pour

le lavage de nos sols, nous avons adopté le système des chiffonnettes MOPS, une fibre creuse ultra absorbante qui nécessite trois fois moins d'eau. Selon notre ingénieur ergonomiste, le lavage d'une pièce engage aussi trois fois moins de force physique, et nous nous prémunissons donc contre les troubles musculo-squelettiques. L'investissement coûte plus cher mais le chiffon est lavable et plus durable, donc on est gagnant sur tous les tableaux. » Une autre expérience menée prouve qu'un balayage plus régulier mais seulement une fois sur trois avec du produit désinfectant n'induit pas plus d'infections nosocomiales. Et tout est l'avenant selon Nathalie Ronzière qui impulse le changement depuis la direction mais qui adore voir les initiatives, qu'elle encourage, remonter de la base : « Cela vaut tout l'or du monde, 50 campagnes de communication interne ! » L'esprit « développement durable » se diffuse dans le paquebot avec plus ou moins de bonne volonté de la part des matelots ou des capitaines. Mais ce qu'il manque surtout, c'est un vent général plus porteur, regrette Nathalie Ronzière : « On ne se sent pas entraîné par une dynamique politique, on n'a jamais eu un mot sur le sujet du ministère de la Santé. »

« Notre activité, en tant que promoteur de santé publique, avec 2 000 salariés, induit une pression forte et immédiate sur l'environnement. »

POURQUOI JE M'ENGAGE

À la place de l'autre

JULIE BIA DIRECTRICE DE LA RÉSIDENCE DES HAUTES BRUYÈRES, BONSECOURS (76)



Voilà six ans que Julie Bia dirige un établissement pour personnes âgées avec la volonté constante d'améliorer son fonctionnement. Pour Julie Bia, placer ses 70 employés dans les meilleures conditions de travail est une « priorité » pour qu'ils puissent accompagner du mieux possible ces personnes dépendantes. Cela passe par le recrutement d'un personnel qualifié et la reconnaissance de leur compétence. « Travailler en gériatrie implique une vraie technicité » insiste cette directrice énergique et passionnée. « Tout le contraire d'une professionnelle qui débarquerait dans le secteur simplement parce qu'elle a eu à s'occuper d'une vieille tante malade.

« La bonne exécution du travail de l'un a des répercussions sur l'exercice du travail de l'autre. »

Non, il faut maîtriser un nombre infini de compétences : le personnel soignant doit savoir détecter une pathologie cardiaque, travailler avec des patients atteints de troubles du comportement, les sensibiliser à la nutrition, etc. »

Une règle qu'elle applique du haut en bas de la hiérarchie, du médecin ergothérapeute au personnel technique : « être à l'écoute est indispensable, il faut aussi savoir se mettre à la place des autres ». Pour une meilleure prise de conscience, l'EHPAD participe à chaque édition de la Journée internationale de la santé et de la sécurité au travail tous les 28 avril. Les rôles professionnels sont intervertis, dans la limite des compétences, afin d'offrir une « bouffée d'oxygène dans la routine du personnel » et d'offrir un regard sur le travail de l'autre.

Julie Bia avoue humblement avoir pris conscience de la dimension réelle de problèmes professionnels qu'elle jugeait auparavant minimes. Ces journées « vis mon travail » organisées, ont donné lieu à des *débriefings* constructifs qui ont considérablement fluidifié les rapports au travail et amélioré la productivité générale. La bonne exécution du travail de l'un a des répercussions sur l'exercice du travail de l'autre. Cela n'est certainement pas un luxe dans un secteur sensible, lié à la fin de vie, dans lequel le personnel s'investit autant sans compter ses heures.

INITIATIVES

HÔPITAL PRIVÉ NORD PARISIEN, SARCELLES (95)

Pas d'excellence sans bienveillance

Chaque nouveau soignant arrivant dans l'établissement est accueilli par un groupe de salariés. « *Je leur donne des clés. Les salariés travaillent en binôme et doivent parler la même langue. À l'Hôpital Privé Nord Parisien, nos valeurs humaines sont héritées du médecin fondateur, le Dr Benhamou. Nous recherchons en permanence l'excellence, la performance, et la bienveillance. Le bien-être au travail est une des conditions pour y arriver* », déclare Franck Paule, gestionnaire des risques en charge du développement durable de l'HPNP. Les experts visiteurs de la HAS l'ont bien noté en avril dernier lors des visites de certification et n'ont pas eu besoin de faire des investigations sur ce volet. « *On ressent bien cette atmosphère chez vous qui est profitable au patient, nous ont-ils dit. Nous avons atteint notre objectif!* »

Ne pas perdre cette dynamique

« *Tous les établissements ne s'engagent pas dans une démarche DD avec la même vigueur que nous ! Nous avons fait le choix d'être accompagnés par l'agence Primum dès 2009 en faisant un pari sur l'avenir.* » Toutefois, toutes les initiatives auprès des salariés n'ont pas le même succès, reconnaît-il. Ainsi le travail sur l'alimentation de nuit s'est essouffé, la réflexologie n'a pas trouvé preneur, à l'inverse, les séances d'ostéopathie ont plu. Les grandes campagnes sont quant à elle ancrées dans les esprits et les

pratiques, hôpital non-fumeur, lutte contre les perturbateurs endocriniens, réduction des gaz à effet de serre, cosmétiques bio, etc. « *En réalité, nous impulsions une nouvelle culture, celle de l'engagement citoyen dans un établissement privé.* »

VOLONTARIAT

Vers une vaccination personnalisée ?

144 soignants et médecins de l'HPNP se sont portés volontaires pour mesurer leurs dosages d'anticorps (sérologie vaccinale) concernant quatre vaccins, dont trois obligatoires en milieu hospitalier. Les résultats révèlent que 75 % des volontaires testés sont déjà immunisés. Une sérologie vaccinale

faite avant les rappels systématiques de vaccination ou avant de nouvelles vaccinations pourrait le démontrer. Si la vaccination ne fait pas débat, ne pourrait-elle pas être personnalisée quand chaque personne a son histoire vaccinale et sa réponse immunitaire propre, s'interroge l'équipe de HPNP ?



« Je travaille avec des collaborateurs qui veulent changer le monde »

EXPERTISE PRIMUM AHMED CHEPPIH, CONSEILLER DÉVELOPPEMENT DURABLE

Avec une activité 24/24 et souvent à flux tendu, le temps manque toujours. Celui du manager pour s'interroger sur le bien-être de ses salariés, celui des équipes pour s'arrêter sur le sens des tâches de chacun. « *Le salarié, la tâche, l'objectif ne sont jamais isolés, c'est un tout. Adapter les conditions de travail en vertu des trois piliers du développement durable, le social, l'économique et l'environnemental, est vraiment mon travail* », déclare Ahmed Cheppih, qualicien et ergonomiste à Primum. Les questions de bien-être et santé au travail sont pour Ahmed une vraie préoccupation dans le secteur de la santé. Il constate de plus le peu de contact avec la médecine du travail, malgré les préconisations



du plan santé au travail (PST 3). « *D'une manière générale, il faudrait faire tomber les barrières et réinstaurer du dialogue entre les directions et les salariés et d'autre part, remettre de la transparence, car je constate que tout le monde ne comprend pas forcément sa place dans la chaîne.* »

Les champs d'accompagnement sont vastes. « *Il faut avoir le coup d'œil juste et rapide et savoir répondre immédiatement à des questions pratiques et souvent récurrentes : est-ce que mon matériel est adapté ? etc. Également, les directions ont souvent besoin de notre avis neutre d'expert pour défendre leurs décisions ou justifier des investissements et pour lesquels nous menons des études de poste plus approfondies. Enfin, nous*

travaillons sur le changement des perceptions et des habitudes, pour diminuer des impacts mal connus et non maîtrisés. » Ahmed reconnaît souvent remplir une mission de médiateur, un rôle qu'il affectionne. « *Parfois un salarié a trouvé un produit moins toxique et sollicite mon avis pour faire un retour au manager ou vice et versa. J'amène des éléments objectifs. Et ça marche ! Les réussites sont le fruit d'un travail collectif de l'agence où nous avons inventé le concept de collègue collaboratif. Je travaille avec des collaborateurs qui veulent changer le monde, s'y consacrent et partagent avec moi leurs expériences de terrain et leurs expertises. En retour, je partage avec eux la réussite de mes missions.* »

RÉPONSES PRIMUM

Un audit en ressources humaines

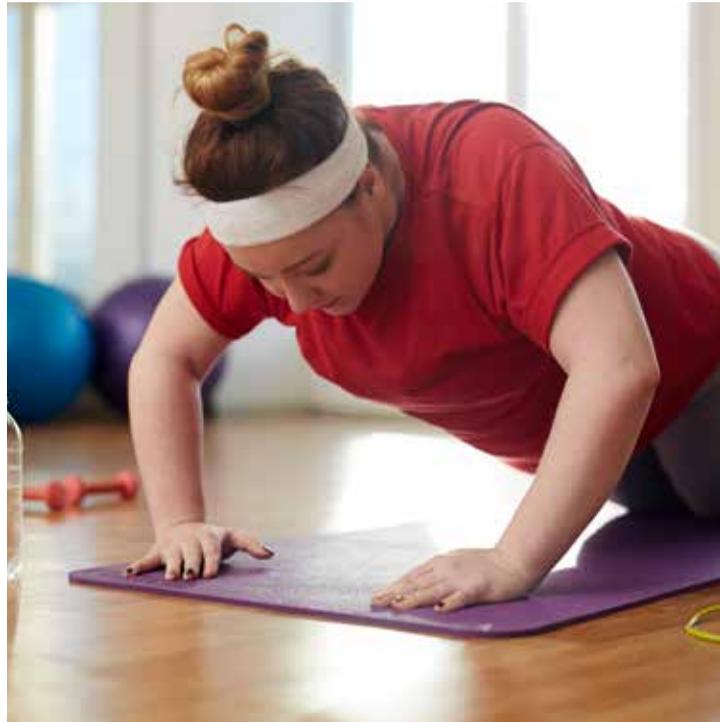
B2ST est un outil créé sur mesure par un groupe de travail pilote composé de personnels soignants, administratifs et de managers, encadré par l'agence. Les résultats sont présentés en 5 indices : l'indice « Bien-être » reflète le bien-être des salariés en associant leur vision de leur place dans l'entreprise et leur vision du fonctionnement de l'entreprise. L'indice « Climat social » apprécie l'ambiance, l'implication des salariés dans la vie de l'entreprise. L'indice « Stress » mesure le niveau de stress des salariés, des équipes. Le taux d'absentéisme permet à l'établissement de se situer en comparaison avec d'autres entreprises de mêmes activités. Les valeurs de l'entreprise sont une indication de la perception de l'entreprise par les salariés.

27 questions en ligne

Les réponses confidentielles sont agrégées par catégorie socio-professionnelle, par type d'établissement et par service.

L'observatoire de Primum Non Nocere dégage de grandes tendances

Des plans d'action sont déployés pour réduire les nuisances telles que la mauvaise qualité de l'air intérieur, les nuisances sonores, l'exposition aux champs électromagnétiques, etc. via des actions correctives, des campagnes de sensibilisation, des conseils prodigués par l'ergonome de l'agence en mission sur site. 40 % des répondants considèrent qu'ils n'ont pas les moyens d'évoluer dans leur métier actuel. 95 % considèrent être à leur place dans leur poste et leur environnement de travail. 92 % soulignent leur sentiment d'effectuer un travail de qualité.



Les séances de sport proposées aux salariés contribuent à leur bien-être, à la cohésion de groupe et à la santé.

90%

DES RÉPONDANTS DÉCLARENT VENIR TRAVAILLER AVEC PLAISIR.

68%

DES RÉPONDANTS CONSIDÈRENT QUE LEUR ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE PEUT NUIRE À LEUR SANTÉ.

97%

DES SALARIÉS SE SENTENT RESPECTÉS
97 % des répondants le sont de leurs collègues ; 94 % de leurs patients ou résidents ; 85 % de leur hiérarchie. 45 % des répondants sont prêts à changer d'établissement de santé si un poste équivalent se présentait.

Le travail est aussi une source d'inspiration.





12h

Pour consommer juste, nous mettons de la fraîcheur dans les vieilles habitudes.



Achats

Regarder de près, voir plus loin

Les achats sont la clé de voûte des impacts écologiques, économiques et sanitaires.

Aujourd'hui, l'humanité utilise l'équivalent de 1,3 planète chaque année. Si les sociétés modernes persistent dans leur mode de vie, en 2030, elles auront besoin de deux planètes pour subvenir à leurs besoins. Les achats sont une clé de voûte du changement. Acheter responsable, c'est prendre en considération dans les critères de choix d'un produit ou d'un service, la réduction des impacts environnementaux, la maîtrise des coûts dans la globalité du cycle de vie mais également la diminution des impacts sanitaires. Les achats, deuxième poste de dépense des établissements de soin pèsent 18 milliards d'euros chaque année, un levier considérable pour responsabiliser les professionnels de santé et les industriels. Réfléchir au cycle de vie global d'un produit ou d'un équipement requiert de s'interroger sur toutes les étapes de sa conception, de son utilisation, de son élimination ainsi que sur tous les coûts

annexes. Pour réduire les impacts massivement et durablement, il s'agira de partager les bonnes pratiques et surveiller les produits inutiles, ceux qui consomment trop de ressources naturelles, les produits contenant des substances toxiques et des perturbateurs endocriniens, ceux qui génèrent trop de gaz à effet de serre, ou encore trop de déchets. Il faudra accorder une attention toute particulière aux produits toxiques présents à l'hôpital, une véritable bombe à retardement tant pour les collaborateurs que pour les patients, en particulier les parturientes et nouveau-nés.

Que veut dire « ça coûte cher » ?

Des ampoules à LED sont certes plus chères, mais elles optimisent le temps de travail des agents d'entretien, réduisent la facture énergétique, suppriment les déchets et les risques sanitaires liés au mercure. Quel est le vrai coût d'un dispositif vapeur ou à électrolyse, dès lors qu'il divise par deux la quantité de produits



Économie circulaire

Elle s'intéresse aux flux et remet en question le système prévalant basé sur l'économie linéaire et les stocks : je prélève des ressources, je transforme, j'utilise et je jette, parce qu'il est arrivé au bout de ses possibilités.

chimiques, leur coût, leur transport, l'élimination des effluents liquides associés, la production massive des composés organiques volatils ? Des produits locaux en agriculture raisonnée sont-ils chers lorsque, bien cuisinés, ils apportent du goût, génèrent moins de déchets, moins de transport, demandent moins de pesticides et permettent de lutter contre la dénutrition ? Et quand véritablement « ça coûte cher », il y a toujours une solution en mutualisant les achats par exemple.

Il ne s'agit donc pas de rechercher le produit le moins cher en facial mais le plus juste au regard de sa démarche RSO, pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix. Acheter responsable redonne enfin toute sa place à l'expertise, à la vision des professionnels de santé qui achètent au plus près de leurs besoins et n'adaptent pas leurs pratiques aux achats réalisés.

Il n'y a que des solutions

La première étape consiste à réaliser une cartographie des achats pour matérialiser « qui achète quoi et à qui », puis à rédiger une politique d'achats responsables intégrant des critères de choix précis. Conçu par un groupe dédié, cette politique sera présentée puis partagée en interne par l'ensemble des acteurs des achats.

C'est sous la forme d'une charte que l'établissement partage sa politique d'achats avec ses fournisseurs et prestataires. Elle intègre l'évaluation des prestations et produits et permet à tous de parler la même langue. La norme AFNOR ISO 20400 permet de structurer cette démarche. L'engagement des prestataires en charge de la restauration, la blanchisserie, la maintenance du bâtiment, etc.,

à réduire leurs propres impacts est essentiel. Sensibilisés et/ou liés par contrat, l'engagement des sous-traitants a un effet sur toute la chaîne : chacun gagnera la satisfaction de ses parties prenantes tout en réalisant des économies. Enfin, il s'agira de contractualiser avec des centrales ou groupements engagés sans oublier de se former aux éco-labels.

La politique des « petits pas » dans les achats, encore plus qu'ailleurs, est la meilleure conseillère. Les freins sont nombreux mais principalement l'absence de formation initiale et continue et surtout le manque de temps à consacrer à la démarche. Pourtant, au final, les gains économiques, écologiques et sanitaires sont conséquents.

VIES MULTIPLES

Le multiples vertus du « retraitement »

Le « retraitement » qui consiste à donner des vies multiples à un dispositif médical (DM) qualifié d'usage unique par son fabricant fait reparler de lui dans le cadre du nouveau règlement européen. Interdit en France, ce procédé est autorisé depuis une vingtaine d'années aux États-Unis et en Allemagne, « *Et ça marche !* », nous explique Frédérique Perlier, directeur de projet au sein du groupe Capio et membre du CLAPS. « *Lorsque le coût des DM retraités est inférieur à 50 % des DM neufs, on comprend vite l'intérêt financier pour les établissements. Sans compter les économies faites sur les volumes de déchets.* » L'intérêt est aussi

pour le patient. Quand l'heure du choix de techniques modernes et coûteuses se présente, opter pour les meilleures, qui, retraitées seront moins coûteuses, est un bénéfice en termes de qualité des soins. « *Le reprocessing aurait également un impact positif sur l'emploi : plutôt que d'acheminer du bout du monde des DM, un circuit court de retraitement serait mis en place. Le bénéfice est tout autant environnemental : moins de transport et une préservation des ressources.* » Pour les dispositifs éligibles à ce procédé industriel, les exigences qualité sont telles que certains sont désormais marqués CE.

La trajectoire d'un philanthrope

RAPHAEL RUANO RESPONSABLE DU PROGRAMME « PHARE », MINISTÈRE DE LA SANTÉ



Rendre une partie de ce qu'il a reçu. Son altruisme, Raphaël Ruano le puise dans ses racines chrétiennes, au cœur de sa famille originaire d'Espagne, éduqué dans le respect et la générosité. Tout en pudeur, il évoque la maladie qui l'a frappé dans son entourage proche. Une épreuve qui l'a poussé à s'ouvrir aux autres. Lui qui se considère malgré tout comme « *un privilégié de la vie* » a gardé chevillée à l'esprit l'idée de redonner ce qu'il avait récolté. Sa vie professionnelle est scindée en deux, d'abord pilotée par le rêve

« Beaucoup pensent que le DD génère un surcoût, il est très difficile de démontrer qu'il induit en fait des économies, sauf si on accepte de prendre la problématique dans son ensemble. »

de travailler dans le domaine du spatial où il évolue en tant qu'ingénieur. En 2012, sa trajectoire bifurque vers la santé, un « *secteur noble sur le plan humain* » comme il le qualifie. Spécialisé dans le secteur

des achats, il supervise le programme « PHARE » depuis le ministère de la Santé avec une haute idée de sa mission : « *À travers les économies réalisées, moins de pression s'exerce sur les activités de soin et au final on rend service au malade* ». À son échelle, il contribue au service de santé français « *remarquable* » mais qui

balbutie dans le secteur des achats, avec « *une expertise en devenir* » qu'il contribue à façonner, fort de son expérience dans le secteur privé. Sa « *motivation permanente* » se nourrit au contact d'un secteur des achats hospitaliers, doté d'une « *très forte volonté d'évolution et de qualité d'énergie et de changement fort* ». Le développement durable est également un « *sujet noble* ». Servir les générations futures a toujours figuré en filigrane de l'action qu'il mène depuis juillet 2015 et qui va franchir un palier en cette année 2017. Armé d'une stratégie et d'une conviction – « *beaucoup pensent que le DD génère un surcoût, il est très difficile de démontrer qu'il induit en fait des économies, sauf si on accepte de prendre la problématique dans son ensemble* », – Raphaël Ruano veut progresser méthodiquement suivant une feuille de route précise. D'abord « *faire accepter une charte globale des achats hospitaliers au premier semestre* ». Ensuite, « *après avoir convaincu les dirigeants d'établissement, obtenir la mise en place dans chaque hôpital d'une personne de référence et élaborer un plan pluriannuel d'actions DD* ». D'ici la fin de l'année 2017, il espère que 80 % des établissements seront dotés d'un référent sur le sujet. Avec pour lui, à la clé, la satisfaction de rendre service au système de soins hospitaliers et donc à la société.

Acquérir les bons réflexes

VALÉRIE EYMET DIRECTRICE DE LA RÉSIDENCE MASSY VILMORIN, MASSY (91)



Ce fut une belle débauche d'énergie pour un combat de longue haleine. Renégocier le contrat de restauration de son établissement lui a coûté un an de négociation, de colères : suppression de l'huile de palme, de poissons des grands fonds, davantage de produits locaux. « *C'est ainsi qu'on s'aperçoit que de passer par le maraîcher du coin coûte beaucoup moins cher que de se fournir au marché de gros de Rungis* », commente

Valérie Eymet, qui n'a eu qu'à puiser dans son enfance pour acquérir les bons réflexes. « *Sans être baba-cools, mes parents avaient déjà le souci du bien consommer*

et fréquentaient le marché et jamais les supermarchés. Il ne leur serait pas venu à l'idée de consommer des tomates en décembre. Juste du bon sens et le respect des saisons », explique la directrice de la résidence. Sa destinée conditionne pour toujours son rapport à l'environnement et lui fournit un supplément d'énergie : « *Je suis une enfant du distillène. Ce qui m'a rendu allergique*

à plein de choses, au maquillage et aux bijoux. » Allergique et sensible à la nuisance des perturbateurs endocriniens, pour elle et pour les autres et des heures passées à lire les notices pour traquer la nocivité des produits. Chaque dossier est étudié sous son angle écologique et chaque décision est prise à l'aune du bien-être des patients.

Avec son énergie et ses convictions, Valérie Eymet a entraîné l'adhésion de ses 70 salariés mais les débuts se sont accompagnés de tâtonnements. « *On s'est parfois trompé, on a fait demi-tour et maintenant nous faisons appel à l'agence Primum Non Nocere.* » Le « respect », mot qui revient souvent dans sa bouche, qu'elle a pour ses résidents, a guidé cette optimiste forcenée vers les pratiques vertueuses. « *À 14 ans, on m'a annoncé que j'avais une malformation qui faisait que je ne pourrais jamais avoir d'enfant.* » Aujourd'hui, elle a deux filles à qui elle transmet ses valeurs « *en refusant pendant les soldes de leur acheter un joli manteau pas cher mais fabriqué au Bangladesh* ». Son espoir ? « *Je pense que les gens, dans ce monde qui marche sur la tête, vont finir par se poser les bonnes questions et que la somme des démarches personnelles vont finir par imposer des normes collectives bonnes pour la planète.* »

« Je pense que les gens, dans ce monde qui marche sur la tête, vont finir par se poser les bonnes questions. »

INITIATIVES

LABORATOIRES PIERRE FABRE

Le développement durable : actifs par principe

Pour ses deux branches d'activité, la dermo-cosmétique et la pharmacie, les Laboratoires Pierre Fabre utilisent 222 plantes et 419 extraits végétaux.

60 à 80 % des principes actifs utilisés par le secteur pharmaceutique européen proviennent d'une source hors UE, de Chine et d'Inde principalement. Mais les Laboratoires Pierre Fabre n'importent de ces 2 pays que 10 % de leurs actifs végétaux, préférant s'approvisionner à 68 % dans des pays fortement réglementés (UE, Suisse, USA et Japon). Les 22 % restants sont produits dans le Tarn. Séverine Roulet-Furnemont - directrice environnement et développement durable - précise : « *Nous avons des cultures en propre (200 hectares, en bio) dans le Tarn et une usine d'extraction des actifs végétaux à Gaillac. C'est assez unique. Nos produits finis sont fabriqués dans nos 7 usines françaises. Ce sont des process très intégrés. Nous cultivons dans le Tarn le mélilot, la matricaire, ou encore l'hélichryse italienne que l'on distille avec un alambic mobile. Les huiles essentielles sont une nouvelle filière que nous développons dans le Tarn.* »

Depuis 2010, la démarche « Botanical Expertise Pierre Fabre » est reconnue par le label européen EFQM (European Foundation for Quality Management) qui allie les thématiques de la qualité et du développement durable. « Botanical Expertise Pierre Fabre » se base sur 4 piliers : innovation, qualité et traçabilité

des extraits végétaux, préservation du patrimoine végétal et de la biodiversité, et respect des partenaires (agriculteurs, récoltants, fournisseurs). Pour produire les actifs végétaux, les parties de plantes qui se renouvellent sont privilégiées, et la mise en culture est toujours préférée au prélèvement de plantes sauvages. 95 % des plantes utilisées par le groupe sont cultivées sans traitement phytosanitaire chimique. Pierre Fabre a ainsi la maîtrise du process, depuis le champ jusqu'au produit fini. Pour produire ses médicaments anticancéreux, le groupe possède depuis près de 15 ans des cultures en propre à Madagascar, et fait vivre 2 000 familles via une entreprise d'une quarantaine de salariés. Cette forte démarche de RSE s'inscrit dans la pensée humaniste de Pierre Fabre, qui entendait développer l'entreprise « *en plaçant l'éthique pharmaceutique au cœur de l'action* ». Premier laboratoire pharmaceutique et dermo-cosmétique et première entreprise de plus de 10 000 salariés évaluée AFAQ 26000 en France, il obtenait un « niveau confirmé » dès sa première évaluation et a maintenant atteint le niveau « exemplaire ». Situation unique en France, 86 % du capital de l'entreprise appartient à la Fondation Pierre Fabre, reconnue d'utilité publique. Les profits sont réinvestis dans l'entreprise, puis des dividendes versés à la Fondation lui permettent de mener son action.



Conservatoire botanique
des Laboratoires Pierre Fabre

INITIATIVES

CAHPP ET CROIX-ROUGE FRANÇAISE

L'engagement de la chaîne d'achats

La Centrale d'achat hospitalière public privé (CAHPP) engagée dans une démarche de développement durable depuis 2009, intègre ses parties prenantes dans un objectif d'amélioration continue. « C'est l'objectif de l'indice vert que nous avons créé pour valoriser les industriels engagés. Apposé sur nos catalogues, il permet aux acheteurs désormais avertis, de responsabiliser leurs achats en choisissant des industriels ou des prestataires à fort indice vert. Nous espérons ainsi entraîner les différents maillons de la chaîne de santé à entrer dans un cercle vertueux », indique Yvon Bertel Venezia, PDG de la CAHPP.

Une démarche d'amélioration continue

Une dizaine de personnes travaillent au service achat de la Croix-Rouge française pour couvrir la majeure partie des besoins de 600 établissements. « La démarche en développement durable de la CAHPP nous intéresse beaucoup. Nous prenons en compte l'indice vert sur lequel nous attirons l'attention de nos clients internes en le valorisant sur notre portail intranet », déclare Valérie Silva-Prod'hom, responsable des achats à la Croix-Rouge, « nos financeurs, en majorité la puissance publique, attendent de nous des performances, c'est pourquoi nous menons un travail de co-construction avec la CAHPP et nos clients internes. » Le PDG de la CAHPP

précise pour sa part que « la progression est encore importante sur l'indice vert même si l'évaluation du cru 2016-2017 donne des résultats encourageants et envoie le signe d'un engagement des industriels autour de la RSE ». 217 fournisseurs et prestataires ont été évalués en 2017 (+23 %) mais de nombreux sont encore à convaincre à entrer dans cette démarche vertueuse. La CAHPP est elle-même entrée dans une démarche RSE et a atteint en 2017 le niveau « confirmé » de l'évaluation AFAQ Focus RSE Achats responsables. La centrale vise le 4^e et dernier niveau « expert » en 2020. Également, la Croix-Rouge avance progressivement dans une démarche RSE. Des indicateurs en développement durable sont intégrés dans les appels d'offres et toute entreprise avec un caractère social a la préférence de l'institution. Fini le papier ! Le logiciel d'approvisionnement est déployé et les bons de commande sont dématérialisés. Une dématérialisation des catalogues et des process de commande que la CAHPP a également mise en place. Par ailleurs, la Croix-Rouge travaille sur les contrats de restauration et apporte une attention prioritaire au gaspillage alimentaire, avec l'objectif de sensibiliser ses établissements. Une démarche qui s'installe dès les achats ! Enfin, la Croix-Rouge a déjà réalisé des audits énergétiques et travaille sur son empreinte carbone.



Yvon Bertel-Venezia, PDG de la CAHPP et Jean-Jacques Eledjam, président de la Croix-Rouge française

« Une plateforme de benchmark de 400 organisations de soins »

EXPERTISE PRIMUM THOMAS MONESTIER, CONSEILLER EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

La RSO verrouillée au corps, Thomas Monestier, ingénieur chimiste de formation, scanne les établissements de santé depuis cinq années. « Chez nos clients, nous travaillons sur tous les leviers d'un développement durable : l'énergie, les déchets, les transports, etc. mais ce qui me passionne au quotidien, c'est l'amélioration des organisations, du bien-être au travail, du maintien de l'autonomie et du mieux-être du patient, à laquelle nous assistons dans la durée de nos accompagnements. Nous n'hésitons plus à nous intéresser aux soins et à leur organisation, car nos clients attendent notre regard et nos expertises aussi sur ce volet-là. » Pourtant, Thomas reconnaît souvent partir de loin. « Au départ,



nous leur proposons du temps de réflexion sur des sujets qui ne les intéressent pas ou pour lesquels ils ne se sentent pas compétents. Pour que la décision descende du manager aux équipes, cela prend du temps et exige beaucoup d'écoute de notre part. Les équipes ont une idée très écologiste du développement durable, peu globale. Quand progressivement nous leur apportons des idées, ils ouvrent leur champ de réflexion, et là, nous savons que nous saurons être un vrai support pour eux. »

Les achats, clé de voûte de l'accompagnement

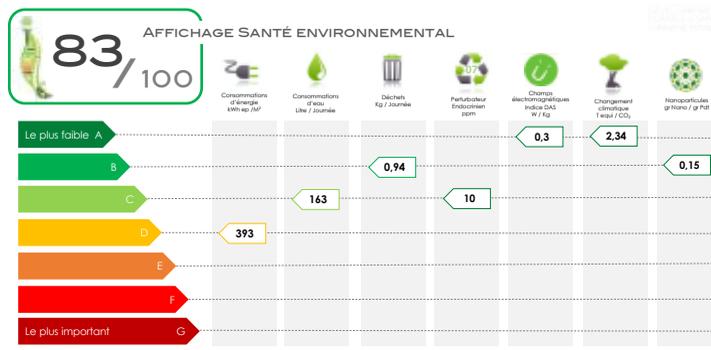
« La gestion des achats est vraiment le sujet pour lequel nous mettons un coup de pied dans la fourmière ! Je constate que le travail des acheteurs est trop

souvent en routine et consiste à indiquer un nombre d'unités de produit en face d'une référence. Or, il faut réfléchir à tout ce que l'on fait entrer dans un établissement. Ce temps-là, les équipes ne l'ont pas et c'est notre job d'être en soutien pour mieux gérer l'impact sanitaire, social et environnemental des achats. Au fond, on leur propose simplement de s'améliorer. » Thomas décrit une mission prioritaire d'écoute avant d'avancer un conseil, puis une solution éprouvée et duplicable. « Primum, c'est une plateforme de benchmark de 400 organisations de soins. Nous travaillons à la modélisation de l'innovation et des bonnes pratiques. Les nouvelles ressources humaines à l'agence nous permettent d'aller encore plus vite et plus loin, par exemple en faisant de la veille technologique. Sur les achats, tout reste encore à faire ! »

RÉPONSES PRIMUM

Affichage environnemental d'une journée d'hospitalisation

Et si demain l'empreinte environnementale de son séjour devenait un critère de choix pour le patient, la parturiente, le résident ? Dans l'esprit du Grenelle de l'environnement, l'agence Primum lance un nouvel outil qui permet à ses clients de témoigner de leur investissement dans le développement durable : un affichage environnemental.



L'indice vert de la CAHPP valorise les industriels les plus vertueux

« Par rapport à l'année dernière, la progression de l'engagement et des résultats est notable. Toutefois, 87 industriels n'ont pas atteint le niveau d'une labellisation et 58 % des industriels interrogés n'ont pas répondu au questionnaire. Cela nous laisse une marge de progression encore très importante », souligne Olivier Toma. « Nous expérimentons en 2017 un "indice vert certifié", véritable outil d'évaluation externe des fournisseurs et prestataires référencés. C'est le meilleur moyen de faire évoluer les fournisseurs, en les accompagnant par une expertise de terrain. »



16 industriels ont reçu le label A++ (20 en 2016). 74 % des industriels évalués sont labellisés A++.

44 industriels ont reçu le label A+ (38 en 2016). 16 % des industriels évalués sont labellisés A+.

70 industriels ont reçu le label A (35 en 2016). 32,3 % des industriels évalués sont labellisés A.

Diminuer l'impact carbone

La société Anios a modifié les compositions de ses produits de nettoyage pour intégrer de nouveaux composants à moindre impact carbone. Pour une planète plus propre !

Des jardins potagers sur site

L'Hôpital Privé Nord Parisien et son prestataire Sodexo proposent une restauration collective dont plus de 40 % des produits frais sont achetés en circuit court. Ils projettent de créer ensemble un potager afin de produire in situ une partie des fruits et légumes consommés. Primum Non Nocere accompagne 10 projets de jardins potagers en permaculture sur des sites d'établissements de soins.

Baisser la hauteur des distributeurs de papiers

Il fallait y penser ! Le Centre lillois de rééducation professionnelle a baissé de quelques centimètres les rouleaux de tissus essuie-mains. Résultat : 20 % d'économie de consommables. Une idée simple au croisement de l'ergonomie et l'économie.

Bannir le formol

Le LAB RSE, cellule de veille technologique de Primum Non Nocere, recense les fournisseurs innovants et vertueux, notamment ceux de dispositifs médicaux permettant de supprimer définitivement la présence de formol dans les établissements de santé.

www.labrse.primum-non-nocere.fr

RÉPONSES PRIMUM

L'électrolyse, une solution économique

La Clinique du Pré au Mans a opté pour un nettoyage avec un procédé d'électrolyse. Les économies ne se sont pas fait attendre : moins 63 % de coûts en produits d'entretien, soit une économie de 17 000 euros par an.

Revêtements de sol, dispositifs médicaux, cosmétiques et lait infantiles...

Quels sont les points communs entre ces quatre produits ? Ils sont tous utilisés dans les maternités. Des acheteurs, des centrales ou groupements d'achats les commandent mais n'arrivent pas à obtenir leur composition exhaustive. Il est ainsi impossible de connaître les ingrédients présents dans les laits infantiles. Puis, ces quatre familles de produits peuvent contenir des phtalates, des perturbateurs endocriniens qui ne devraient jamais être rencontrés dans des maternités, ni au sein d'établissements de santé. Enfin, des lobbies particulièrement bien organisés défendent les intérêts des producteurs de ces produits. Primium Non Nocere travaille sur le sujet !

Des autoclaves malins

Savez-vous que la quantité d'eau utilisée par cycle de lavage varie, selon le fournisseur, de 1 à 5 ? Le CHU de Rouen a fait l'acquisition de 3 autoclaves économes en eau. Un surcoût de 5 000 euros par appareil, mais *in fine* 5 000 m³ d'eau économisés et un gain de 19 000 € par an.

- 63 %

La Clinique du Pré au Mans a opté pour un nettoyage avec un procédé d'électrolyse. Les économies ne se sont pas fait attendre : une économie de 63 % des coûts en produits d'entretien, soit 17 000 euros par an.

Zéro

Comment atteindre 0 % de perturbateurs endocriniens et nanoparticules dans les matériaux et 0 % d'émission de composants organiques volatils ? En intégrant ces critères lors de l'achat ! *In fine*, cette approche permet de réduire l'apparition de maladies émergentes.

Améliorer la santé-sécurité au travail

Ça coule de source ! Les ASH du CH de Cannes nettoient les sols à l'aide d'un équipement en microfibre, et utilisent simplement... de l'eau. À efficacité équivalente, ce changement de pratique a de nombreux bénéfices : réduction significative du risque de chute sur sol glissant, diminution des troubles musculo-squelettiques liés au transport des produits, et une réduction du nombre d'arrêts de travail (58 800 euros économisés en 2 ans).

Des photocopieurs innovants

Les technologies avancent, il faut les surveiller. La nouvelle génération de photocopieurs n'utilise plus de consommables, divise par trois la consommation énergétique par rapport à la génération précédente et, cerise sur le gâteau, n'émet plus d'ozone.

Déshydrater les déchets

Ça déborde ! Les déchets fermentescibles sont volumineux. Acheter un déshydrateur broyeur de déchets permet de diviser par 5 la masse de biodéchets à traiter. À la clé : gestion poids plume des déchets et factures allégées.

Cuivre ou laiton

Les CH de Rambouillet et d'Amiens ont opté pour des poignées en cuivre, qui limitent les infections nosocomiales manu-portées. Un revêtement composite antibactérien contenant 92 % de poudre de cuivre donne les mêmes résultats. Les poignées en laiton réduisent également significativement la présence de bactéries par rapport à l'inox.





13h

Nous transformons la matière grise en matière verte. Notre marotte : trier et valoriser les idées.

Déchets

Poubelle mon amour...

Comment transformer les déchets des uns en ressources pour d'autres ?

Des artistes font des déchets la matière première et parfois même le propos politique de leurs œuvres. Lorsque l'agence Primum Non Nocere remet ses trophées, les statuettes sont créées symboliquement à partir d'objets recyclés tout comme les meubles et luminaires de ses bureaux, qui éclairent les tâches de chacun avec un sens nouveau. Les sociétés opulentes questionnent leur consommation à l'aune de leur production de déchets. Sur ce sujet, le bon sens et l'inventivité des professionnels de santé sont de retour !

Des infirmières de bloc opératoire de la clinique Pasteur à Toulouse décident de ne plus jeter les dispositifs médicaux à usage unique en métal précieux, inventent le process de tri, recherchent la filière adhoc de recyclage et génèrent des ressources financières pour leur organisation. L'association les « P'tits doudous du CHU de Rennes » collecte et recycle

des câbles de bistouris électriques pour financer des « doudous » aux enfants hospitalisés et développe des jeux interactifs pour améliorer leur parcours de soins. Des résidents âgés racontent à leurs jeunes soignants combien le sens de « gagner son pain » les a structurés au cours de leur vie. En retour, les professionnels de santé se lancent dans une réflexion sur le gaspillage alimentaire. « *Ce ne sont pas seulement de belles histoires mais le point de départ de l'engagement des établissements sanitaires et médico-sociaux* », déclare Olivier Toma, fondateur de Primum Non Nocere.

Les observatoires menés par Primum montrent qu'un établissement exerçant une activité de médecine, de chirurgie et d'obstétrique produit 1,16 kg de déchets par patient et par jour (certains établissements jusqu'à 5 kg). Par ailleurs, l'opération de « la grande pesée » pilotée avec l'Ademe et le C2DS dans la région Midi-Pyrénées révèle un gaspillage ali-



Matière résiduelle

Les canadiens nomment « matières résiduelles » ce que nous nommons « déchets ». En France, nous évoquons la quantité perdue (dans l'usage d'un produit), au Canada, la quantité restante. Un détail lexical ? Ou une vision différente ?

mentaire d'environ 200 g et financier de 0,68 euro par repas. Ce sont 81 tonnes de pain qui sont ainsi jetées chaque année par les 113 établissements de santé participants.

Et si l'on mettait l'argent ailleurs que dans nos poubelles ? Le coût financier est colossal pour les organisations, il est majeur pour la planète au regard par exemple du « 7^e continent de plastique » qui flotte sur l'Océan Pacifique. Pour les nombreux soignants qui trient déjà leurs déchets à leur domicile, ne pas poser sur la table la question de la gestion des déchets dans le secteur de la santé est incohérent.

Le nez dans ses poubelles

Le secteur de la santé génère plus de 51 types de déchets différents. Il y a seulement dix ans, seuls deux étaient traités, les déchets assimilés aux ordures ménagères (DAOM) et les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DAS-RI). Aujourd'hui se sont 15 déchets en moyenne qui sont traités, et les organisations les plus engagées en traitent jusqu'à 40. La réglementation est proluxe à ce sujet et encadre les risques.

Investiguer ses poubelles est une première étape qui permet d'identifier sa propre production de déchets et d'en connaître la nature et le volume exacts. Mesurer, c'est aussi se benchmarker et apprécier ses forces et faiblesses. La deuxième étape consiste à bâtir un plan de réduction et de revalorisation des déchets (fermentescibles, métaux, papiers, etc.) et de suivi du gaspillage, en considérant le contenant et le contenu. Ce travail permet immédiatement de réduire la taxe d'enlèvement des ordures ména-

gères. Le choix du mode d'élimination des déchets sera déterminant, comme celui d'opter pour une banalisation sur site. Enfin, la formation continue des équipes est un gage de réussite dans le temps. Dès lors, les économies peuvent représenter 10 % du budget annuel du traitement des déchets.

Les économies indirectes résident dans la réduction des transports et des impacts en CO₂ qui sont également taxés. Elles sont la base d'une économie circulaire qui permet, en revalorisant les déchets des uns, de fournir des matières premières à d'autres. La solution réside dans une réflexion en amont sur des achats responsables et sur l'innovation organisationnelle des prises en charge des patients ou résidents, sans oublier au final, que les meilleurs déchets demeurent ceux que l'on ne produit pas.

À l'agence, les meubles sont fabriqués à partir de matériaux recyclés.



Une croyance positive

MARIE-THÉRÈSE CHARRA DIRECTRICE DE L'EHPAD JEAN-ANDRÉ LAUPRÊTRE, CHALON-SUR-SAÔNE (71)



C'est l'initiative d'un résident qui a initié le changement. « C'était en 1999 ! » se souvient Marie-Thérèse Charra « et cet homme, amoureux de la nature et des oiseaux, a demandé à ce qu'on instaure le tri des déchets dans la résidence. Moi qui le pratiquais à la maison, je n'aurais pas osé le proposer sur mon lieu de travail, de peur de passer pour quelqu'un qui se disperse avec le superflu ! » Avec le recul, ce changement de pratique est en fait entré en résonance avec les valeurs qui la guident, celles inculquées dans son enfance. « Je viens d'un milieu modeste et rural. Mes parents

avaient une toute petite exploitation agricole dans les Vosges, quelques vaches et des volailles, c'étaient de vrais amoureux de la nature. J'ai eu la chance qu'ils me transmettent les valeurs de respect, de l'humain et de son environnement.

Depuis toute petite, cela m'a toujours horripilé de voir des gens jeter des papiers dans la rue ! » Dans sa maison de ville, son hobby favori est le jardinage et dans la vie, elle cultive une croyance positive :

« Les vieilles générations peuvent diffuser la bonne parole, à condition que la société réapprenne à les écouter. »

« celle que la personne peut toujours évoluer si on l'accompagne et si elle en a envie ». Cette initiative en a généré d'autres et les 18 résidents se retrouvent associés à la vie de l'établissement, à partager les décisions : « ils ont leur mot à dire si on doit changer le lave-vaisselle, si on fait le choix d'un modèle plus coûteux mais moins énergivore et qui va durer plus longtemps ou alors d'une machine moins chère qu'il faudra changer dans 3 ans ». Une démarche menée avec les moyens du bord car le budget de la maison Lauprêtre est limité, c'est une association loi 1901 qui ne peut dégager de bénéfices. Dans le fonctionnement de l'institution, « entre les différentes personnalités, on essaie de les regrouper autour de valeurs communes qui sont en fait des valeurs humaines ». Marie-Thérèse Charra plaide pour que l'humain reste au centre de la vie. « Il faudrait arrêter de considérer les personnes âgées comme étant à la charge de la société. Elles veulent rester utiles et le sont d'ailleurs quand elles transmettent les valeurs de respect à nos jeunes embauchés. Ce sont des jeunes, des contrats aidés que nos résidents aident, afin qu'ils acquièrent de la confiance. Les vieilles générations peuvent diffuser la bonne parole, à condition que la société réapprenne à les écouter. »

INITIATIVES

CLINIQUE PASTEUR À TOULOUSE

À vos platines !

Écouter le terrain, toujours. C'est ce que fait Olivier Collet, responsable technique de la clinique. En l'occurrence, c'est l'équipe soignante du service de rythmologie cardiaque qui a lancé l'idée : pourquoi ne pas trier et valoriser les embouts en platine des sondes à usage unique utilisées pour les examens cardiaques ? Le platine, ce métal précieux jusqu'alors jeté avec les DASRI. Olivier Collet a cherché la solution, et c'est en Grande-Bretagne qu'il l'a trouvée. C'est là que les embouts triés dans le service de rythmologie sont désormais retraités.

L'incubateur de start-up, Hilab, implanté au cœur de la Clinique Pasteur, accueille déjà 10 entreprises.

Les 5 000 sondes utilisées chaque année permettent de récupérer un à deux kg de métal. Une aubaine pour la clinique, qui, grâce au discernement des salariés, réalise 30 à

40 000 euros d'économies annuelles. La clinique voudrait aller plus loin. D'abord, en trouvant un nouveau prestataire, pour créer une filière locale. Un étudiant en doctorat, auteur d'un mémoire sur la valorisation des déchets, s'est rapproché de la clinique. Il a pour projet de créer une start-up spécialisée, et la clinique – dont l'incubateur de start-up « Hilab » accueille

déjà 10 entreprises au sein de l'établissement – l'accompagne. Ensuite, la clinique réfléchit à d'autres dispositifs qui pourraient être valorisés, comme les guide-fils.

Aller plus loin, et voir plus grand

Dans un établissement de santé, il y a tant de nouveaux champs à explorer. Si le développement durable s'est d'abord appuyé sur les convictions personnelles des salariés, habitués à trier les déchets chez eux, la Clinique Pasteur a su lui donner une autre envergure. En prenant ses fonctions en 2011, le directeur de la clinique affirmait déjà : « *Un établissement de santé doit être exemplaire.* » Pour celui qui voulait « *s'engager sur des choses concrètes, ne pas faire de marketing vert* », les résultats obtenus et l'implication des salariés sont un réel succès.

Avec des équipes prêtes à faire bouger les lignes, à modifier leurs habitudes pour donner du sens à leurs pratiques, et une direction qui impulse et donne carte blanche aux innovations, la clinique est devenue un modèle. 28 filières de tri, un jardin potager bio sur le toit pour fournir la cuisine, du compost produit à partir des biodéchets de la clinique, des bâtiments BBC, etc. Les performances environnementales de la Clinique Pasteur lui ont permis d'obtenir, à nouveau, la certification EMAS.

INITIATIVES

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES (59)

La juste assiette

Soixante personnes référentes portent la démarche EMAS de l'établissement qui détient depuis début 2017, le précieux enregistrement européen.

« C'est une démarche structurante et fédératrice, en fait citoyenne ! Nous ne connaissions pas ces salariés que nous découvrons très sensibles. Cet engagement leur donne une mission valorisante parallèle à leur travail », note Stéphane Ruyant, directeur qualité et responsable développement durable. Pour l'heure, la direction DD créée en 2011, a priorisé la réduction des biodéchets et leur valorisation par la méthanisation.

« Avec 30 à 40 % de nourriture produite et jetée, nous avons décidé de réagir bien en amont des obligations réglementaires, dès 2015. Nous avons créé une filière de tri dans les services à partir des repas des patients, puis au niveau du self du personnel », précise Olivier Menard, en charge de la démarche au sein des cuisines. L'enlèvement des biodéchets est moins cher mais le tri est coûteux en temps. « C'est une opération neutre au final, mais une très belle action pour la planète », reconnaît-il.

Comment séparer les déchets alimentaires du reste des autres déchets ou différencier ce qui est produit en trop ? Avec 10 000 plateaux jour, l'exercice n'est pas aisé. « En produisant quatre jours pour distribuer sept jours, nous travaillons sur du prévisionnel. Les produits non consommés peuvent être placés dans un frigo et revendus aux personnels à des prix intéressants. Nous pouvons aussi

diminuer notre production et faire baisser celle des biodéchets en ayant une meilleure coordination avec les plannings opératoires. Nous pouvons ajuster la production à la demande, de même les quantités aux besoins réels. Par exemple, les repas servis dans notre EHPAD sont beaucoup trop copieux pour des personnes âgées. Cela implique un travail minutieux sur les grammages avec les diététiciennes, le CLAN, les médecins et les familles.

C'est une démarche structurante et fédératrice, en fait citoyenne.

De même, nous lançons des produits 'piécés' pour éviter les assiettes qui débordent au self du personnel. Ainsi, une première estimation montre que nous sommes maintenant à 20 % de déchets alimentaires », explique Olivier Menard.

Autant d'expérimentations dont les effets sont mesurés, et avec six mois de recul, actuellement analysés. Au bout du compte, trois fois par semaine, les biodéchets sont acheminés au centre de méthanisation et EDF achète la totalité du gaz produit. Fort de cette expérience, l'équipe va travailler sur la réduction en général des déchets et des consommations (énergie, eau, gaz, transports, etc.), et s'engage dans une vaste campagne de sensibilisation à des éco-gestes. « Nous sommes dans une démarche continue. Nous savons que nous avons encore beaucoup de travail. Il faut adapter la juste mesure aux justes besoins », conclut Stéphane Ruyant.



Une proposition au self du CH de Valenciennes à l'occasion d'Octobre Rose.

« Ce secteur est exceptionnel, il est humainement très fort »

EXPERTISE PRIMUM FABRICE GUICHET, DIRECTEUR

Fabrice Guichet est l'un des piliers de l'agence, présent dès le départ de l'aventure en 2009. Il verrait bien l'agence travailler demain en direct avec le ministère de la Santé pour « faire avancer les choses » lance-t-il. « Ce secteur est exceptionnel. Il est humainement très fort ». Soignant pendant 15 ans dans un établissement de santé exerçant une activité de médecine, de chirurgie et d'obstétrique, il connaît la musique. « Ma connaissance de l'intérieur est une énorme force. Je parle la langue des professionnels de santé, j'en connais tous les gestes. J'anticipe les réticences et identifie les freins car très simplement, j'étais à leur place avant. » Pour Fabrice Guichet, la

grande valeur ajoutée de l'agence est bien cette connaissance du terrain. « Quand je vois nos concurrents parfois prendre des notes, je réalise combien, la santé est notre univers naturel. Sur la question des déchets, nous sommes plusieurs à l'agence à comprendre au premier coup d'œil sur quelques points stratégiques, dans quelle direction il nous faut aller. »

L'expert est au bout du fil.

Primum office® est une plateforme RSO en ligne puissante, conçue spécifiquement pour répondre au secteur de la santé. « L'outil permet de colliger et analyser



toutes les informations de nos clients nécessaires pour bâtir un plan d'action. Nos recommandations, élaborées par un vrai être humain et de surcroît expert et non par un algorithme, sont individualisées, tout est là. Nous bénéficions d'une expérience accumulée désormais de plusieurs années, un savoir formidable dont nous faisons bénéficier nos clients. Il faut juste avoir envie, et l'histoire fait son chemin... »

RÉPONSES PRIMUM

Banaliser ses DASRI sur site

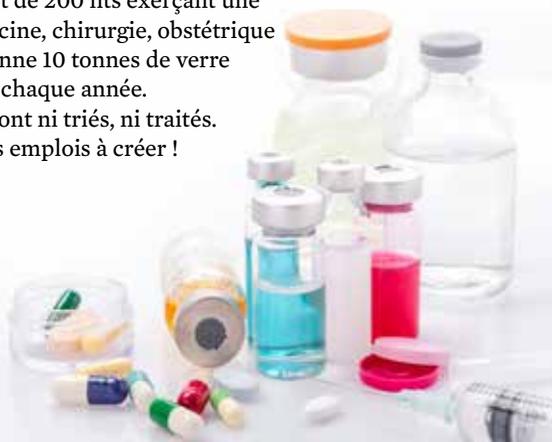
Le Centre Léon Bérard a choisi la société ECODAS pour mettre en place la banalisation des DASRI puis des DAOM. Les gains de cette opération sont nombreux. D'un point de vue environnemental : réduction de 80 % du volume des déchets, réduction de 90 % de l'enfouissement des DASRI, suppression des rejets polluants, suppression de 208 rotations de camions par an. D'un point de vue de la qualité de vie et la sécurité au travail : suppression du tri des déchets dans les salles de soins et les laboratoires, et arrêt des manipulations directes des DASRI par le personnel. Enfin, d'un point de vue financier : une économie annuelle de 172 460 euros en prenant en compte l'amortissement de l'équipement. Le CHU de Limoges a également mis en place cette technique innovante.

DASRI ou DAOM ?

Les diagnostics de l'agence Primum Non Nocere démontrent que 30 % des DASRI sont en réalité des DAOM. Suite à un diagnostic réalisé par l'agence, le CHU de Nîmes économise 120 tonnes de DASRI par an. 47 types de déchets sont triés et 35 sont tracés.

Du verre plus vert : un marché à développer !

Un établissement de 200 lits exerçant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique produit en moyenne 10 tonnes de verre médicamenteux chaque année. Ces déchets ne sont ni triés, ni traités. Une filière et des emplois à créer !



51

PRIMUM NON NOCERE PROPOSE POUR SES CLIENTS 51 FILIÈRES DE DÉCHETS, TRIÉS ET TRACÉS.

32 000 €

C'est le gain obtenu par la Clinique Pasteur à Toulouse, en récupérant la partie en platine des 5 000 sondes à usage unique utilisées chaque année pour des examens cardiaques.

Le CH de Cannes a identifié une dizaine de producteurs de dispositifs médicaux à usage unique contenant des métaux rares ou précieux, comme l'or, le platine ou le cadmium.

Le système ECODAS pour la banalisation des DASRI.



Les aliments ne partent plus à la poubelle

La Maison Saint-Joseph de Jasseron (01) a pour chaque résident divisé par cinq les déchets alimentaires journaliers, qui passent de 300 g à 60 g. Sans modifier les grammages des assiettes !

Filières de tri : le livre des records !

40 pour la Clinique du Pré au Mans, 35 pour le Groupe E4 à Montpellier, 35 pour la résidence La Martégale à Montpellier, 24 pour le CH de Cannes.

Eau

Ça coule de source

L'eau est un des biens les plus précieux, c'est une ressource épuisable consommée pourtant sans compter.

Avec une consommation de 450 litres/patient/jour, l'hôpital est un grand consommateur d'eau. Plusieurs causes à cela : l'hygiène, la lutte contre les infections nosocomiales, la stérilisation, l'hôtellerie, la blanchisserie, les espaces verts et des activités spécifiques comme la dialyse. La question de la consommation d'eau potable ou non entrante se pose, mais celle de la gestion des effluents sortants également. Le bon sens enseigne que réduire sa consommation d'eau permet à la planète de renouveler ses ressources. Outre ce coût environnemental évident, l'eau pèse lourd dans les budgets des établissements sanitaires et médico-sociaux. Si à Québec et en Islande où l'eau est gratuite, les robinets sont grands ouverts, partout ailleurs où l'eau est coûteuse, la réduction de sa consommation s'impose. Le CH de Cannes l'a bien compris et économise chaque année l'équivalent d'une piscine olympique.

Il en va de l'eau comme de l'énergie, optimiser sa consommation requiert du temps, de l'expertise et un processus : cartographier et mesurer les consommations tout d'abord, élaborer un plan d'action ensuite, en mesurer l'impact et soutenir une dynamique d'amélioration continue enfin. Pour cela, une bonne connaissance du fonctionnement des bâtiments et de la vie des services et la présence de sous-compteurs sont nécessaires pour réaliser un état des lieux et produire un ratio en m³ par journée d'activité et par service. La douche des chiffres est souvent froide.

Les solutions techniques éprouvées sont nombreuses et bénéficient d'un retour sur investissement rapide : observance des fuites, économiseurs d'eau installés sur les robinets, chasse d'eau double flux, récupération d'eau de pluie, branchement des fontaines d'eau sur le circuit d'eau potable, traitement des eaux grises, récupération des eaux de pluie, etc. Il s'agira ensuite d'observer les modes de

NUISANCES **Un indice suédois à importer**

L'indice PBT suédois classe les médicaments selon leur persistance dans l'environnement et leur bioaccumulation et toxicité dans les organismes aquatiques. Il permet aux professionnels de santé de prescrire, à efficacité égale, les médicaments les moins impactants pour l'environnement.



14h

Nos idées sont fluides
et rafraîchissantes.
À consommer sans
modération !

consommation de chacun et s'engager dans un travail de sensibilisation des équipes et des patients/résidents à des écogestes. Changer d'attitude pour ne pas assoiffer la planète !

Gérer ses effluents

Le saviez-vous ? Neuf litres d'eau sont nécessaires pour produire un litre d'eau minérale. Intégrer la consommation d'eau tout au long du cycle de vie d'un produit ou d'un équipement comme critère dès la décision d'achat est un atout. Par exemple, blanchisserie ou autoclave moins « aquavores » existent déjà et de nouveaux équipements innovants apparaissent. Élaborer une charte de bonnes pratiques avec les fournisseurs et prestataires est un levier puissant pour aller plus loin.

Si le secteur sanitaire est en passe de réussir sa révolution de la gestion des déchets solides, il découvre celle des effluents. La concentration de produits toxiques dans les effluents, compte tenu de la dilution, est faible mais à terme, ces rejets pourraient poser un problème avéré de santé publique. L'agence Primum Non Nocere, entreprise politique, rappelle aux décideurs en santé l'urgence de développer des partenariats avec l'industrie pharmaceutique, les gestionnaires d'eau et les établissements de santé pour appréhender le problème dans sa globalité. Réduire la quantité d'effluents liquides, cela revient à réduire les impacts sur l'environnement et optimiser les dépenses. C'est en soi, un geste de santé publique. Des infimes gouttelettes de pluie anodines à préserver.



Chez Primum ne pousse pas que des idées !

Traquer les polluants

CORINNE BROCHET RESPONSABLE QUALITÉ ET GESTION DES RISQUES, GROUPE NOALYS (69)



L'équipe de la clinique pose fièrement pour la photo autour de l'ancienne ministre de la Santé, Roselyne Bachelot. Son travail de longue haleine contre les perturbateurs endocriniens est récompensé par un prix « coup de cœur » des trophées de l'hospitalisation privée. Un sujet d'actualité qui prend une acuité encore supplémentaire dans cette maternité, la plus importante en région Rhône-Alpes avec 3 700 naissances annuelles. La contamination fœtale par l'exposition aux produits chimiques peut modifier l'expression des gènes du fœtus et conduire au développement de maladies à l'âge adulte. En pointe pour l'information des patientes, cet hôpital vient d'ouvrir une consultation *nesting*. « *L'idée est d'expliquer aux mamans quels types de produits elles doivent impérativement éviter pour une croissance saine de leur enfant* », développe Catherine Brochet qui veut mettre à leur disposition des corbeilles de fruits issus de l'agriculture biologique. C'est cette femme dynamique à l'accent chantant de Narbonne qui porte ce projet au sein de l'établissement du groupe Noalys. Elle trouve une « *satisfaction intellectuelle à*

remettre les pratiques à plat », là où d'autres se plaindraient du défi permanent de la mise aux normes. Le diable se cache dans les détails. De la mallette délivrée aux mamans quittant la maternité aux gobelets de la machine à café, la présence de bisphénol A et de phtalates a été traquée. Le matériel médical en contact direct avec les nouveau-nés par exemple est choisi avec attention et les soins autour du change des bébés sont fait uniquement à l'eau. Les peintures choisies pour rénover le bâtiment sont des peintures végétales, sans aucun dérivé du pétrole. Il aura fallu lutter contre la force de l'habitude et les pesanteurs administratives pour mettre en place les outils efficaces. « *Nous avons mis sur pied une base de données de signalements des événements indésirables. Les personnels avaient peur qu'on les taxe de délation mais maintenant qu'ils ont compris, grâce à nos campagnes d'information, l'effort à faire pour le bien commun, c'est rentré dans l'usage.* » Convaincre, communiquer, innover : une deuxième nature pour cette adepte du principe « *un corps sain grâce à un environnement sain* ». Une logique pure dans le biotope délicat d'un établissement qui donne la vie.

INITIATIVES

CHRU DE LILLE

Économiser une ressource rare

Le CHRU de Lille, au cours des dernières années, a obtenu trois awards du développement durable dont un sur la thématique de l'eau en 2011. Avec plus de 20 km de canalisation et une consommation annuelle de 430 000 m³, la Eau est une affaire sérieuse. « Dès le début des années 2000, nous nous sommes engagés dans une politique de rationalisation de la consommation d'eau et avons réduit celle-ci de près de 40 %. Nous nous situons dans une fourchette plutôt basse du secteur avec une consommation moyenne de 570 litres par journée d'hospitalisation », précise Philippe Van de Woestyne, directeur qualité, risques, vigilances et développement durable du CHRU.

Un robinet qui goutte : 100 litres par jour

Les leviers sont bien identifiés. « Nous avons tout d'abord agi sur les process techniques. Par exemple, la refonte des process de la blanchisserie a permis, en 5 ans, de diminuer la consommation d'eau de 30 %. De même, nos nouveaux projets respectent le référentiel HQE certifiée, et notamment la cible 5 sur la Eau. C'est le cas du nouveau bâtiment pour les soins en addictologie (FONTAN 2), de l'unité hospitalière spécialement aménagée pour les détenus ou de la nouvelle stérilisation StériNord. » L'équipe technique traque en permanence les gaspillages grâce au logiciel « Noé » qui suit en « télérelève » 24h/24 les

consommations d'eau. « Dès qu'une fuite est détectée, le système alerte, par mail et SMS, les agents de maintenance qui se rendent immédiatement sur place. Notre process s'affine avec le déploiement de nombreux compteurs et sous-compteurs d'eau dans nos établissements. »

L'affaire de tous

« Réduire la consommation d'eau, c'est également agir sur nos comportements au quotidien. » Aussi, le CHRU s'est lancé dans un travail de sensibilisation à des écogestes à destination de ses 15 600 professionnels, mais également de ses usagers. Une communication soutenue par un guide, un internet et intranet dédiés et des grands événements pour modifier progressivement les pratiques de tous. Grand succès, en 2016, plus de 1700 professionnels et usagers ont participé aux différents stands et animations de la Semaine européenne du Développement Durable. « Au final, il nous faut conjuguer notre volonté de rationaliser nos consommations tout en maîtrisant de façon optimale l'ensemble de nos risques. Pour cela, il convient de construire des organisations basées sur l'approche participative de tous les acteurs. Au CHRU, c'est une direction unique. L'eau est intégrée à une vraie politique de développement durable globale portée par l'institution et en lien avec nos partenaires régionaux. C'est une cohérence d'ensemble. »



« L'eau, sang de la terre et support de toute vie », citation de Viktor Schauberg, naturaliste et philosophe autrichien, a inspiré Philippe Van de Woestyne dans toute sa démarche.

EHPAD SAINT-JOSEPH, JASSERON (01)

L'eau dans tous ses états

Dominique Gelmini est un directeur foisonnant d'idées, prêt à en découdre mais le regard fixé sur son budget. « *Avec les salariés motivés par notre démarche en développement durable, nous avons priorisé les actions sur lesquelles nous attendions des résultats rapides* », déclare-t-il. Revisiter la chaîne de gestion de l'alimentation a ainsi permis, non seulement d'améliorer la qualité, mais aussi d'économiser 40 000 euros par an. Une somme immédiatement réinvestie dans des actions d'économies d'énergie. Entrer dans ce cercle vertueux est bien la motivation de la direction qui, malgré de nombreuses oppositions, décide de récupérer l'eau de pluie. « *Il a fallu se battre. On me disait que c'était interdit, impossible. Pourtant aucun texte réglementaire ne l'interdisait* », se rappelle-t-il. Une citerne enterrée de 22 m² est donc installée pour récupérer les eaux de pluie. Ces eaux, récupérées par trois systèmes de filtration, sont destinées aux toilettes. Quand la citerne est vide, le réseau habituel prend le relais. Et cela fonctionne bien : 500 m³ d'eau par an sont gagnés, ce qui représente 6,8 % de la consommation globale. « *On peut dire que c'est peu, mais ce n'est pas anodin. C'est surtout une nouvelle philosophie du travail.* »

Par ailleurs, l'établissement Saint-Joseph est allé chercher l'agence régionale de l'eau

pour développer l'utilisation d'appareil à vapeur. Réponse positive de l'agence qui lui délivre subventions et conseils d'achat des équipements. Sur le terrain, pour chaque innovation un ou des salariés sont nommés responsables. « *Il faut que chaque projet vive, au-delà du directeur* », pose-t-il. Ainsi, un agent de service porte le projet nettoyage vapeur pour toute l'équipe d'entretien. Elle est en lien avec les équipes techniques et sait quoi faire en cas de panne.

« *Lorsque nos interlocuteurs de l'agence Primum Non Nocere qui nous accompagne, nous interpellaient avec un 'il faut irriguer', nous savions que cela entraînait en résonance forte avec l'inscription d'un développement durable dans les tablettes de notre association gestionnaire. L'agence nous a permis d'avoir un regard beaucoup plus large sur ce que nous pouvons faire et nous a amenés des outils. Nous avons été accompagnés, entourés, conseillés.* »

Enfin, la direction de Saint-Joseph a lancé un chantier sur la qualité de vie au travail. 70 % des salariés ont répondu à l'audit proposé. « *Ils ont le droit à la parole et avaient quelque chose à dire !* » À partir des réponses, des actions ont été rapidement mises en œuvre et portent leurs fruits. « *On va puiser dans les compétences cachées des salariés qui posent un regard très juste sur leurs conditions de travail.* »

« Il faut convaincre de l'intérêt d'agir. »

EXPERTISE PRIMUM GAUTIER LESTRADE, CONSULTANT THERMICIEN

Lors de la restitution d'un diagnostic en développement durable auprès des professionnels de santé et personnels techniques, les résultats font parfois l'effet d'une douche froide. Mais Gautier Lestrade, ingénieur thermicien, se sent porteur d'un collectif œuvrant pour le bien de tous. « *Ce constat ne sert qu'à poser des préconisations puis un plan d'action. Avant tout, il faut surtout être réaliste. Quand au départ, nous allons voir le directeur pour comprendre ce qu'il attend précisément de nous, il ne sait pas toujours. L'écoute est alors primordiale. Est-ce une démarche pour répondre aux obligations réglementaires ou est-elle volontaire ? Ma préoccupation est de ne pas passer à côté de quelque chose d'important pour lui.*

*Lorsque ensuite je sens la direction impliquée, je réalise que ce que nous proposons a du sens. » Économies d'énergies, d'eau requièrent une étude complète du bâtiment modélisé en 3D pour effectuer des zonages, élaborer des scénarii, simuler des consommations et chiffrer les économies. « *Sur site, il faut parfaitement comprendre le fonctionnement global du bâtiment et de l'organisation et tirer un bilan : plan d'action, programme d'améliorations récapitulant toutes les préconisations faites pour réduire les consommations d'eau du bâtiment. Ensuite, c'est un patient travail de sensibilisation des équipes sur des écogestes. Je viens de délivrer une formation dans un établissement et je remarque que**

*les personnes sont très intéressées car c'est du concret. Des solutions sont à portée, nombreuses et sont aussi applicables chez soi. » Un défi permanent relevé par les task force de l'agence formées pour collectivement s'investir au bénéfice d'un client. Professionnels de santé, patients ou résidents, mais aussi prestataires sont embarqués dans le projet. « *Nous avons une mission commune. Si tout le monde s'investit et si on ne se limite pas à mettre le doigt là où ça va mal, on va dans le bon sens. Nous sommes des transmetteurs de connaissance, il faut convaincre de l'intérêt de notre travail et de celui d'agir. On devrait davantage se dire merci. »**



RÉPONSES PRIMUM

Traquer les fuites

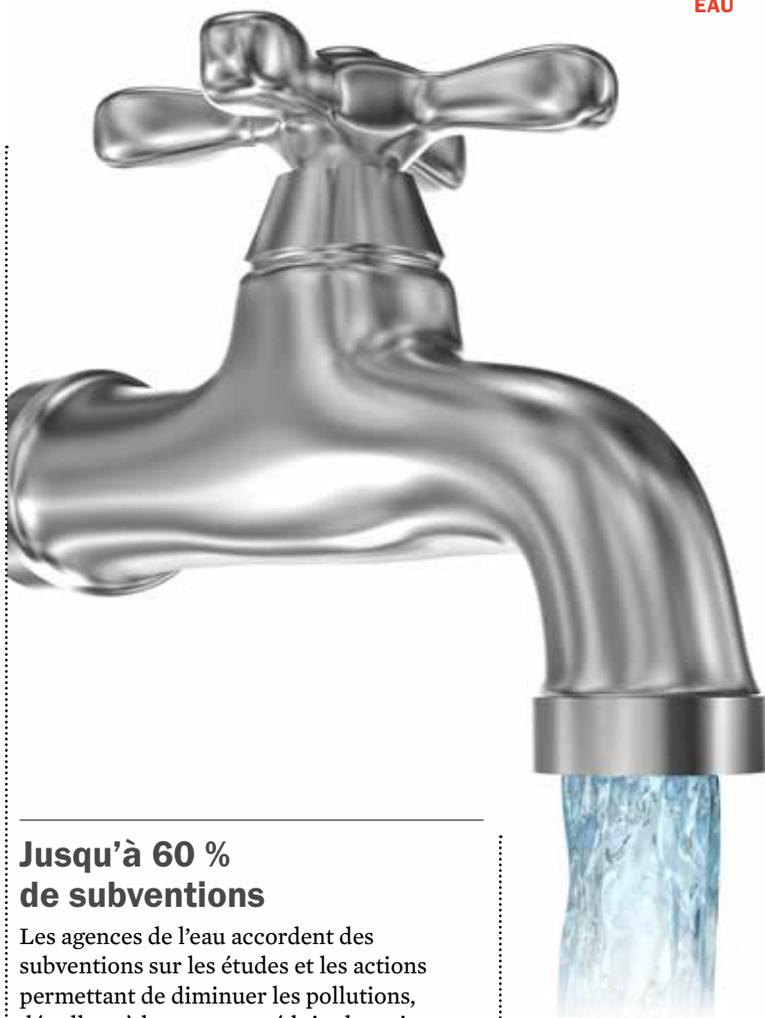
La Clinique Natecia à Lyon a réduit de 19 % sa consommation d'eau grâce à la pose de sous-compteurs, pour détecter les fuites et mettre en place des actions correctrices. Une initiative à double effet car l'eau chaude sanitaire économisée permet dans le même temps une économie d'énergie, sachant que 31 kW/m³ sont nécessaires pour obtenir une eau à 60°C.

Les eaux grises passent au vert

Le centre d'hémodialyse de la Clinique Saint-Exupéry à Toulouse dispose d'un système de traitement de récupération des eaux grises : un bio-osmoseur relayé à une cuve tampon récupère 2 000 litres d'eau par heure. Elle est utilisée pour les sanitaires, l'arrosage des espaces verts, et le lavage des vitres. Avec un recul de 10 mois, l'établissement a déjà économisé 1128 m³ d'eau. Le coût d'investissement de 30 000 euros sera amorti en 6 ans.

Branchez vos fontaines d'eau sur le réseau

La question entre l'eau en bouteille ou une fontaine raccordée directement au réseau est vite tranchée. Jugez-en : 3 euros/m³ pour l'eau du robinet versus 500 euros/m³ pour l'eau en bouteille, qui se répartissent en 20 % pour le contenu et 80 % pour l'emballage. Sans compter les économies supplémentaires du fait de l'absence de gestion des emballages.



Jusqu'à 60 % de subventions

Les agences de l'eau accordent des subventions sur les études et les actions permettant de diminuer les pollutions, dépolluer à la source et réduire les rejets de substances dangereuses. Elles financent jusqu'à 60 % d'avances remboursables sur les économies d'eau en milieu industriel. Pour mémoire, les agences de l'eau disposent d'un budget cumulé de 13 milliards d'euros. Elles ont pour objectifs la réduction des consommations d'eau, la réduction des rejets de substances dangereuses, et l'atteinte du bon état écologique et chimique de l'eau.

387

LITRES

C'est la moyenne de consommation d'eau par journée et par patient dans les établissements de santé, toutes spécialités confondues.

Énergie

Vers un courant alternatif

Maîtriser ses consommations d'énergie amène l'entreprise à faire un diagnostic de ses pratiques.

Le slogan du début des années 70, « nous n'avons pas de pétrole mais nous avons des idées » perdure jusqu'à aujourd'hui car il est plein de bon sens. Des idées, il faudra vite en avoir car la pression exercée par l'humanité sur la nature dépasse la capacité de la planète à régénérer ses ressources et à absorber les déchets et les émissions de carbone. Par ailleurs, le prix de l'énergie augmente et continuera d'augmenter dans les décennies à venir. La surconsommation des énergies génère également d'importants impacts en termes de santé humaine et animale et un coût sanitaire très important.

La loi de transition énergétique pour une croissance verte vise quatre grands objectifs : réduire de 40 % nos émissions de gaz à effet de serre en 2030 et les diviser par quatre en 2050, par rapport à 1990 ; porter la production d'énergie renouvelable à 32 % de la consommation énergétique finale en 2030 ; plafonner à

63,2 GW la puissance nucléaire installée en France soit son niveau actuel ; diminuer la consommation d'énergie de 20 % en 2020.

Concrètement pour cela, il s'agira de construire des bâtiments à énergie positive et réaliser des travaux importants pour améliorer significativement la performance énergétique, de lutter contre le gaspillage alimentaire en généralisant le tri des déchets à la source, de multiplier des véhicules propres, etc. Stratégie nationale bas carbone, programmation pluriannuelle de l'énergie vont déferler demain dans les établissements de soins. Pour l'heure, ils sont énergivores. L'activité de soins d'une part, et l'hôtellerie d'autre part, consomment 450 kWh/lit/an pour un établissement MCO. Les livraisons sont permanentes, le chauffage constant l'hiver, la climatisation devenue indispensable l'été, les blocs opératoires comme la cuisine en activité 365 jours par an, la blanchisserie est sur le qui-vive. La vie ne s'arrête jamais ! Réduire



Énergie positive

Un bâtiment à énergie positive (BEPOS) est un bâtiment dont le bilan énergétique global est positif, c'est-à-dire qu'il produit plus d'énergie (thermique ou électrique) qu'il n'en consomme.



15h

Nous sommes en
perpétuel mouvement.
Nous n'économisons
pas notre énergie,
mais la vôtre.

sa consommation et donc sa facture énergétique, réduire son empreinte carbone, et donc sa taxe carbone, est un levier de performance pour l'entreprise. Élaborer la bonne stratégie, c'est l'affaire de l'agence Primum Non Nocere : prévoir, réaliser un diagnostic énergétique et définir une politique de maîtrise des consommations et des dépenses d'énergie. L'étape suivante sera de mettre en œuvre un plan de maintenance des installations et un programme d'actions hiérarchisées de maîtrise de l'énergie. Enfin, il s'agira d'évaluer et améliorer en réalisant un suivi périodique et en menant en parallèle une réflexion sur l'utilisation des sources d'énergies renouvelables.

Il n'y a que des solutions

Améliorer le bâtiment, bien sûr, pour ne plus jeter l'argent par les fenêtres. Des nouveaux équipements, des nouvelles technologies existent. Mais aussi, modifier ses pratiques grâce à des actions de sensibilisation et de formation des personnels. Nombre d'équipes ont déterminé des écogestes adaptés et duplicables. Sans compter que les patients ou résidents bien informés ont également un rôle majeur à jouer dans cette chasse au gaspi.

La réduction des énergies est aussi celle des transports. Une réflexion s'impose avec les fournisseurs afin d'optimiser les déplacements de chacun, une démarche intégrée à celle des achats responsables. Favoriser un plan de déplacement entreprise (PDE) est également un moyen efficace pour réduire l'usage de la voiture individuelle et favoriser des modes de transport moins polluants (transports en commun, vélo, co-voiturage, etc.).

Maîtriser la consommation de ses énergies amène l'entreprise à reconsidérer ses pratiques et les bâtiments qui abritent son activité. C'est un puissant levier de performance pour l'entreprise, un geste efficace pour la planète et une conduite nécessaire pour préserver la santé de tous.

Au fond, la seule énergie qui fasse véritablement défaut aujourd'hui est la volonté politique, car des idées, les professionnels de santé en ont plein !

Choisir les énergies renouvelables et agir pour le futur.



POURQUOI JE M'ENGAGE

« Les énergies renouvelables sont un vecteur de paix »

JEAN-LUC COMMELERAN DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT, ICADE



« **J**e suis fondamentalement convaincu qu'il faut développer les énergies renouvelables (ENR). C'est une condition de survie de nos sociétés. Même si je mesure les difficultés à surmonter, aussi longtemps que le coût des ENR sera plus élevé que celui des énergies fossiles. Il suffit de jeter un coup

d'oeil sur un globe pour comprendre que les ENR sont une solution d'avenir, elles sont beaucoup mieux réparties que les énergies fossiles. Même s'il y a des accès inégaux, par exemple à l'énergie solaire, chacun des points du globe peut avoir accès plus facilement aux

énergies renouvelables. Or, quand on sait que l'essentiel des guerres actuelles sont justement des conflits enclenchés pour contrôler les sources d'énergie, le développement des énergies renouvelables est un vecteur de paix.

Un projet qui fait d'autant plus sens que les énergies fossiles sont par définition limitées alors que l'énergie solaire est à notre échelle de temps, avant que le soleil se transforme en géante rouge puis en naine blanche, une source d'énergie illimitée. J'espère une allure exponentielle mais il faut être réaliste et y aller étape par étape. Il faut miser sur la R&D pour résoudre les défis technologiques auxquels nous sommes confrontés. Les problématiques de stockage des énergies et l'optimisation des réseaux seront résolues par l'intelligence. À nous d'être inventifs et de miser sur le développement des start-up. C'est par la performance économique que les entreprises se convertiront pleinement au mouvement. Pour l'instant, les prises de conscience sont davantage des attitudes d'opportunisme, soit pour se conformer à des réglementations contraignantes et incitatives, soit parce que les entreprises espèrent un retour d'image. Les « Elon Musk », le patron de Tesla qui mise dans son business à 100 % sur les ENR, ne sont pas légion mais j'aimerais que la France se fasse la championne de ce type de solutions. »

« Quand on sait que l'essentiel des guerres actuelles sont justement des conflits enclenchés pour contrôler les sources d'énergie, le développement des énergies renouvelables est un vecteur de paix. »

POURQUOI JE M'ENGAGE

Le bar de la santé

PHILIPPE ROUSSEAU PHARMACIE BLEU D'ANJOU, SAINT-NAZAIRE (44).



Philippe Rousseau est un personnage haut en couleur et en verbe. Engagé de la première heure dans l'écologie, il participait à la fin des années 1980 à la création de Pharmaciens sans frontières. « *Quand l'agence Primum Non Nocere nous a contactés par l'intermédiaire du laboratoire Pierre Fabre, pour demander ce que les pharmaciens pourraient faire en termes d'éducation à l'écologie au niveau de la*

santé ? J'ai pris tout de suite ! » s'exclame-t-il. Pour lui, les pharmacies sont comme autant de lieux conviviaux de rencontres, au point d'ailleurs d'appeler sa propre pharmacie à Saint-Nazaire

« le bar de la santé ». « *Ici, on parle de tout, il existe un vrai lien social. On parle des problèmes du chantier naval, de la vie.* »

La pharmacie de Philippe Rousseau fait partie du groupement GIPHAR qui s'intéresse depuis longtemps

à une démarche écologique et fédère 1300 pharmacies éco-responsables.

« *Ensemble, notre réseau, Pierre Fabre et Primum, nous allons faire du super boulot* »

lance celui qui n'aime rien de moins que l'action. Depuis plusieurs années, Philippe Rousseau fait ses livraisons à vélo dans un rayon de 5 km, et affirme qu'il fait toujours beau ! Il ne délivre que des sacs en papier, imprimés à la cire sur du papier recyclé, il garantit un air sain dans son officine et va s'équiper d'un appareil pour mesurer la pollution, etc. « *Le pharmacien n'est pas seulement quelqu'un qui vend des boîtes de couleur mais il nous faut communiquer sur nos actions, faire connaître le travail d'éducation écologique dans nos officines. J'aimerais finir ma carrière sur cette note-là, la mise en place des entretiens écologiques et de santé. C'est mon idée depuis toujours, mais il va falloir lutter contre des pesanteurs.*

Nous sommes certainement la profession la plus révolutionnaire. »

« Les pharmaciens, nous sommes certainement la profession la plus révolutionnaire. »



INITIATIVES

PHARMACIE DE LA TOUR, CASTELGINEST (31)

Une pharmacie éco-responsable

« **N**ous prenons des engagements », s'exprime tout de go Dominique Vaissières, pétulante gérante de la Pharmacie de la Tour à Castelginest. « Nous avons mis nos idées à plat et décidé quel sera notre premier axe de travail. Compte tenu de l'importance des livraisons, nous avons démarré par un bilan carbone. Aujourd'hui, il est bon ! Nos trajets se font dans un rayon de proximité, et il y a un an et demi, l'acquisition d'un véhicule électrique s'est imposée. » Dominique et Arnaud Vaissières, entrepreneurs du développement durable ne s'arrêtent pas là et vont installer sur leur parking d'une soixantaine de places, une charge rapide pour d'autres utilisateurs. « Nous voulons répondre au niveau d'exigence de notre clientèle et mener des actions utiles. C'est notre moteur depuis 20 ans. »

Les investissements se succèdent et les prochains seront consacrés à l'installation de panneaux solaires. Mais c'est du temps que Dominique Vaissières investit depuis janvier 2017 pour susciter autour d'elle une prise de conscience sur le coût des transports et l'absence de traçabilité des matières premières. « Par exemple, nous ne prenons plus une crème avec du miel qui vient de Nouvelle Zélande en passant par le Canada et pour lequel nous n'avons aucune traçabilité. Il en va ainsi malheureusement de 99 % des matières premières qui nous sont proposées en pharmacie. Nous privilégions



systematiquement les producteurs locaux ou nationaux et avons exclu ceux qui n'apportent aucune traçabilité. Table rase, nous jouons la géolocalisation de nos laboratoires. Et comme

« Nous ne prenons plus une crème avec du miel qui vient de Nouvelle-Zélande en passant par le Canada et pour laquelle nous n'avons aucune traçabilité. »

voulons avoir tous nos produits dans un seul carton et non plus une boîte par carton. Si cela n'est pas fait, nous faisons des photos et les envoyons au laboratoire ! Si personne ne le demande, aucun laboratoire ne fera l'effort. C'est long mais les petits ruisseaux font les grands fleuves. »

par hasard, quand on a la proximité, on a l'exigence de qualité qui suit ! » Avec autant d'énergie, la pharmacie de la Tour s'est lancé le défi en 2017 de diminuer le volume des emballages et de paperasse. « Nous

« Au fond, quand on est légitime sur un sujet, les gens s'ouvrent. »

EXPERTISE PRIMUM CÉDRIC LEBRUN, CONSULTANT THERMICIEN

Cédric Lebrun met beaucoup d'énergie à l'économiser. Dans sa vie personnelle déjà où il se reconnaît un comportement « *plus engagé qu'un citoyen moyen* », et depuis quatre années à l'agence dans son métier qui requiert « *d'être ouvert et agile* ». Ingénieur de formation, et du haut de ses dizaines d'audits déjà éprouvés, il connaît les bâtiments sanitaires et médico-sociaux sous toutes les coutures. « *Les clients nous appellent sur le bouche à oreille. Ils attendent de nous qu'on leur propose les meilleures solutions possibles pour améliorer la performance énergétique de leur bâtiment. Nous rencontrons la direction et les responsables techniques qui expliquent depuis leur point de vue tout ce qui ne va pas et nous prenons tout en compte. Puis nous mettons notre expertise à l'œuvre* ». La machine



Primum se met alors en branle. Caméra thermique, thermomètre, hygromètre, anémomètre, etc. collectent des informations qui seront traitées dans un logiciel de simulation thermique dynamique en 3D. « *Nous pouvons ainsi nous approcher le plus près possible de la réalité et du comportement du bâtiment. La chasse aux informations est une grande partie de notre travail. Il faut fouiller dans les plans, appeler l'architecte, etc. C'est essentiel de garantir au client des résultats fiables.* »

Passé l'audit, vient le temps de la restitution. « *Je mets toute mon expertise au service du client. Je fais des rapports accessibles avec des arguments compréhensibles et le plus possible, je fais une restitution orale. Il faut que les résultats soient bien compris. Enfin, nous donnons des pistes d'amélioration et c'est évidemment frustrant quand notre mission s'arrête là sans prendre en charge*

l'assistance de maîtrise d'ouvrage. » Lorsque la demande d'accompagnement est globale, l'agence invite les équipes à intégrer les impacts sanitaires de la surconsommation énergétique mais conseille également sur ceux de l'exposition aux champs électromagnétiques, à la qualité de l'air intérieur, aux émissions de CO₂ et de particules fines qui ont d'importants impacts sur la santé humaine. Cédric Lebrun se passionne pour la transmission du savoir au sein de l'agence où ses collègues savent le trouver pour des questions techniques mais aussi au sein des établissements de santé ou des résidences. « *Hier, nous avons fait une formation de sept heures. Quand je vois que les personnes sont passionnées toute la journée et nous 'bombardent' de questions, cela fait vraiment plaisir. Au fond, quand on est légitime sur un sujet et qu'on s'intéresse aux gens, ils s'ouvrent.* »

RÉPONSES PRIMUM

Mesurer et cartographier : la boîte à outils de l'agence

Le thermomètre hygromètre mesure les températures et l'humidité. La caméra infrarouge Fluke TIR 110 permet de faire l'analyse thermique intérieure et extérieure du bâtiment. L'anémomètre mesure les débits d'extraction d'air réglementaires dans les locaux communs et les salles de bains. Le vitromètre mesure l'épaisseur des vitrages et doubles vitrages. Le luxmètre mesure la luminosité.

La pince multimètre mesure les intensités, voltages et puissances électriques. Le logiciel de simulation thermique dynamique établit une consommation théorique du bâtiment. Les MOOC, séminaires online permettent de parfaire ses connaissances.



L'agence remet des trophées Sentinelles pour promouvoir et partager les bonnes initiatives.

Un potentiel de 50 millions d'euros d'économie

Le baromètre « Obscare® » recueille les données énergétiques de 270 cliniques. Si, grâce à des conseils avisés, les établissements les plus énergivores diminuaient leur consommation énergétique pour tendre vers celles des établissements dits médians, l'économie annuelle sectorielle serait de plus de 50 millions d'euros par an. En la matière, les efforts payent !

Essor de la visio-conférence

Le Groupe Axe Santé à Béziers organise des congrès médicaux internationaux de chirurgie en visio-conférence. Ces congrès nouvelle génération remplissent leur mission de formation continue des praticiens en affichant une empreinte carbone très faible.

100 %

D'ÉNERGIE
RENOUVELABLE !

Depuis novembre 2015, tous les établissements du Groupe SOS bénéficient d'un nouveau contrat pour leur approvisionnement en électricité, 100 % d'origine renouvelable.



Le soleil donne...

La production annuelle d'énergie des panneaux solaires thermiques de 11 établissements accompagnés par l'agence s'élève à 374 124 kWh/an. Selon l'ADEME, le chauffage solaire peut couvrir au moins 50 % des besoins en eau chaude sanitaire.

Couvrez vos tuyaux

Le calorifugeage des tuyaux d'eau chaude permet une économie de 7,5 % sur les factures de chauffage. Il est amorti en une année. Le CH Les Murets à La Queue-en-Brie (94) a réduit de 70 % sa facture énergétique par l'isolation des conduites d'eau chaude sanitaire et de chauffage.



Éco-construction

Les nouveaux bâtisseurs

L'éco-construction est avant tout un changement de culture qui demande de réfléchir en coût global, sur le long terme.

Demain, le bâti s'adaptera à l'homme et s'accordera à son activité (et non l'inverse). De plus, il produira davantage d'énergie qu'il n'en dépensera. Architectes et médecins dialogueront pour élaborer un projet conçu par l'ensemble des acteurs. Car, c'est une certitude, l'architecture participe à l'efficacité des soins, elle est à énergie(s) positive(s). De la prise de conscience des impacts sanitaires, écologiques, économiques, sociaux et sociétaux d'un bâtiment de santé, à leurs réductions, le chemin n'est pavé que de bon sens et d'économies. Le changement de paradigme consiste à passer d'une logique de gestion de m² et d'un coût facial, à celle d'une vision à 360 degrés à long terme.

L'éco-construction est au cœur d'une démarche de développement durable. Les séquences sont intimement liées : éco-conception, construction, maintenance, rénovation, fin de vie ou reconversion.

Dépenser plus aujourd'hui pour économiser demain est la formule gagnante. Éco-concevoir signifie intégrer en amont une très haute qualité sanitaire et environnementale (THQSE). Ce travail nécessite une équipe formée à la cinquantaine de normes qui existe dans le monde, par exemple HQE, BBC, LEED. C'est aussi connaître parfaitement ses besoins, les anticiper et faire de la technologie une alliée. Le référentiel HQE bâtiment de santé est en ce sens un outil précieux.

Il s'agira de s'interroger sur de nombreux points structurants : l'implantation du bâtiment et son exposition adéquate au soleil et aux vents, la biodiversité locale, le bien-être des professionnels de santé et des patients ou résidents, l'utilisation de la lumière du jour, la qualité de l'air intérieur, les nuisances sonores et les champs électromagnétiques, la politique énergétique à long terme, le circuit des déchets, la qualité sanitaire des matériaux, l'isolation, etc.



Résilience

En écologie, la notion de résilience est utilisée pour étudier la capacité des sociétés à faire face à des changements environnementaux ou à des modifications de leur organisation sociale et économique. Une réflexion qui vaut pour l'éco-construction d'un bâtiment.



16h

Éco-conçue,
notre agence
est un vaisseau
écologique.

La consommation énergétique est un poste clé pour les décennies à venir. L'intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique est nécessaire pour réduire l'empreinte carbone de l'entreprise et plus généralement celle du secteur de la santé, et s'exonérer de la future taxe carbone. Les sources d'énergies renouvelables sont variables en fonction des régions. L'ADEME, l'agence de l'eau, les fonds FEDER proposent des financements et conseils précieux sur ce sujet. La maintenance d'un bâtiment amène à gérer un « historique » lié à la qualité de sa conception et de sa construction. Intégrer les dernières innovations technologiques de gestion informatisée et centralisée est un plus. Il est aujourd'hui possible de réguler les consommations énergétiques de la production de chaud et de froid mais aussi les ventilations. L'ère du « on/off » touche à sa fin. Enfin, les sous-traitants doivent être choisis notamment en fonction de leur engagement en termes de réduction des impacts économiques, écologiques et sanitaires. Une politique commune qui peut faire l'objet d'une charte.

Les bâtiments de demain doivent être rêvés en fonction des changements de société et des innovations à venir ou à souhaiter. Par exemple intégrer des jardins comestibles sur les terrasses et les toits, organiser la collecte des eaux de pluie pour les réseaux de toilettes, intégrer les systèmes solaires dans les matériaux de façade, disposer de bornes intégrées de chargement pour les véhicules électriques, intégrer des capteurs de COV pour réguler automatiquement la ventilation, prévoir des cuves de rétention pour les excréta des services à

haute consommation médicamenteuse, etc. Certains pays intègrent d'ores et déjà un « plan d'adaptation au changement climatique » dans les constructions en cours. Le changement climatique est une réalité qui risque de durer. Les conceptions architecturales doivent anticiper ces changements pour adapter les bâtiments.



La nature prend ses aises...

QUALITÉ DE L'AIR

Mieux respirer, enfin !

Deux challenges sont à relever de façon concomitante : réduire les consommations énergétiques et améliorer la qualité de l'air intérieur. Cette qualité demeure essentielle y compris dans les lieux confinés d'un bâtiment à faible consommation énergétique. Les mesures de la qualité de l'air intérieur sont nécessaires pour identifier les risques, et via un plan d'action, les réduire. Les polluants proviennent de 3 sources principales : les constituants du bâtiment incluant équipements et mobiliers, l'hygrométrie (moisissures) et l'activité professionnelle de soins et de nettoyage.

La blouse et l'architecte

DR JOËL CLICHE PDG DE LA CLINIQUE SAINT-ROCH, CAMBRAI (59)



Dans le Cambrésis, cœur des Hauts-de-France, le Dr Joël Cliche est une institution. Quelqu'un qui a réussi tout ce qu'il a entrepris, une réussite qu'il a inscrite dans la durée, ou plutôt dans le durable. Fils d'une lignée de bâtisseurs, il a « *mal tourné* » souligne avec humour ce fils et petit-fils d'entrepreneur de travaux publics : « *J'ai fait médecine* ». Ce goût familial de « *faire, de chercher des solutions techniques* » a toujours habité ce tempérament ouvert et porté sur l'innovation.

« J'ai mal tourné, j'ai fait médecine ! »

Médecin généraliste diplômé au milieu des années 1970, cela ne l'empêche pas de regarder du côté des médecines alternatives, de l'homéopathie à l'aromathérapie qu'il utilisera pour soigner ses patients toujours plus nombreux. D'autres défis vont suivre : l'esprit d'entreprendre le saisit quand il constate que sa région natale manque d'une maison de dépendance. Sa curiosité le pousse à s'intéresser aux matériaux, aux techniques

pour améliorer le confort de ses patients. Les trois bâtiments qu'il possède partagent tous le souci de l'environnement.

À tel point que son gymnase éco-responsable inauguré en 2012 était déjà largement aux normes de la loi de transition énergétique d'août 2015. Géothermie, photovoltaïque, géoclim : ces évolutions technologiques lui offrent un retour sur investissement. En 5 ans, la facture d'électricité du gymnase a baissé de 13 % et la consommation d'eau y a chuté de 60 % ! Celui qui se définit comme un « *pragmatique* » ne se repose pas sur ses lauriers, il s'intéresse, dans la foulée du tri sélectif, au sort réservé aux détergents rejetés dans la nature. Confiant dans l'avenir, il estime que le virage écologique est irréversible en partant d'un simple constat : « *il y a 5 ans, une seule marque de peinture proposait un produit sans composés organiques volatils. Aujourd'hui, tous les fabricants en proposent. C'est plus sain pour les patients et aussi pour les ouvriers qui appliquent la peinture* » dit celui qui, malgré ses multiples casquettes, pense d'abord comme un médecin.

INITIATIVES

LES JARDINS D'ÉGRÉGORE

Une culture extraordinaire

Un père promoteur, un fils architecte, un autre ingénieur en environnement. Quand ce dernier découvre la permaculture au Danemark, personne ne sait ce que c'est. Alors il explique au père, Jean Vernet : la maîtrise de grands groupes sur les semences et les traitements, la disparition des semences anciennes, les difficultés pour nourrir sainement la population. « *Que faire ?* » demande le père. « *Le mieux, c'est que chacun produise sa nourriture et qu'on crée des jardins potagers en ville* » répond le fils. L'idée a germé : construire des résidences avec des jardins potagers partagés.

Dans les programmes immobiliers *Les Jardins d'Égrégore*, les espaces verts sont au cœur du projet dès la conception, pour bénéficier du meilleur ensoleillement. Puis ces espaces sont mutualisés car les habitants n'ont pas tous envie de cultiver un jardin. Il n'y a aucune obligation, mais en amont le gestionnaire précise qu'il s'agit de résidences avec des jardins, pour attirer des personnes motivées. *Les Jardins d'Égrégore* fournit les semences, bio et variées, dont des espèces anciennes, et forme les résidents pendant 2 ans à cette agriculture urbaine. Le syndicat a immédiatement adhéré au projet. Plus d'espaces verts inutiles et coûteux, de gazon à faire tondre. Ce sont les résidents qui font l'entretien, qui taillent les arbres fruitiers. 22 logements ont été livrés en 2014. Un an plus tard, près de 50 % des résidents avaient appris à produire avec un rendement maximum. L'été, ils ont consommé uniquement leurs fruits et



La résidence Les Physalis à Béziers dispose d'un jardin potager, d'un verger et d'un espace de rencontre et d'échange de savoir-faire.

légumes, pourtant produits sur des espaces restreints : 200 m² de potager et 60 fruitiers. 44 nouveaux logements ont suivi. Un deuxième programme est en cours, et plusieurs sont à l'étude, notamment dans le logement social. D'emblée, l'idée était que ces jardins nourriciers soient à portée de tous.

L'alimentation est une priorité pour les personnes à faibles revenus. Et ces potagers tissent une cohésion sociale entre les habitants. Malgré son fauteuil roulant, Paul cultive lui aussi son lopin, grâce à des jardinières surélevées, et aux coups de main des autres résidents. C'est un de leurs projets : bâtir une résidence pour personnes handicapées, avec tous les espaces verts et jardins accessibles. Puis décliner ce modèle, aménager des maisons de retraite, des foyers de vie. Parce que le jardin peut aussi être une véritable thérapie, pour les séniors ou les personnes souffrant de dégénérescences. De concept, *Les Jardins d'Égrégore* est devenu un bureau d'études puis un centre de formation. Ces pionniers sont sollicités par les plus grands promoteurs.

L'avenir ? Jean Vernet est confiant. Il voudrait que ses confrères lui emboîtent le pas. « *Les jardins ça pousse partout, il n'y a pas de raison* », dit-il.

RÉSIDENCE LA CROIX DU GUÉ, BOUGUENAIS (44)

Manager, c'est choisir

C'est avec pragmatisme que l'équipe de la Résidence La Croix du Gué s'est engagée progressivement dans la démarche Action développement durable au service du grand âge (Add'âge). Toutefois, elle ne part pas de rien et avait déjà commencé à déployer des actions simples. *« Depuis quelques années, nous avons déjà installé des détecteurs de présence dans les parties communes. Nous poursuivons cette réflexion sur la réduction d'énergie mais avant d'aller plus*

« Quand on veut explorer un nouveau projet, il faut savoir d'où l'on part et où on veut aller. »

loin, par exemple en remplaçant nos ampoules par des LED, ce qui est très bien, moi je veux savoir quelle sera l'économie réalisée et pour cela il faut mesurer notre consommation actuelle », déclare la direction. La résidence suit précisément ses compteurs d'énergie et donc de coûts à l'aide d'un tableau de suivi avec l'objectif clair d'optimiser son budget. *« Quand on veut explorer un nouveau projet, il faut savoir d'où l'on part et où on veut aller. »* Cartographier ses consommations, les mesurer et ensuite dresser un plan d'action est le couplet gagnant d'une démarche en développement durable. Et

ce sont deux audits énergétiques que la résidence a déjà réalisés en 2010 et 2015.

« Pour trouver les meilleures solutions, il faut comprendre le fonctionnement des équipements, par exemple pour programmer des microcoupures, réaliser des petits ajustements du matériel mais aussi de l'organisation. »

Il faut savoir également renoncer et prendre les bonnes décisions. Par exemple, malgré des fuites mesurées, la direction refusera de changer les fenêtres d'un local de stockage. Un investissement trop important au regard des bénéfices escomptés. Par ailleurs, des panneaux solaires ont été installés pour répondre aux besoins en eau chaude sanitaire avec un résultat qui ne s'est pas fait attendre : une facture divisée presque par deux ! Et une réflexion est lancée pour le remplacement de la chaudière, un gros chantier qui nécessite du temps et de la prudence. La direction travaille sur une solution biomasse avec un retour sur investissement sur cinq à six ans.

Le projet Add'âge est une recherche-action à visée pédagogique pour permettre aux établissements et services à domicile d'anticiper l'avenir à des fins d'amélioration de la qualité de vie et de l'accompagnement de la personne âgée. Une initiative lancée par la FNAQPA et accompagnée par l'agence Primum Non Nocere.

RÉPONSES PRIMUM

La très haute qualité sanitaire et environnementale (THQSE)

Ce socle méthodologique est construit sur un équilibre entre les obligations réglementaires, les plans nationaux (PNSE3), les cadres de recommandations (les 17 objectifs en développement durable de l'ONU, le Grenelle de l'environnement, etc.). Ce process évolue au fil des évaluations sur site et du benchmarking d'environ

400 clients, et de la veille technologique et juridique.



Regarder plus loin

Le Lab de l'agence assure une veille des procédés innovants, les source par catégorie au sein d'une base de données, les teste et les expérimente au sein d'établissements pilotes. Il étudie par exemple les solutions nouvelles développées au Japon et en Italie pour recycler les changes jetables, soit en revalorisant chacune des matières, soit en produisant du pellet, un granulé combustible pour les chaudières.

12 + 9 cibles

L'agence accompagne ses clients sur les 12 cibles de la démarche HQE mais en propose 9 de plus, afin d'optimiser la qualité sanitaire et fonctionnelle des locaux. 100 % des matériaux utilisés lors des travaux sont étiquetés A+, qui sont, entre autres, peu émissifs en composés organiques volatils.

AMO

L'agence Primum Non Nocere accompagne ses clients en assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux en cours et/ou à venir.

100 %

Les matériaux de rénovation utilisés lors des travaux des établissements que l'agence accompagne sont étiquetés A+.

Astuce

La surface des toitures permet d'organiser la récupération des eaux de pluie, pour ensuite les stocker et les utiliser pour l'arrosage des espaces verts par exemple.

NRJ

La consommation primaire d'énergies fossiles doit diminuer de 30 % d'ici 2030 par rapport à 2012, en modulant par énergie selon leurs émissions de GES. La part des énergies renouvelables devra s'élever à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % en 2030.

Source : Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.



Les jardins thérapeutiques ont de multiples vertus.

Des jardins thérapeutiques

L'agence promeut la création de jardins thérapeutiques en créant des passerelles avec des établissements moteurs et innovants. Comment préserver des zones de biodiversité, préserver un patrimoine naturel et favoriser des projets de culture des sols selon les principes de biodynamie et permaculture ?

Des EHPAD écologiques

PRO BTP est un groupe engagé. Les Berges du Lac, EHPAD situé dans l'éco-quartier le Ginko à Bordeaux, est un bâtiment récent BBC. À la Croix du Gué à Bouguenais (44), les équipes ont davantage travaillé sur l'énergie : remplacement de la chaudière, associé à des panneaux photovoltaïques.

« La légitimité reconnue de l'agence est tirée du collectif »

EXPERTISE PRIMUM CONSULTANT THERMICIEN

Quand la HQE comprend 14 items, Olivier Holweck réfléchit sur 21. Toujours une longueur d'avance. Seul à l'agence Primum à ne pas avoir d'expérience dans le secteur de la santé, Olivier a mené plusieurs vies : professeur de batterie dans des conservatoires de musique, agriculteur, président d'associations, etc. Il est titulaire d'un diplôme sur les économies d'énergie. « *Je suis curieux des choses, je vais fouiller et je pose des questions. À Primum, je suis servi, il y a toujours quelqu'un qui sait. La légitimité reconnue de l'agence est tirée du collectif.* »



Pour lui, le point de départ de l'engagement d'un établissement de soin est la direction et il reconnaît que sa position d'intervenant extérieur change tout. « *Je n'ai encore jamais*

rencontré de directeur réfractaire quand je dis : on va vous amener à penser votre bâtiment de façon plus large. Tous les mois, nous travaillons sur site avec les équipes et décidons ensemble des devoirs à faire.

S'engager dans une démarche de développement durable requiert du temps et du travail au départ et il faut savoir relancer la motivation en mettant en valeur des expériences réussies éprouvées

par d'autres. Le suivi n'est pas toujours facile. Pourtant, ne jamais faire à la place des professionnels de santé demeure une règle même si nous n'avons pas la garantie que l'équipe sur site relève pleinement le challenge. »

Vivre ma vie. Olivier préconise au directeur et aux cadres de pratiquer le « role-reversal day » qui consiste à tester le travail d'un autre (journée où les rôles sont inversés). « *Les décisions prises sont trop souvent descendantes et pas toujours comprises. À l'inverse, les difficultés et la pénibilité rencontrées par les salariés pour les mettre en œuvre ne sont pas non plus comprises. Mettre les mains dans le cambouis est toujours un signal fort.* »

17h

Fin de la journée, nous restons d'astreinte, avec une urgence : écrire avec vous la page verte de demain.



Éco-conception des soins

Tout en douceur

L'éco-conception d'un soin implique que l'on s'interroge sur l'impact écologique et énergétique des techniques utilisées.

Les soins sont jaugés à l'aune de leur bénéfice-risque. Ainsi, la prise de médicament, un geste chirurgical, un geste de soin, apportent au patient un bénéfice supérieur au risque qu'ils peuvent potentiellement générer. La chimiothérapie sauve des vies et ses effets secondaires ne font pas débat. Au-delà des impacts médicaux sur le patient, les impacts écologiques, économiques et sociétaux des soins sont à observer de très près, pour une meilleure santé pour tous.

L'éco-conception d'un service et en particulier d'un soin engage une réflexion à toutes les étapes. Il s'agit d'inviter le soignant à prendre aussi conscience de ce qui se passe en amont et en aval des soins qu'il délivre. Si calculer l'empreinte écologique des outils de travail, en premier lieu le bâtiment, est un postulat de départ, questionner l'empreinte écologique, et sociétale des soins eux-mêmes, est une clé. Eco-concevoir un soin

suppose une approche résolument transversale qui intègre des indicateurs aussi divers que celui de la production des gaz à effet de serre, des substances toxiques, des transports, des déchets, des énergies, de l'eau, de la qualité de l'air intérieur, des champs électromagnétiques, des nuisances sonores, etc.

Cela suppose également d'interroger ce soin, sa valeur ajoutée, dans une chaîne d'actes et nécessite de travailler à 360 degrés et en premier lieu avec les médecins et les soignants.

Des médecines complémentaires

De nombreux établissements sanitaires et médico-sociaux, du CHU à l'EHPAD, proposent d'ores et déjà des médecines alternatives et complémentaires pour soigner leurs patients et les intègrent progressivement dans le parcours de soin : hypnose, jeûne thérapeutique, acupuncture, etc. De plus en plus répandues, ces pratiques viennent en complément de la médecine conventionnelle.



MAC

Les médecines alternatives et complémentaires (MAC), telles que l'acupuncture en obstétrique et l'hypnose Ericksonienne dans les blocs opératoires, sont des techniques qui permettent de diminuer les consommations médicamenteuses et d'améliorer l'état de stress des patients et des équipes.

Les atouts sont certains pour les patients, le personnel et la planète, mais appellent à être mieux mesurés. De plus, des démarches complètes et structurées apparaissent, comme le label Humanitude. Enfin, la formation est un gage de réussite. Les enjeux d'une prise en soin holistique n'est que très rarement enseignée. Initiale ou continue, la formation devient un axe stratégique majeur.

L'éco-conception d'un service et en particulier d'un soin engage une réflexion à toutes les étapes.



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'absence de traçabilité des antibiotiques, favorise l'antibiorésistance

La délocalisation des acteurs en amont de la chaîne de fabrication est un réel enjeu de maîtrise et de dépendance pour l'industrie pharmaceutique. Environ 80 % des antibiotiques sont fabriqués en Inde et en Chine et la traçabilité globale des approvisionnements n'est pas assurée. Les notices des médicaments ne spécifient pas l'origine des substances actives (API), mais seulement les fabricants, qui ne sont souvent que des acteurs assurant la formulation ou la libération des lots, dénonce Changing Markets dans son rapport publié en février 2017. L'antibiorésistance au niveau mondial devient une

menace sérieuse pour la santé publique tant la chaîne d'approvisionnement est globalisée : chaque année dans le monde, près d'un million de personnes décèdent d'une infection par une bactérie résistante. Une fois dans l'environnement, les antibiotiques tuent les bactéries sensibles en ne laissant que les résistantes. Ces dernières peuvent alors se multiplier et transmettre leur résistance à d'autres. De plus, les problématiques environnementales autour des sites de production sont alarmantes car les résidus industriels sont mal ou pas gérés. Enfin, les certifications EMAS ou ISO 14001 ne sont pas adaptées pour analyser l'activité des acteurs industriels.

FORMATION DES ÉLÈVES INFIRMIERS

Une petite piqûre DD

Pascale Marchal, de l'Association éducative pour l'hospitalisation privée Languedoc-Roussillon : « J'ai constaté que le développement durable était absent du programme des IFSI qui a été réformé en 2009, c'est-à-dire il n'y a pas si longtemps. Aucune mention du DD dans les 49 unités d'enseignement ! Dans l'unité "hygiène", le DD pourrait être traité autour du tri des déchets, en "pharmacologie", autour du circuit du médicament, en "santé publique", en "gestion des risques", etc. Pour ma part, je l'ai inclus en 3^e année dans le module "qualité des soins". Je propose une intervention de 3 heures, ce qui est presque dérisoire pour aborder ce thème. Olivier Toma alerte les étudiants et les invite à se mobiliser autour de cette problématique, cela suscite de l'intérêt et des interrogations de leur

part. Deux autres IFSI sont engagées (Alès, Croix-Rouge), nous pourrions devenir pilotes et travailler à trouver des solutions pour intégrer le DD dans la formation en général. »

PRENDRE LE PLI DÈS LE DÉBUT

Lucile Blanchard, CH Alès-Cévennes « Nous avons choisi de développer un volet DD dans le cadre de nos formations, bien que cela ne soit pas obligatoire. C'est très succinct - un module DD complet n'a pas forcément sa place en formation initiale - par contre la sensibilisation des futurs personnels soignants est essentielle. C'est important de semer des graines auprès des étudiants de manière à ce qu'ils puissent prendre de bonnes habitudes dès le début et devenir des professionnels curieux, informés et avertis. »

POURQUOI JE M'ENGAGE

Un infirmier pionnier

PHILIPPE PERRIN ÉCO-INFIRMIER, FORMATEUR INDÉPENDANT



Aussi loin qu'il s'en souvienne, Philippe Perrin a toujours été intéressé par l'environnement. Alors que sortent les premières études épidémiologiques précisant les effets de la pollution sur la santé, sa destinée se précise : il sera infirmier. Il réalise son devoir de mémoire sur une thématique novatrice pour l'époque, « éco-infirmier : une autre voie ? » Une voie d'avenir en tout cas qu'il va sillonner seul

ou presque pendant 20 ans. Sa rencontre avec Olivier Toma, fondateur de l'agence Primum Non Nocere lui permet d'affiner le concept à la fin des années 2000. Pour le C2DS, il crée une formation

complémentaire de 190 heures qui trouve sa place au sein d'un institut de santé de l'environnement. Basé en Savoie, il sillonne la France et même ses pays limitrophes pour aller porter son savoir. « Depuis 2010, il y a une très forte demande d'intervention et de sensibilisation sur le sujet ». Au-delà de la « satisfaction intellectuelle » d'avoir accolé

cette spécificité à une profession, il espère la reconnaissance de cette qualification à part entière. Pour l'instant, la formation d'éco-infirmier n'est qu'une ligne de plus sur un CV. « *Un plus qui permet à un infirmier de mobiliser ses connaissances pour limiter l'exposition d'une femme enceinte ou d'une personne âgée à des produits toxiques ou polluants.* » L'invention d'une profession permettant au système de santé « *trop axé sur le curatif* » de déplacer le curseur « *vers le préventif* ». Une de ses principales motivations est aujourd'hui de participer à préserver la santé de la population face à l'inquiétante progression des pathologies touchant les jeunes enfants (baisse de fertilité, malformation de l'appareil génital chez le petit garçon, puberté précoce chez les petites filles, endométriose, cancers, troubles du comportement, allergies et maladies auto-immunes, diabète...). « *En protégeant la santé des enfants d'aujourd'hui, on protège les adultes de demain, on permet la pérennisation de notre système de santé et on préserve l'environnement.* »

Comme il le résume d'une formule, « *le soin de santé le moins polluant est celui qu'on n'a pas à faire !* »

« Se former pour limiter l'exposition d'une femme enceinte ou d'une personne âgée à des produits toxiques ou polluants. »

La cataracte au microscope

DR SERGE ZALUSKI OPHTALMOLOGUE À PERPIGNAN (66)



C'est une expérience qui lui a ouvert les yeux. Serge Zaluski, praticien depuis 30 ans et spécialiste reconnu de l'opération de la cataracte, a voulu en mesurer l'impact carbone. Sa curiosité était attisée « par la discordance entre la miniaturisation de l'ablation de 2 g de cristallin et les kilos de déchets que cette opération génère », pointe-t-il.

Bilan de l'expérience mesurée par Primum

Non Nocere : 1,5 kg de déchets d'activités de soins, 830 g d'ordures ménagères, 340 g de carton, 63 kWh d'électricité et 124 litres d'eau pour une opération. L'opération de la cataracte est l'acte chirurgical le plus pratiqué chaque année en France :

son cabinet Visis à Perpignan en réalise 250 par mois.

« Cela n'a rien changé dans le process mais cela a renforcé la sensibilité que nos équipes portent à ce sujet : on évite de gâcher, on éteint la lumière en quittant une pièce, on ferme la fenêtre quand la climatisation fonctionne. »

Tout en pointant du doigt un paradoxe de

notre époque et la difficulté de concilier des intérêts contradictoires : « la société nous prescrit de limiter notre consommation et en même temps, le principe de précaution nous impose l'usage unique de nos instruments. Et donc des produits fabriqués en Chine, transportés par bateau puis par camion. Tout cela représente autant de blisters, de stocks, etc. » Bref, comment résoudre la quadrature du cercle d'une pratique éthique dans une époque obsédée par la rentabilité à court terme ?

Éco-responsable mais pas éco-militant, l'ophtalmologue s'interroge ainsi sur l'éternelle rivalité entre blouses à usages uniques et blouses lavables : « Les vendeurs de la première catégorie nous disent qu'ils nous font faire des économies mais au fond, personne ne sait vraiment ce qui est le plus respectueux de l'environnement. » Ce « citoyen vigilant » dit croire en la conscience de l'Homme qui éveille l'esprit de responsabilité plutôt qu'à l'efficacité de la « morale » écologique. « La morale, elle évolue avec les lieux et les époques », précise-t-il, « alors que la conscience doit être développée naturellement dans notre milieu : si les professions de santé ne se préoccupent pas de l'environnement que nous allons laisser aux générations futures, alors on marche sur la tête ! »

« Si les professions de santé ne se préoccupent pas de l'environnement que nous allons laisser aux générations futures, alors on marche sur la tête ! »

INITIATIVES

RÉSIDENCE JEAN D'ORBAIS, REIMS (51)

La prévention des escarres

A la lecture des événements indésirables, Patricia Cavalier décide de se lancer dans la prévention des escarres. « Je suis une ancienne soignante et je sais qu'il vaut mieux prévenir que guérir », a-t-elle posé à ses équipes. « Nous avons de plus en plus de résidents ou patients en SSR qui arrivent déjà avec des escarres, ce qui nous engage dans des soins très coûteux et très douloureux pour la personne. Les escarres ont un impact fort sur la qualité de vie et l'autonomie, sans parler des effets collatéraux. Ces principes sont enseignés dans la formation initiale, nous constatons qu'ils s'estompent dans les esprits surtout quand on travaille en court séjour. Le domaine de la gériatrie est spécifique, les soignants attentifs à ce public fragilisé ont immédiatement adhéré à cette démarche préventive. » Veiller à l'installation du patient, son positionnement, son retournement, surveiller son poids, son hydratation et proposer une alimentation hyperprotéinée font partie de ces grands principes. « Depuis que nous observons ces règles, nous n'avons plus d'apparition d'escarres dans notre résidence. » L'alimentation fait partie intégrante de



Le domaine de la gériatrie est spécifique. Les soignants attentifs à ce public fragilisé ont immédiatement adhéré à cette démarche préventive.

la prévention des escarres. « Nous avons travaillé avec notre prestataire restauration, le CLAN, notre comité RSE et proposons une alimentation enrichie avec des produits naturels, crème fraîche, fromage, produits frais et locaux, viande d'origine française et labellisée, qui flattent le goût des personnes. À la joie des résidents, nous avons arrêté les compléments alimentaires. »

L'Humanitude, une approche non médicamenteuse

Cette démarche est enseignée en formation professionnelle continue, au cours de stages en établissement. « On y enseigne la philosophie de soin qui interroge chaque geste de soin et le lien entre la personne aidée et la personne soignée. On améliore ainsi la santé des uns et des autres, le prendre soin lui-même et la qualité de vie au travail », affirme Annie de Vivie, fondatrice du site Agevillage et de l'institut de formation sur l'Humanitude, Eternis SA. Soixante établissements sont engagés vers le label et 10 l'ont déjà. Ils témoignent de moins d'arrêts de travail, moins d'hospitalisation des résidents, moins de médicaments de type neuroleptiques. C'est un réel bénéfice pour tout le monde.

INITIATIVES

CENTRE CHIRURGICAL MONTAGARD, AVIGNON (84)

Un modèle holistique

A Montagard et Urbain V, on observe la définition de la santé de l’OMS à la lettre : « *un état de bien-être physique, mental et social, et non pas uniquement l’absence de maladie et d’infirmité* ». « *Il n’y a pas seulement la guérison qui est importante mais aussi la prise en charge globale de l’individu, son bien-être sur tous les plans. La médecine intégrative est une association des thérapies naturelles aux soins conventionnels dans le but de maintenir la santé et améliorer le bien-être* », explique le Dr Olivier Abossolo.

L’homéopathie, l’aromathérapie, l’hypnose en tant qu’accompagnement thérapeutique sont utilisées, mais aussi la bio photomodulation. « *Cela vient de la médecine aérospatiale qui soigne la physiologie, les tissus, les cellules par des champs de fréquences correspondant à différents types de lumière. Cette technologie permet à la lumière de pénétrer les tissus profondément par l’association à un tunnel magnétique et ainsi soigner les os, les viscères, etc.* » L’association de ces pratiques, quelles qu’elles soient, se doit d’être cohérente et de « *respecter la logique du vivant* » insiste-t-il. Cela demande de la tolérance et une médecine coopérative multi-dimensionnelle. Le patient devient co-acteur et co-décideur dans la prise en charge de sa santé. Il s’agit d’une démarche de soins partagée par l’ensemble des soignants, de l’aide-soignante au chirurgien et à la direction de la clinique. « *C’est une philosophie de soins appliquée tout au long du parcours hospitalier, un modèle holistique avec des soins moins centrés sur le médecin, sur ce qu’il veut faire, mais sur le patient.* »

En amont de l’opération, chaque patient reçoit de l’homéopathie et un stick d’huiles essentielles pour calmer son anxiété et en revanche pas de sédatifs chimiques. Des huiles essentielles sont aussi diffusées dans le hall de la clinique et au bloc opératoire. L’hypnose est pratiquée sur demande. En post-opératoire, le patient bénéficie d’une séance de *Bol d’Air Jacquier*, un inhalateur d’huiles essentielles de pin qui

« C’est une philosophie de soins appliquée tout au long du parcours hospitalier, un modèle holistique avec des soins moins centrés sur le médecin, sur ce qu’il veut faire, mais sur le patient. »

booste l’oxygénation cellulaire. « *C’est un booster des fonctions organiques, notamment au niveau du foie, ce qui permet de diminuer très nettement les nausées post-opératoires.* » Le patient remonte en chambre et il bénéficie de la thérapie de bio-photomodulation

Miltaled qui diminue de 40 % l’utilisation des morphiniques d’appoint. « *On obtient le même effet mais sans les effets secondaires, de plus on diminue le risque iatrogénique. In fine, le patient rentre chez lui avec une expérience nouvelle qu’il va pouvoir transmettre.* »

84 % du personnel sont satisfaits et très satisfaits de l’adjonction de ces thérapies, dans leur faisabilité et leur efficacité thérapeutique. 100 % des soignants et praticiens souhaitent poursuivre cette pratique.

« Amener mes interlocuteurs à déployer leur conscience citoyenne »

EXPERTISE PRIMUM ÉLODIE GRIMAL, CONSEILLÈRE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Elodie Grimal est infirmière et détentrice du diplôme universitaire en management du développement durable en santé du C2DS/CESEGH. Elle se reconnaît écologiste depuis toujours. « Une démarche de développement durable est pour moi une conduite du changement. Lorsque j'interviens sur site, mon rôle est d'amener mes interlocuteurs à déployer leur conscience citoyenne dans leur vie professionnelle. »

De par son expérience de soignante dans le secteur sanitaire et médico-social, Elodie Grimal a pleine conscience du travail collectif à mettre en œuvre. « C'est un pas en avant lorsque par exemple un soignant réclame le livret réalisé



en interne sur l'utilisation des produits chimiques, ou quand des résidents prennent des notes lors de mes interventions. Ils ont 90 ans et sont prêts à changer ! L'idée est précisément que les équipes et les usagers intègrent l'esprit de la démarche et les recommandations que nous donnons. Le cadre du développement durable permet une ouverture qui prend en compte la culture de l'établissement et son histoire. »

« Dans l'éco-conception des soins, il s'agit notamment d'inviter le soignant à prendre conscience de ce qui se passe en amont et en aval des soins qu'il délivre. Par exemple, le travail sur la dénutrition et la psychomotricité prévient l'apparition d'escarres qui provoquent

de la douleur, sans compter le coût que cela génère en temps de soins, en matériel de pansements et son élimination. »

Le champ de l'éco-conception des soins est très vaste : il s'agit de maîtriser l'empreinte écologique et énergétique d'un soin et veiller à la réglementation, en passant par les émissions de gaz à effet de serre, les produits chimiques, l'alimentation, les achats responsables, les déchets... L'approche est résolument transversale.

« C'est un engagement de santé publique. Quand je suis dans les établissements, je sais qu'il y a l'équipe de Primum derrière. Nous sommes un 'living lab' et c'est notre force pour trouver les idées et les solutions. »

Les textes réglementaires

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

La qualité de l'air intérieur

Une surveillance de la qualité de l'air intérieur est obligatoire tous les 7 ans pour certains établissements recevant du public, notamment les structures sociales ou médico-sociales. Elle comporte une évaluation des moyens d'aération des bâtiments et une campagne de mesure de polluants. En cas de détection d'un polluant, le propriétaire ou l'exploitant fait procéder à une expertise pour en découvrir la source et y remédier. Le public est dans tous les cas informé des résultats de la campagne. Si la loi du 12 juillet 2010 prévoyait un étiquetage obligatoire des émissions de polluants volatils pour les produits d'ameublement et les produits de construction, seuls ces derniers sont mentionnés dans le décret d'application de la loi. L'obligation concerne donc les revêtements de sol, mur ou plafond, les cloisons et faux plafonds, les produits d'isolation, les portes et fenêtres et les produits destinés à la pose ou à la préparation de ces derniers.

Les produits phytosanitaires

Un arrêté du 27 juin 2011 interdit l'utilisation de produits phytosanitaires contenant certaines substances dangereuses dans les enceintes des établissements accueillant des enfants et les aires de jeux destinées aux enfants. Ces produits sont également interdits à moins de 50 mètres des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux. Depuis le 1^{er} janvier 2017, il est interdit aux personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, des forêts, des voiries ou des promenades accessibles ou ouverts au public, sauf pour l'élimination des organismes considérés comme nuisibles ou pour des zones difficiles d'accès.

BIEN-ÊTRE ET SANTÉ AU TRAVAIL

La pénibilité au travail

Dans le secteur privé, ce sont deux lois de 2014 et de 2015, réformant les retraites et les dispositions relatives au dialogue social et à l'emploi, qui créent un dispositif de déclaration et de prévention de la pénibilité au travail.

L'employeur doit indiquer les facteurs d'exposition à la pénibilité et la période d'exposition pour chacun de ses salariés concernés dans sa déclaration annuelle de données sociales (DADS). Il existe 10 facteurs d'exposition à la pénibilité, représentant un effort d'une intensité définie par un seuil minimal et une durée minimale. L'exposition à un facteur d'exposition à la pénibilité permet aux salariés d'acquérir des points qu'ils peuvent utiliser pour bénéficier de formations, d'une réduction du temps de travail ou d'une majoration d'assurance vieillesse pour la retraite. Dans le secteur public, la pénibilité du travail est prise en compte différemment. Les emplois sont classés en deux catégories : active et sédentaire. La première comprend les emplois qui présentent un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles justifiant un départ anticipé à la retraite.

La protection des travailleurs exposés à des champs électromagnétiques

Le décret du 3 août 2016 protège les travailleurs exposés à des champs électromagnétiques. L'employeur

est soumis à une obligation de prévention. Le décret fixe des valeurs limites auxquelles les travailleurs peuvent être exposés et les modalités d'évaluation des risques. Le texte contient des dispositions spécifiques applicables aux équipements d'imagerie par résonance magnétique destinés aux soins des patients dans le secteur de la santé ou à la recherche. Il évoque le cas où les mesures de prévention mises en place par l'employeur ne permettent pas de maintenir l'exposition des travailleurs en dessous des valeurs limites d'exposition relatives aux effets sur la santé. L'employeur doit dès lors démontrer l'absence d'alternative au dépassement de ces valeurs et doit demander l'avis du médecin du travail et du CHSCT. Il doit également demander une autorisation de dépassement au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

ACHATS

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT)

La nouvelle loi Santé du 26 janvier 2016 impose à chaque établissement public de santé de faire partie d'un groupement hospitalier de territoire. L'établissement support du GHT assure notamment la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, qui comprend, suite à l'élaboration d'un plan d'action, l'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement, la planification et la passation des marchés, le contrôle

de gestion des achats, les activités d'approvisionnement, excepté pour les produits pharmaceutiques.

Le développement durable dans les marchés publics

Les appels d'offres peuvent comporter des critères de développement durable. L'article 8 de l'ordonnance de 2015 facilite en effet leur inclusion. Précédemment, certains cahiers des charges avaient été rejetés par les juges car le critère de développement durable ne correspondait pas à « l'objet du marché public ». Pour remédier à cela, l'ordonnance définit ce que signifie correspondre à l'objet du marché public pour les critères environnementaux : ce sont les critères qui se rapportent aux travaux, fournitures ou services à fournir en application du marché public, à n'importe quel stade de leur cycle de vie (de la recherche et développement à la fin du service ou de l'utilisation).

DÉCHETS

Les biodéchets

Depuis le 1^{er} janvier 2012, toute personne détenant ou produisant des quantités importantes de biodéchets est tenue de mettre en place un tri à la source et une valorisation biologique. Si la valorisation est réalisée par un tiers, le détenteur met en place une collecte sélective pour en permettre la valorisation par ce tiers. Mise en place progressivement, cette obligation concerne au 1^{er} janvier 2016 toutes les personnes produisant plus de 10 tonnes de biodéchets par an. Le calcul de cette quantité s'effectue soit sur la base de pesées ou de mesures volumétriques, qui

sont tenues à la disposition des autorités compétentes, soit sur la base de ratios de production, estimés au regard de l'activité ou des équipements de gestion mis en place. Lorsqu'une personne produit ou détient des biodéchets sur plusieurs sites ou dans plusieurs établissements, la quantité de biodéchets s'apprécie en fonction des quantités produites ou détenues sur chaque site ou pour chaque établissement. Cette obligation sera étendue à tous les professionnels à partir du 1^{er} janvier 2025.

Les déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI)

Le Code de la santé publique, dernièrement modifié par le décret n°2016-1590 du 24 novembre 2016 dans sa partie relative aux déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, définit ces derniers en deux catégories, par nature dès lors qu'ils présentent un risque infectieux, ou par désignation de certains déchets ne présentant pas de risque infectieux. Pour tout producteur de DASRI, établissement ou professionnel, éliminer ces déchets est une obligation. En pratique, cela implique leur séparation des autres déchets dès leur production. Les DASRI sont alors soit incinérés, soit prétraités par des appareils de prétraitement par désinfection pour pouvoir être traités ensuite par les collectivités en charge des déchets. Les DASRI constituent une catégorie à part dans la classification des déchets. Ni déchets ménagers, ni déchets dangereux, ils font donc l'objet d'une réglementation spécifique. Il faut noter ici que les

déchets issus des chimiothérapies relèvent quant à eux des déchets dangereux et sont donc soumis à une réglementation plus stricte.

EAUX

Le rejet des eaux issues de l'activité sanitaire

Le rejet des eaux utilisées au cours des activités sanitaires peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement et la santé humaine. C'est pour cela que l'utilisation de l'eau dans les établissements sanitaires fait l'objet d'un protocole. Par exemple, pour un service de patients contagieux ou atteints de maladies à déclaration obligatoire, l'effluent ne doit pas être rejeté avec les autres types d'eaux, mais de manière séparée avec une désinfection préalable. De même, l'ensemble des rejets présentant un risque chimique potentiellement toxique ou infectieux ne doivent pas être évacués par le flot général de rejet des effluents mais doivent être traités par la filière des déchets dont ils font partie, tels que les déchets dangereux ou les DASRI. L'article L1331-10 du Code de la santé publique dispose que tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent en la matière. En contrepartie de l'épuration des eaux par le service collectif, une redevance d'assainissement est due. De plus, il est bien évidemment interdit de déverser des eaux industrielles ou domestiques dans le milieu naturel sans traitement. Certaines activités sanitaires sont

également soumises à la législation ICPE. Il convient dans ce cas de se référer aux normes applicables à cette activité.

La récupération des eaux de pluie

L'eau de pluie peut être récupérée uniquement pour une utilisation hors consommation alimentaire. La récupération et le stockage nécessitent une installation spécifique. Une déclaration de l'installation auprès de la mairie est obligatoire si elle est raccordée au réseau d'assainissement collectif. Des contrôles peuvent être réalisés par un agent technique du réseau d'eau potable de la commune. Mais attention, en cas de risque de contamination du réseau public de distribution, le maire peut demander la fermeture de l'installation de récupération des eaux de pluie, celle-ci devant être entretenue régulièrement, et une amende peut être due. Pour les conditions techniques d'utilisation d'une telle installation, il faut se référer à l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

ÉNERGIES

Le bilan d'émissions de gaz à effet de serre

Le bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) est la forme obligatoire du bilan carbone, bien qu'il soit beaucoup plus restreint. Les personnes morales de droit privé employant plus de 500 personnes, les personnes morales de droit privé d'Outre-Mer employant plus de 250 personnes, ainsi que l'État et les

collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants ou les personnes morales de droit public employant plus de 250 personnes doivent établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le bilan, rendu public, doit être mis à jour tous les 4 ans pour les personnes morales de droit privé et tous les 3 ans pour les personnes morales de droit public.

L'évaluation du volume porte sur les émissions de gaz à effet de serre produites sur le territoire national l'année précédant le bilan. Ce bilan distingue les émissions directes, produites par les sources, fixes et mobiles, nécessaires aux activités de la personne morale et les émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur nécessaires à ces activités. Sur les 3 SCOPES existants, seuls le premier et le deuxième sont obligatoires.

Les manquements à l'établissement ou à la transmission du bilan des émissions de gaz à effet de serre peuvent être sanctionnés par un agent habilité par le préfet par une amende d'un montant maximum de 1 500 € et éventuellement de la publicité de la sanction.

Les véhicules électriques

Deux dispositions démontrent la volonté de l'État de favoriser l'utilisation de véhicules électriques. Selon l'article L224-7 du Code de l'environnement, l'État et ses établissements publics (dont les hôpitaux publics) gérant un parc de plus de 20 véhicules automobiles doivent acquérir ou utiliser lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % lors de ce renouvellement, des véhicules

à faibles émissions définis comme les véhicules électriques ou les véhicules de toutes motorisations et de toutes sources d'énergie produisant de faibles niveaux d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques.

L'État veut ainsi donner l'exemple, à charge pour les entreprises d'anticiper une future législation en la matière.

Il favorise également la mobilité citoyenne en finançant l'achat de vélos électriques à hauteur de 20 % du coût d'acquisition TTC, sans être supérieur à 200 euros, au bénéfice des personnes physiques et morales résidant en France. Cette aide est apportée une seule fois jusqu'au 31 janvier 2018, à condition que le vélo soit neuf, n'utilise pas de batterie au plomb et n'est pas cédé par l'acquéreur dans l'année suivant son achat.

ÉCO-CONSTRUCTION

Les toitures terrasses

Les toitures terrasses sont dites soit inaccessibles (réservées aux personnels d'entretien ou d'intervention), soit accessibles (ouvertes au public). Les normes de sécurité ne sont pas les mêmes :

- NF E 85-015 pour les toitures terrasses inaccessibles ;
- NF P 01-012 et NF P 01-013 pour les toitures terrasses accessibles.

L'aménagement d'une terrasse inaccessible en terrasse accessible doit faire l'objet d'un diagnostic préalable réalisé par un bureau d'études spécialisé qui doit vérifier la capacité de la structure porteuse à supporter les nouvelles charges et l'aptitude de l'isolation thermique et du complexe d'étanchéité, ainsi que

la mise aux normes des garde-corps. On distingue également les toitures terrasses végétalisées qui font partie de la catégorie des toitures inaccessibles et les toitures terrasses jardins, qui peuvent être accessibles.

L'installation de panneaux solaires photovoltaïques

Acheter et utiliser des panneaux solaires nécessite de s'informer sur les conditions d'installation et les règles d'urbanisme à respecter. Le *Code de l'urbanisme* distingue plusieurs catégories selon la hauteur et la puissance de l'installation. Ainsi, certaines installations sont soumises à l'obtention d'un permis de construire, alors que d'autres doivent faire l'objet d'une simple déclaration préalable. Il convient également de se référer au plan local d'urbanisme (PLU).

Le raccordement au réseau collectif d'électricité est payant mais l'entreprise locale de distribution ou EDF a l'obligation de racheter l'électricité produite en cas de demande.

ÉCO-CONCEPTION DES SOINS

Les médecines non conventionnelles

Aujourd'hui, citoyens, patients et acteurs de santé ont recours aux médecines non conventionnelles : ostéopathie, hypnose, sophrologie, acupuncture, etc. Pourtant, ces différentes méthodes de soin ont un statut juridique incertain. L'exercice de l'acupuncture, par exemple, est réservé aux seuls médecins. Sont considérés comme tels les titulaires du diplôme de docteur en médecine inscrits à

l'Ordre des médecins. L'interdiction de la pratique de l'acupuncture aux autres praticiens n'est pas issue d'une loi mais de décisions constantes des juges de la Cour de cassation. Un décret de 2008 a cependant ouvert l'exercice de l'acupuncture aux sages-femmes. L'ostéopathie dispose quant à elle d'un statut à part créé par la loi du 4 mars 2002. Cette disposition n'a été mise en pratique qu'en 2007 par deux décrets précisant les conditions de formation et les actes autorisés. L'ostéopathie peut ainsi être réalisée par un médecin ou un professionnel disposant du diplôme d'ostéopathe, obtenu dans les conditions réglementaires.

L'exercice de la sophrologie n'est pas encadré par un texte sanitaire. Le praticien est seulement tenu de choisir entre deux codes de la classification française des activités professionnelles entre une activité à vocation thérapeutique ou non, puis un statut d'exercice tels qu'entrepreneur, association, etc. Un arrêté de 2013 vient cependant certifier certains établissements de formation des sophrologues en imposant notamment une durée d'étude de 5 ans.

Primum Non Nocere

Vers une santé environnementale

L'agence Primum Non Nocere accompagne depuis 8 ans des organisations de santé dans une approche systémique sur les bases de l'ISO 26000. Ainsi 400 établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ont été accompagnés dans leur stratégie de développement durable. Des industriels, laboratoires, centrales d'achats et de référencement, font également confiance à Primum Non Nocere. Au-delà, l'agence accompagne des acteurs du secteur hôtelier, viticole et des collectivités locales. Enfin, l'agence s'exporte et ouvre une filiale à l'Île Maurice

MONTRER L'EXEMPLE

Des initiatives à tous les étages

Le bilan carbone de l'agence est réalisé chaque année. Les émissions de gaz à effet de serre sont compensées en tonnes équivalent CO₂. Les bureaux sont alimentés à 100 % par des énergies renouvelables. Le nettoyage est réalisé à la vapeur ou avec des produits écolabellisés. La qualité de l'air intérieur est mesurée en temps réel comme les nuisances sonores. Au centre des bureaux, un mur végétalisé dépolluant de 7 mètres est composé de 960 plantes de 30 variétés différentes. L'équipe bénéficie sur le toit d'un jardin bio potager et de 3 ruches. Enfin, les salariés disposent de séances de réflexologie, de Qigong et de temps avec un naturopathe ou encore de conseils sur la posture au travail avec un ostéopathe.

pour œuvrer à un tourisme durable. Les champs couverts par l'agence sont la gouvernance, les soins et leur éco-conception, la santé et le bien-être au travail, le bâtiment, les énergies, les déchets, la restauration, les achats, la qualité de l'air intérieur, l'exposition aux substances toxiques ou aux champs électromagnétiques, etc.

L'équipe de l'agence est constituée d'une vingtaine d'experts (thermiciens, qualitateurs, ingénieurs qualité santé environnement, ergonomes, chimistes, infirmières) offrant une réponse technique et qualitative adaptée.

La connaissance de la réglementation et son respect est un préalable, ainsi l'agence s'est dotée de compétence juridique, Primum Juris, et effectue une veille juridique pour alerter et informer ses clients.

Afin que la démarche transmise soit parfaitement appropriée et individualisée, l'agence propose des outils.

La toute nouvelle plateforme Internet Primum Office permet de gérer une politique RSO en ligne, de façon pédagogique et économique. L'outil génère automatiquement des indicateurs



Les cafés-santé de l'agence : un espace de liberté !



appropriés ainsi que leur suivi via des tableaux de bord intégrés. L'expert dédié à chaque client propose des fiches-actions et suit l'équipe jusqu'à leur réalisation. Des sessions de formations via des MOOC complètent le dispositif. Enfin, Primum Non Nocere est particulièrement attentive aux innovations et procédés permettant de réduire l'impact négatif des activités et effectue une veille technologique via son « Lab RSE ».

Une entreprise politique

Via son think tank, le Cercle Hippocrate, l'agence organise des cafés-santé, le deuxième vendredi de chaque mois, des rencontres avec les riverains, des élèves du lycée La Trinité à Béziers, des étudiants de l'IAE de Toulouse et des IFSI, etc. L'agence développe un lobbying éthique en informant ou interpellant des décideurs politiques, économiques, industriels au bénéfice de l'intérêt public.

L'agence en chiffres

- 628 clients dont plus de 400 établissements de santé
- Le plus petit client : 1 salarié
- Le plus gros client : > 10 000 salariés
- 18 000 personnes formées par an,
- 28 salariés en décembre 2017
- 60 matinales
- 28 conférences

Création d'une pièce de théâtre

Le Livre vert :
21 propositions pour une santé durable existe sur scène !



La plateforme Primum Office®

Un outil en ligne de management RSE et RSO, animé par les experts de Primum

Primum Office® est le premier outil de management RSE en ligne spécifique au secteur sanitaire et médico-social animé par des experts de la santé et du développement durable. Comment se lancer dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ou des Organisations (RSO) ? Par où commencer ? Comment procéder ? Comment faire perdurer la démarche ? Primum Office®, plus qu'une simple plateforme de conseil, vous donne la feuille de route et vous aide à piloter votre démarche RSE. À tout moment, à toutes les étapes, votre conseiller est là pour vous. Un programme en 3 phases (Analyse, Pilotage, Reporting) pour optimiser la performance de développement durable de votre organisation et ses filiales.

Pour recevoir la brochure Primum Office® : secretariat@primum-non-nocere.fr



Portail de Primum

Une plateforme d'outils est mise à disposition des clients de l'agence pour des études bilan carbone, diagnostics de performance énergétique, gaspillage alimentaire, etc. Un outil de mesure de la qualité de vie et du bien-être au travail (B2ST) est également proposé.



Observatoire sectoriel, Obscare

Au sein, de l'observatoire de la performance de développement durable en santé, depuis 2015, plus de 7 000 réponses ont été traitées sur 12 thématiques. L'observatoire restitue chaque année les indicateurs et les moyennes du secteur.

L'équipe Primum et Weeakt



Olivier TOMA
Fondateur



Fabrice GUICHET
Directeur



Cédric JULES
Directeur, Océan indien



Vincent LEYRIT
Directeur général WeeAkt



Béatrice COUPIER
Assistante de direction



Élodie DURAND
Chargée d'affaires



Sylvie JOVIADO
Chargée d'affaires



Elise LAMARRE
Juriste



Gauthier LESTRADE
Consultant thermicien



Fabien MARQUIER
Développeur applicatif



Laurence ORIOU
Cheffe de projet



Perrine PELAEZ
Chargée de communication



Fanny AUGER
Consultante



David BRISSIAUD
Consultant



Marion CAMPION
Conseillère en DD



Ahmed CHEPPIH
Conseiller en DD



Luce DEVIGNE
Stagiaire



Sophie DUCLAUX
Conseillère en DD



Pierre GREMET
Conseiller en DD



Élodie GRIMAL
Conseillère en DD



Olivier HOLWECK
Consultant thermicien



Jérémie KREBS
Conseiller en DD



Élise SCARPATI
Conseillère en DD



Mireille TOGNITE
Consultante



Ugo CARRASCO
Développeur



Alexandre JANDON
Développeur



Marc LECOLE
Développeur



Hervé DELABORDE
Cuisinier

Livre Vert : 21 leviers pour une santé durable

L'agence Primum Non Nocere propose une réflexion en 21 points pour mettre le développement durable au cœur du système de santé.

L'ÉTAT, ACTEUR D'UN DÉVELOPPEMENT FIABLE, DURABLE ET AGRÉABLE !

Le secteur de la santé est intégralement administré par l'État. La pénurie de médecins, les déficits successifs, les épidémies de maladies chroniques, le vieillissement de la population sont autant d'éléments de nature à dégrader notre système de santé et son économie. Si l'on veut assurer des soins de qualité au meilleur coût et garantir un système de santé efficient pour les générations actuelles et futures, il faudrait changer de vision pour relever les défis sanitaires et environnementaux qui sont devant nous. Comment l'État peut-il agir pour relever ces défis ?

VINGT-ET-UN LEVIERS POUR UNE SANTÉ DURABLE

Le secteur de la santé, fort de son poids économique et social, est un acteur majeur de la transition écologique vers un développement durable. Plus largement, la Stratégie nationale de développement durable note que « *notre mode de consommation et de développement n'est pas durable pour les générations futures, mais qu'il est également de plus en plus problématique et inévitabile pour les générations*

actuelles ». Le coût de l'inaction selon le Rapport Stern couterait 5 % à 20 % du PIB, alors que l'action contre le changement climatique coûterait 2 % du PIB.

Alors, si les secteurs de la santé, du social et du médico-social sont capables de prendre le virage de la transition énergétique et écologique vers une santé durable, ce sont la France et son économie qui s'en porteront mieux.

AXE N° 1. INVESTIR DANS LA PRÉVENTION FINANCER DES CENTRES RESSOURCES EN SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

Les établissements de santé peuvent devenir sur leur territoire des lieux de prévention, d'éducation à la santé, adaptés aux besoins de la population et à leurs pathologies, certainement plus efficaces que « Dr Google » ! Ils doivent être financés comme tels.

BÂTIR UNE STRATÉGIE NATIONALE STRICTE SUR LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS, LES NANOPARTICULES ET LES CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES

L'impact financier des perturbateurs

endocriniens (PE) est évalué à 4 milliards d'euros par an en France. Un plan national de prévention de l'exposition aux produits suspectés de toxicité (PE, nanoparticules, champs électromagnétiques, pesticides, résidus de médicaments, etc.) doit être impulsé avec l'ensemble des parties prenantes. Sans attendre, la transparence doit primer car c'est un atout majeur en termes de santé publique. Rendre obligatoire l'étiquetage santé environnemental avec les mentions de présence de nanoparticules, de perturbateurs endocriniens, de production des émissions de CO₂ ou de champs électromagnétiques permettrait aux consommateurs d'acheter en conscience. Un « Grenelle de la santé environnementale » en début de quinquennat permettrait de réunir l'ensemble des acteurs pour planifier les actions et réduire durablement l'exposition des Français aux risques sanitaires émergents.

MAÎTRISER LA SÉCURITÉ DES COSMÉTIQUES EST UNE NÉCESSITÉ

20 % des consultations chez les dermatologues relatives à des eczémas de contact sont liées à des

réactions à des cosmétiques ! Nous dénoncions déjà en 2008 la présence de molécules chimiques inquiétantes pour la santé dans les cosmétiques pour nouveaux-nés et parturientes. Depuis, certains industriels ont fait des efforts considérables en créant des produits sans conservateurs. Néanmoins, nous ne savons rien sur les produits de substitution qui parfois peuvent être pires (c'est le cas du triclosan ou du MIT). Les produits cosmétiques doivent : obtenir une autorisation de mise sur le marché (AMM) ; afficher un indice de substitution qui reste à créer pour les phtalates, les parabens, les bisphénols, le triclosan, le MIT, etc. pour aider les consommateurs dans leur choix ; faire l'objet d'un étiquetage santé-environnement au même titre que les médicaments et d'une surveillance accrue relative au packaging et à leur publicité ; afficher leur composition de façon lisible et compréhensible ; simplifier les appellations des composants souvent incompréhensibles si l'on n'est pas toxicologue.

De plus, une vignette pour financer la Sécurité sociale comme pour le tabac et l'alcool pourrait être créée. Les soins et les consultations doivent être financés par les industriels qui utilisent des composants dont ils n'ont pas la preuve de l'innocuité.

PRÉVENIR ET RÉDUIRE LA DÉNUTRITION DES PERSONNES ÂGÉES

La dénutrition touche une personne âgée sur dix à domicile et une sur deux à l'hôpital. Le vieillissement et ses effets délétères sur la santé sont bien sûr en cause, mais il est possible de prévenir la dénutrition

en adoptant quelques gestes simples. Le plan national nutrition santé (PNNS) et le groupe d'étude des marchés restauration collective et nutrition (GEMRCN) émettent des recommandations nutritionnelles qui méritent d'être réévaluées et revues par l'ensemble des parties prenantes. D'une manière générale, il faut proposer une restauration nouvelle et innovante basée non pas sur des quantités mais sur la qualité des produits et leur présentation. Nous proposons de remplacer le GEMRCN par « l'Institut de la recherche en alimentation et nutrition », composé de chefs cuisiniers, de résidents d'EHPAD, de professionnels de santé affectés au service et à l'élaboration des repas (en l'absence des représentants de l'industrie agroalimentaire), pour inventer les recettes de nos aînés. Enfin, pour favoriser leur bonne santé, nous avons constaté que 20 % d'entre eux sont atteints d'une basse vision et qu'ils ne sont pas dépistés. Des solutions existent pourtant, il faut les promouvoir et s'assurer de leur prise en charge par l'Assurance maladie. Organiser ce dépistage permettrait d'améliorer leurs relations sociales, leur appétit et l'éveil de leur esprit.

AXE N° 2. FAIRE ÉVOLUER BIEN-ÊTRE, SANTÉ ET FORMATION INITIALE DES PROFESSIONNELS, RÉNOVER LA FORMATION DES ACTEURS

Les professionnels de santé ne sont pas formés sur les thématiques du bien-être, alors que la population est en demande. La santé environnementale doit devenir le module de base de tous les professionnels en exercice. Nous proposons donc d'in-

clure un module de formation au développement durable et à la santé environnementale dans toutes les filières initiales et continues, médicales et paramédicales. Il s'agirait aussi de créer une spécialité médicale en santé environnementale reconnue. Enfin, la formation des managers doit évoluer afin qu'ils prennent mieux conscience des enjeux, et des solutions. Il faut permettre aux professionnels de santé d'intervenir dans les écoles pour que les lieux d'apprentissage soient en connexion avec les institutions de santé et leurs professionnels. Il faut développer les équivalences et l'apprentissage pour que la formation des acteurs en santé permette d'impulser un nouvel ascenseur social jusqu'alors absent.

PROTÉGER LA SANTÉ DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ ?

107 000 salariés du secteur sanitaire sont en arrêt de travail chaque jour. Les professionnels de santé sont ceux qui accompagnent les patients dans leur parcours de soins. Ils doivent être en pleine santé. Il faut pour cela créer un baromètre de la santé des professions de santé et disposer d'indicateurs clairs ; bâtir un programme annuel d'accompagnement pour optimiser leur santé ; les accompagner dans leur sevrage tabagique ; impulser un suivi spécifique avec la médecine de travail ; garantir un lieu de travail sécurisé. De nombreuses initiatives sont en place dans les entreprises mais sont taxées comme « avantages en nature » tant pour l'entreprise que pour les salariés. Cette taxe doit être supprimée pour toutes les actions liées à la santé et la qualité de vie au travail.

GARANTIR LA SÛRETÉ, LA SÉCURITÉ, LA CYBER SÉCURITÉ

48 agressions sont perpétrées tous les jours dans nos établissements de santé : une agression toutes les 30 minutes ! Les institutions de santé sont des lieux sensibles car elles concentrent l'accueil de personnes en grande fragilité. Il faut financer un plan de sûreté hospitalière avec des critères d'éligibilité très précis en intégrant la sécurité et la cyber sécurité.

AXE N° 3. SOUTENIR ET PROMOUVOIR LA R&DD EN SANTÉ

CRÉATION D'UNE AGENCE EN R&DD EN SANTÉ

La R&DD en santé n'existe pas en France. Il s'agirait de mutualiser les bonnes pratiques, tester l'innovation, découvrir les pratiques à l'international, favoriser les rencontres industriels/patients/professionnels, exprimer les besoins et mesurer les impacts pour les réduire. Cette agence chargée de la recherche et développement durable en santé (ARDDS) permettrait d'impulser ces travaux et de propulser la France à la première place sur ce thème porteur.

DYNAMISER LA POLITIQUE D'ACHAT RESPONSABLE

Généraliser l'affichage environnemental des produits et des services est une nécessité pour faire les bons choix. Il s'agirait de contraindre les industriels à un étiquetage complet tant sur le contenant que sur le contenu et plus particulièrement sur les dispositifs médicaux et les médicaments ; créer une autorisation de mise sur le marché pour les

cosmétiques et les compléments alimentaires ; imposer l'étiquetage des risques de persistance, bioaccumulation et toxicité des composants des médicaments, comme en Suède. La décision d'achat d'un produit ou d'un service doit être prise en tenant compte du meilleur étiquetage environnemental.

L'instauration d'un « chèque vert » permettrait de motiver les acheteurs pour privilégier des produits à moindres impacts écologiques et sanitaires, s'ils sont plus coûteux à l'achat.

GARANTIR UNE COUVERTURE VACCINALE TOUT EN OPTIMISANT LES DÉPENSES

Le principe même de la vaccination demeure vital. Toutefois, il serait utile de mesurer les anticorps pour ne vacciner que ceux qui en ont réellement besoin.

Miser sur la sérologie vaccinale permet de réduire les injections inutiles, les coûts qui y sont liés, les déchets générés, tout en garantissant une couverture vaccinale. Le coût de cette sérologie est inférieur au coût des vaccins inutiles. Un débat sur le sujet avec toutes les parties prenantes paraît nécessaire.

RESPONSABILISER LES FABRICANTS ET UTILISATEURS DE DISPOSITIFS MÉDICAUX

L'affichage environnemental et l'analyse du cycle de vie des dispositifs médicaux (DM) doivent devenir obligatoires.

Il s'agirait d'appliquer la « responsabilité élargie du producteur » aux DM. Des filières de collecte et de traitement doivent être financées et créées par les producteurs, à l'instar

de CYCLAMED. Les dispositifs jetables à usage unique génèrent des milliers de tonnes de déchets qui ne sont pas revalorisés. Il est possible aujourd'hui de créer de nouvelles filières pour les revaloriser.

Le « reprocessing » des DM consiste à remettre en état, pour une nouvelle utilisation, un dispositif déclaré à usage unique par son fabricant d'origine. Ce process est une réponse rapidement opérationnelle et parfaitement en phase avec l'axe 2 de la SNTEDD.

ÉVALUER ET PROMOUVOIR LES THÉRAPIES NON MÉDICAMENTEUSES

Les médecines alternatives et complémentaires sont appréciées par les Français. Certaines semblent efficaces, en association ou non avec la médecine traditionnelle.

Il s'agira d'évaluer les médecines alternatives pour développer celles qui sont efficaces, moins coûteuses et moins impactantes.

Il faudra ensuite professionnaliser les techniques reconnues efficaces, encadrer la formation des professionnels, assurer la transparence de l'information pour les patients.

RECONNAÎTRE ET FINANCER LES CENTRES SPÉCIALISÉS EN JEÛNE THÉRAPEUTIQUE

Les bienfaits préventifs et curatifs du jeûne thérapeutique accompagné par des médecins sont maintenant reconnus dans de nombreux pays au monde. Il semble donc judicieux d'autoriser et d'encadrer cette activité en France, d'en évaluer les résultats sur le long terme, de reconnaître et de financer cette spécialité intégralement, comme tout autre technique médicale.

AXE N° 4. RÉINVENTER LA GOUVERNANCE

DES INDICATEURS POUR FAIRE COMPRENDRE LES ENJEUX

Nous proposons d'axer les messages sur les émissions de gaz à effet de serre, non pas au regard du changement climatique, mais au regard des effets sanitaires et de leurs coûts. Créer cette dynamique « santé » et non pas seulement « écologique » permettra de sensibiliser davantage de citoyens.

Nous proposons donc de créer un nouvel outil : le bilan carbone santé (BCS) pour transformer les données issues des bilans carbone, matérialisées par des tonnes équivalent CO₂ en nombre de journées d'hospitalisation, AVC, cancers, maladies pulmonaires. Par exemple, réduire de 30 % la vitesse aux abords des agglomérations permet de réduire les risques de maladies cardiovasculaires de près de 30 %.

Nous proposons aussi d'appliquer un étiquetage de dangerosité pour les femmes enceintes et de promouvoir des solutions sans alcool, bio-sourcées et sans impact pour la santé de ces personnels qui les appliquent sur la peau et les inhalent jusqu'à 200 fois par jour.

OPTIMISER LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PAR UNE FUSION DES MINISTÈRES

La fusion des ministères de la Santé et de l'Environnement permettrait de créer un grand ministère d'État de la santé durable et responsable. Transférer les services de la médecine du travail sous l'égide de ce nouveau grand ministère garantirait une meilleure prise en charge de la santé au travail.

L'ÉCO-CONDITIONNALITÉ DES SUBVENTIONS ET FINANCEMENTS

Les établissements et entreprises de santé labellisés (notamment ISO 26000, ISO 50001, ISO 14001, ISO 20400, EMAS) doivent bénéficier d'allocations de ressources mieux adaptées. Instaurer une éco-conditionnalité à l'obtention d'avantages fiscaux est nécessaire pour soutenir les plus vertueux.

Les ARS doivent devenir les facilitateurs du plan régional santé environnement 3 (PRSE3). Pour cela, elles doivent être dotées de moyens spécifiques dans le cadre du financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) et du fonds d'intervention régional (FIR). Au-delà du financement de MIGAC, la mise en œuvre de prêts à taux zéro pour financer la rénovation énergétique du secteur est majeur. Enfin, nous proposons un taux de TVA réduit à 5,5 % sur les constructions HQE et tous les produits bio-sourcés et les énergies renouvelables.

MISER SUR UNE ALIMENTATION SAINNE ET LOCALE

À lui seul, le coût du surpoids est estimé à 20 milliards d'euros par an, soit environ 10 % des dépenses de l'Assurance maladie.

Nous proposons d'identifier l'offre et la demande locale et de créer des halles régionales virtuelles pour rapprocher producteurs locaux et restauration collective, permettre de consommer des produits locaux et diminuer les coûts de production. De plus, les appels d'offres pour le secteur public en particulier, doivent

privilégier les produits locaux et de saison. Pourquoi ne pas encourager les mairies à concevoir leur plan local d'urbanisme en intégrant des zones éligibles au bio fiscalement et foncièrement plus avantageuses ?

Pourquoi ne pas prendre en charge à l'échelle départementale ou régionale les frais de certification bio (à minima les 3 premières années), soit en créant un organisme gouvernemental de certification (garanties nationales ou européennes), soit en subventionnant les exploitants de parcelles pour payer les certificateurs privés ?

Nous proposons également d'étendre le label AB aux contenants. En effet, il n'est pas rare de consommer des produits bio conservés dans des contenants comprenant des perturbateurs endocriniens ! Par ailleurs, nous proposons d'appliquer un taux de TVA réduit sur les produits bio.

Nous suggérons également d'exonérer intégralement de charges sur les salaires les organisations qui créent des jardins partagés, des jardins thérapeutiques, des terrasses comestibles et pourraient se développer auprès des établissements sanitaires et médico-sociaux qui ont de nombreux hectares de terrain à optimiser.

RÉDUIRE ET COORDONNER LES AGENCES SANITAIRES

Il semblerait judicieux de regrouper les différentes agences, les évaluer, leur fixer des contrats d'objectifs et exercer un contrôle accru de leurs dépenses et les rendre publiques. Revoir le rôle des ARS qui doivent devenir des facilitateurs et non pas des administrations centrées sur elles-mêmes.

AXE N°5. HORIZON 2050 : UNE POLITIQUE À LONG TERME AUX OBJECTIFS AMBITIEUX REVALORISER LES DÉCHETS POUR RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE ET CRÉER DES EMPLOIS

Développer une fiscalité positive et incitative qui exonérerait la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la redevance spéciale et permettrait d'accroître le tri sélectif dans les établissements de santé. Les établissements de santé ne récupérant pas la TVA, il est également souhaitable d'inciter au tri des déchets par un taux de TVA réduit à 5,5 % sur la collecte, le transport et le traitement des déchets. Tout comme les fabricants de produits chimiques et de médicaments assurent la collecte des contenants des produits vendus aux ménages et les médicaments périmés, ils doivent aussi assurer cette collecte/revalorisation pour les entreprises.

OPTIMISER LES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES PAR UN PLAN DE FINANCEMENT ADAPTÉ

La rénovation énergétique du secteur de la santé doit être financée pour réaliser de lourds travaux et bénéficier ainsi d'un retour sur investissements conséquent pendant les 30 futures années. Créer le Fonds pour la rénovation énergétique hospitalière (FREH) permettra de financer ces investissements.

MIEUX ENCADRER LA CONSOMMATION ET LA QUALITÉ DE L'EAU POUR LUTTER CONTRE L'ANTIBIORÉSISTANCE

En 2008, l'Académie de pharmacie

éditait un rapport pour alerter sur les traces de médicaments contenues dans les nappes phréatiques, les eaux de surface et les eaux de boisson.

Pour endiguer cette lente pollution, il faudrait prendre 3 décisions :

1. la pollution de l'eau en France est due notamment aux médicaments (en France, les excréta humains contenant des médicaments ne sont pas traités spécifiquement, contrairement aux excréta animaux traités dans le secteur vétérinaire) ;
2. la surconsommation de ces molécules est avérée et doit être encadrée ;
3. enfin, un étiquetage environnemental du médicament (indice PBT) doit être mis en place sur l'exemple de la Suède pour sensibiliser, choisir et prescrire des produits en fonction de leur efficacité et de leurs moindres impacts sanitaires et environnementaux.

Nous proposons une action innovante à mener avec les laboratoires pharmaceutiques via le LEEM et les centres de simulation en santé. Ces centres d'apprentissage utilisent de véritables médicaments pour réaliser de vraies injections sur des faux patients. Ces exercices sont nécessaires mais nous préconisons d'utiliser de faux médicaments dont seules la forme, la texture, la viscosité seraient identiques aux vrais.

Enfin, en ce qui concerne le volet curatif, nous proposons que les centrales d'épuration françaises soient équipées de dispositifs de traitements de tous les xénobiotiques (comme en Suisse), y compris les biocides et les résidus de médicaments, et ainsi éviter d'équiper des dizaines de milliers d'établissements sanitaires et médico-sociaux.

MIEUX ENCADRER LES SOINS À DOMICILE POUR RÉDUIRE LES IMPACTS SUR L'EAU

Une attention toute particulière doit être portée sur l'impact environnemental de la chimiothérapie en ambulatoire et à domicile car ces soins génèrent des excréta humains chargés en molécules classées cancérogène, mutagène et reprotoxique. La meilleure solution à terme, est d'interdire les hospitalisations de moins de 48h pour une chimiothérapie et de financer et d'équiper les établissements hospitaliers de systèmes de collecte et de traitement des excréta humains (comme en médecine vétérinaire). Les appels à projets pour des hôtels hospitaliers à moindre coût sont peut-être une alternative écologique aux soins à domicile.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR

Le coût de la mauvaise qualité de l'air intérieur est évalué à plus de 10 milliards d'euros par an. Les industriels doivent alerter sur les risques lors des manipulations, stockage, utilisation et traitement des produits et proposer soit des alternatives, soit des mesures de protection. Il faut étendre l'obligation d'étiquetage des taux de COVT des matériaux de construction aux domaines de l'ameublement, des produits d'entretien et des produits désodorisants. En parallèle, il faut proposer à toute organisation accueillant du public et notamment du public jeune ou fragile, d'investir exclusivement dans des meubles certifiés NF environnement.

DYNAMISER LES LIENS ENTRE BIODIVERSITÉ ET SANTÉ

Les parcs et jardins dans les organisations de santé sont nombreux. Les professionnels ont conscience des liens intransgressibles entre santé et biodiversité et à ce titre certains développent des projets pédagogiques sur la préservation de la biodiversité. Ruchers pédagogiques, terrasses comestibles, jardins des cinq sens, écopastoralisme, jardins thérapeutiques, sont de nature à créer du lien, préserver la biodiversité et donner envie d'agir au plus grand nombre. Ces projets, souvent coûteux en temps et en expertise, devraient être soutenus par des crédits d'impôts.

ÉLABORER UN NOUVEAU CHAPITRE DU GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT SPÉCIAL DOM-TOM

Les DOM-TOM abritent 2 millions d'habitants et des millions de touristes. Ces îles sont tout particulièrement touchées par le dérèglement climatique. Inventer les solutions d'une économie circulaire dans nos DOM-TOM, c'est aussi créer des marchés émergents pour exporter nos savoir-faire partout dans le monde, rendre d'autres territoires autonomes, décarbonner leur économie. Elles méritent un plan Grenelle santé-environnement spécifique.

Extrait du *Livre Vert pour une santé durable* sur primum-non-nocere.fr/livre-vert-sante-durable/



CE QU'IL FAUDRAIT FAIRE

AXE 1. INVESTIR DANS LA PRÉVENTION

- Financer des centres ressources en santé environnementale.
- Bâtir une stratégie nationale très stricte sur les perturbateurs endocriniens, les nanoparticules et les champs électromagnétiques.
- Maîtriser la sécurité des cosmétiques.
- Prévenir et réduire la dénutrition des personnes âgées.

AXE 2. FAIRE ÉVOLUER BIEN-ÊTRE, SANTÉ ET FORMATION INITIALE DES PROFESSIONNELS

- Rénover la formation des acteurs.
- Protéger la santé des professionnels de santé.
- Garantir la sûreté, la sécurité, la cyber sécurité.

AXE 3. SOUTENIR ET PROMOUVOIR LA R&DD EN SANTÉ

- Créer une agence de R&DD en santé.
- Dynamiser la politique d'achat responsable.
- Garantir une couverture vaccinale tout en optimisant les dépenses.
- Responsabiliser les fabricants et utilisateurs de dispositifs médicaux.
- Évaluer et promouvoir les thérapies non médicamenteuses.
- Reconnaître et financer les centres spécialisés en jeûne thérapeutique.

AXE 4. RÉINVENTER LA GOUVERNANCE

- Créer des indicateurs pour faire comprendre les enjeux.
- Fusionner les ministères de la Santé et de l'Environnement.
- Poser une éco-conditionnalité des subventions et financements.
- Miser sur une alimentation saine et locale.
- Réduire et coordonner les agences sanitaires.

AXE 5. HORIZON 2050 : UNE POLITIQUE À LONG TERME AUX OBJECTIFS AMBITIEUX

- Revaloriser les déchets pour réduire notre empreinte et créer des emplois.
- Optimiser les consommations énergétiques par un plan de financement adapté.
- Mieux encadrer la consommation et la qualité de l'eau pour lutter contre l'antibiorésistance.
- Améliorer la qualité de l'air intérieur.
- Dynamiser les liens entre biodiversité et santé.
- Élaborer un nouveau chapitre du Grenelle de l'environnement spécial DOM-TOM.

Retrouvez l'actualité
de Primum Non Nocere sur
www.primum-non-nocere.fr

Découvrez le rapport RSO,
Responsabilité sociétale
des organisations, déclaration
de performance extra-financière
2016-2017 de Primum Non Nocere
sur le site de l'agence.

Visitez le blog politiquedesante.fr

L'agence Primum Non Nocere
propose une réflexion en 21 points
pour mettre le développement
durable au coeur du système
de santé, visant ainsi à réduire
les dépenses de santé, tout en
garantissant un système sûr
aujourd'hui et pour les générations
futures.



Certifié ENVOL par
AFNOR Certification



Certifié diagnostiqueurs
« RGE » Reconnu garant
pour l'environnement
par l'OPQIBI Ingénierie
qualifiée



Accrédité par l'ADEME
pour la réalisation
de bilan carbone



Membre de l'association
Bilan carbone



Membre de l'Association
des professionnels en
conseil climat énergie
environnement (APCC)



Habilité ANESM
à l'évaluation externe
des structures sociales
et médico-sociales



Référencé « indice vert
A++ » par la CAHPP



Agréé organisme
formateur sous le
N° 91 34 07 486 34

Primum Non Nocere
est une filiale du Comité
pour le développement
durable en santé



Primum Non Nocere
dispose de filiales :
- Primum Non Nocere
Océan Indien
- Weeakt, start-up associée

Numéro ISBN

978-2-9560318-0-2

Achevé d'imprimer

IMPRIMEUR CERTIFIE - FSC (FCBA-COC-000077) - PEFC (FCBA-08-008892)

ISO 9001 - ISO 14001 - ISO 12647 selon PSO

Labels : Imprim'vert - Print Environnement - Imprim Luxe

Nous voulons servir les générations futures et avons fait nôtre le principe d'Hippocrate « Primum Non Nocere : d'abord ne pas nuire, ensuite soigner », au point d'en faire le nom de notre agence.

Nous accompagnons les entreprises et collectivités dans leur démarche de développement durable et réalisons des accompagnements stratégiques, des études et diagnostics techniques.

Primum Non Nocere développe un lobbying éthique d'intérêt général car la santé environnementale doit être au cœur des politiques et des entreprises.

À Primum Non Nocere, nous transformons le « *c'est pas possible* » en « *et pourquoi pas ?* ».

Notre credo : changer le monde !

